

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La loi de Marx sur les capitaux

à la lumière des événements contemporains

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 2 Juin 1933, à 14 heures.

par

ROBERT BORDAZ

Licencié-ès-lettres - Diplômé de l'École libre des Sciences Politiques

MEMBRES DU JURY

Président M. W. OUALID, Professeur.

Suffragants : { M. DESCHAMPS, Professeur.
 { M. AFTALION, Professeur.

LIBRAIRIE L. RODSTEIN

17, RUE CUJAS

PARIS-V°

1933

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La loi de Marx sur les capitaux

à la lumière des événements contemporains

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 2 Juin 1933, à 14 heures.

par

ROBERT BORDAZ

Licencié-ès-lettres - Diplômé de l'École libre des Sciences Politiques

MEMBRES DU JURY

Président M. W. OUALID, Professeur.

Suffragants : { M. DESCHAMPS, Professeur.
 { M. AFTALION, Professeur.

LIBRAIRIE L. RODSTEIN

17, RUE CUJAS

PARIS-V•

1933

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

La crise actuelle fait l'objet de controverses passionnées. Au lieu de débattre surtout des problèmes monétaires, comme au lendemain des hostilités, les économistes depuis ces dernières années examinent plus spécialement les rapports entre production et consommation des richesses. Mais ils ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'origine de la crise, et tous invoquent des causes différentes. Les uns soulignent le rôle joué par les troubles monétaires, les autres insistent sur les transformations entraînées par la guerre, sur la concurrence accrue des pays neufs. L'évolution rapide des institutions leur laisse de bonnes raisons pour soutenir telle ou telle opinion. Dès lors les remèdes adoptés présentent un caractère empirique.

Les investigations sont d'ailleurs rendues particulièrement difficiles. Les crises précédentes ne peuvent prêter qu'à des rapprochements faciles, mais on ne saurait poursuivre la comparaison, tant qu'on ignore si la crise actuelle est une crise cyclique comparable aux précédentes, ou bien si elle présente des caractères propres.

Cette question peut être résolue si l'on trouve un sens à l'évolution économique. Or plusieurs économistes avaient émis dès 1810 des prévisions qui ne semblent pas à première vue démenties par les événements, et on

a voulu les confronter de plus près sous leur forme définitive avec les phénomènes actuels. Lors de la publication du premier volume du « Capital » (1867) Marx déclarait que la valeur de moyens de production dans une entreprise et dans la Société augmente plus rapidement que celle des salaires.

— La vérification des thèses marxistes présenterait un intérêt pour l'étude économique. Tout d'abord elle démentirait les critiques adressées à l'économie politique. On ne pourrait plus la prétendre incapable de prévoir l'évolution des phénomènes. Sans doute, la loi sur les capitaux et la théorie des crises qui en découle ont été émises, il y a 60 ans, à l'époque où les crises étaient déjà redoutables. Au contraire, pendant la période suivante, le développement économique fut plus régulier, et des collectivistes trouvèrent souvent ces théories de Marx sans portée. En 1910, l'un des commentateurs de Marx, Labriola (1), écrivit : « La peur d'une crise générale permanente est enfantine. Le propre des crises, c'est de tendre automatiquement à leur solution ». Par un curieux retour des choses, la crise actuelle a apporté une tardive confirmation aux prédictions de Marx. Les écrivains socialistes les reprennent et les défendent à nouveau, et les théoriciens qui se rattachent à des ten-

L'étude de la loi de Marx sur les capitaux répond à d'autres préoccupations. A la différence de la plupart des lois économiques dont l'application est immédiate et

(1) LABRIOLA : *Karl Marx*, pag. 236.

dances libérales adoptent maintenant des conceptions voisines.

repose sur un simple rapport de causalité, c'est une loi d'évolution. Plusieurs économistes prétendent que les sciences sociales doivent ne pas chercher uniquement, comme les sciences physiques, à constater des rapports de causalité, mais découvrir d'autres règles analogues aux lois physiologiques décrivant la croissance d'un organisme, qui présentent une certitude aussi grande. La vérification de la loi de Marx contribuerait à renforcer cette notion que l'Economie Politique, loin d'être uniquement la science de l'équilibre, doit apprendre la succession des déséquilibres.

— Une telle étude s'étend nécessairement sur une longue période. Or, depuis 1867, les institutions se sont transformées, et de nombreux problèmes se posent quant à la méthode à adopter pour contrôler la loi de Marx. Cette tâche est rendue encore plus difficile en France, où le développement du machinisme est moins sensible qu'aux Etats-Unis par exemple.

Toutes ces raisons font que l'auteur reconnaît dès maintenant s'être laissé tenter par un sujet qui eût exigé une documentation plus considérable que la sienne et des connaissances approfondies. Il se rend un compte exact de l'insuffisance et du caractère incomplet de ce travail et c'est l'excuse qu'il invoque.

PREMIERE PARTIE

LA LOI DE MARX SUR LES CAPITAUX

CHAPITRE I. — MARX ET SES PRÉDÉCESSEURS

CHAPITRE II. — LA LOI DE MARX SUR LES CAPITAUX
DANS LES THÉORIES MARXISTES

CHAPITRE III. — MÉTHODE DE VÉRIFICATION



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE I

MARX ET SES PREDECESSEURS

§ 1

Les théories de l'Ecole Classique

Lorsque Smith et ses successeurs ont établi les doctrines de l'école libérale, ils n'ont pas soutenu que le régime capitaliste représentait la justice absolue, ni que le libre jeu des lois économiques suffirait à améliorer dans l'avenir le sort de l'humanité. Certains furent même très pessimistes, et pour Malthus, par exemple, l'accroissement de la population devait toujours tendre à dépasser celui des subsistances.

Les libéraux n'ont pas méconnu les inconvénients temporaires que pouvait présenter l'usage de plus en plus répandu des machines, à la fois pour les ouvriers et pour les capitalistes. L'introduction de machines nouvelles aboutissait bien à congédier des ouvriers, mais en regard, elle libérait un capital de subsistances qui ne tarderait pas à être réemployé productivement. Les autres industries étaient d'ailleurs stimulées par la baisse des prix, et l'afflux des capitaux épargnés augmentait le nombre de leurs salariés.

Les capitalistes pouvaient eux aussi souffrir d'une crise de surproduction, mais d'après Say, cette crise ne pouvait être que partielle et temporaire. Les produits s'échangeant contre les produits, le jeu de la concurrence aboutissait rapidement à rétablir l'équilibre entre les différentes branches de l'industrie et du commerce (1).

— Le développement considérable de la richesse était la contre-partie de ces secousses temporaires. Au surplus un caractère du capitalisme était susceptible de l'amender : l'accumulation.

Bien entendu, accumulation n'est pas synonyme de thésaurisation : « Il n'est pas aujourd'hui d'économiste qui, par épargner, entende simplement thésauriser », déclare Malthus. Il s'agit de consacrer son revenu à des emplois productifs. A l'heure actuelle, la forme la plus courante de l'accumulation est la souscription aux actions émises par les sociétés.

Pour préciser la notion d'accumulation, il faut se rendre compte que le capital « productif » n'est qu'une des formes du capital. Dans le « cycle de la circulation », le capital argent prend d'abord la forme de capital marchandises, puis celle de capital productif. Ce dernier permet d'obtenir un capital plus important en marchandises, puis en argent, que le capital qui lui a donné naissance. Mais le capitaliste qui bénéficie d'un revenu peut prendre deux partis : ou le consommer en entier, ou en consacrer une part à une augmentation du capital productif. Cette deuxième solution constitue l'accumulation capitaliste.

(1) Cf. SAY. *Traité d'Economie Politique*.

Pour les Libéraux, l'accumulation ainsi définie présentait l'avantage d'aboutir à la consommation par les salariés de la part du profit accumulé. C'est ce que déclare Ricardo. « On doit comprendre que tous les produits d'un pays sont consommés, mais cela fait la plus grande différence qu'on peut imaginer, qu'ils soient consommés par des gens qui produisent une nouvelle valeur, ou par d'autres qui ne la reproduisent pas. Quand nous disons que du revenu a été épargné et joint au capital, nous entendons par là que la portion du revenu qui s'ajoute au capital est consommée par les travailleurs productifs, au lieu de l'être par des travailleurs improductifs » (1).

Les classiques admettaient en effet, (on peut d'ailleurs le soutenir jusqu'à un certain point), que, dans la société, certains travaux sont plus productifs que d'autres. Selon les libéraux, les artistes, par exemple, n'augmentent pas le patrimoine à venir de l'humanité. L'argent que consacre à son usage personnel le capitaliste n'entretient pas les travailleurs qui contribuent à augmenter d'une manière durable le bien-être collectif : « La dépense d'un grand seigneur fait vivre en général plus de gens oisifs que de gens laborieux. Quoique le riche commerçant n'emploie son capital qu'à entretenir des gens laborieux seulement, néanmoins sa dépense, c'est-à-dire l'emploi de son revenu, nourrit ordinairement

(1) Cf. RICARDO. *Œuvres complètes*. RICARDO a toujours défendu la théorie de SMITH, même dans les écrits où il souligne les dangers du machinisme.

des gens de même espèce que ceux que nourrit le grand seigneur » (1).

Pour Smith, la théorie de l'accumulation ne comporte pas de conséquence, quant à la production. A cet égard, il importe peu que les consommateurs soient salariés ou capitalistes. Mais, avec le progrès du machinisme et de la production en série, les libéraux qui succèdent à Smith font remarquer que, si l'accumulation favorise uniquement la consommation des travailleurs productifs, elle semble un remède efficace à la surproduction. La consommation populaire se trouve constituer un débouché pour les principales industries du pays, alors que la consommation des classes aisées ou des travailleurs qu'elles entretiennent se porte plutôt vers les objets de luxe.

Si la théorie classique de l'accumulation aboutissait ainsi à des conséquences très variées et très importantes, elle se trouvait étayée par une observation de fait élémentaire. Son point de départ est l'analyse du prix des marchandises. Smith le décompose en profit, rente et salaire sans y faire entrer le capital constant :

« Dans le prix du blé, par exemple, une partie paie la rente du propriétaire, une autre paie les salaires ou l'entretien des ouvriers, ainsi que des bêtes de labour et de charrois employés à produire le blé, et la troisième paie le profit du fermier.

(1) SMITH : *Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des nations*, tome 1, page 417.

« Ces trois parties semblent constituer immédiatement ou en définitive la totalité du prix du blé. On pourrait peut-être penser qu'il faut y ajouter une quatrième partie nécessaire pour remplacer le capital du fermier ou pour compenser le dépérissement de ses chevaux de labour ou autres instruments d'agriculture. Mais il faut considérer que le prix de tout instrument de labourage, tel qu'un cheval de charrue est lui-même formé de ces trois parties : la rente de la terre sur laquelle il a été élevé, le travail de ceux qui l'ont nourri et soigné, et les profits d'un fermier qui a fait les avances, tant de cette rente que des salaires de ce travail. Ainsi quoique le prix du blé doive payer aussi bien le prix du cheval que son entretien, la totalité de ce prix du blé se résout toujours, soit immédiatement, soit en dernière analyse dans ces trois mêmes parties, rentes, travail, profit » (1).

Il en est de même pour le prix de toutes les marchandises qui composent la somme totale du produit annuel de chaque pays, « ce produit se distribue entre les différents habitants du pays soit comme salaire de leur travail, soit comme profit de leurs capitaux, soit comme rente de leur terre ».

C'est toujours pour ce motif que l'argent épargné par les capitalistes est conservé par les travailleurs productifs au lieu de l'être par les travailleurs improductifs. D'après Smith, l'argent épargné par les capitalistes se convertit bien en moyens de production nouveaux et en nouvelle force de travail. Mais le prix des moyens

(1) SMITH, *op. cit.*, tome I, page 68.

de production s'analyse comme le prix de toute marchandise. L'argent transféré au fabricant des moyens de production se subdivise : « paie d'abord la plus-value contenue dans leurs marchandises, mais cette déduction faite, il sert à son tour à solder les ouvriers et à acheter des moyens de production fabriqués par d'autres fabricants et ainsi de suite » (1). Ainsi toute la somme épargnée, à part la plus-value, successivement prélevée, est avancée en salaires. Le produit représenté par elle est donc tout entier consommé par des travailleurs productifs.

§ 2

Les théories classiques et les faits

Les faits n'allaient pas précisément confirmer l'optimisme de l'école classique. Les progrès incontestables de l'organisation industrielle, n'entraînèrent pas toujours une amélioration de la condition des classes ouvrières.

Lorsque Smith publiait en 1776 ses « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations », il n'avait pu apprécier que dans ses débuts les perfectionnements de l'industrie, auxquels l'introduction des machines allait apporter un nouvel essor.

Le livre de Smith commence par une description des méthodes industrielles de l'époque. Il déclare que l'a-

(1) SMITH, *op. cit.*, tome I, page 7.

mélioration de la production est due à la division du travail. On connaît sa description des manufactures d'épingles où « un ouvrier tire le fil à la bobille, un autre le tresse, un troisième coupe la dressée, un quatrième empointe..., etc. » et Smith insiste longuement sur les caractères de ces nouvelles méthodes qui augmentent la productivité du travail. Or, dès la fin du XVIII^e siècle et surtout au début du XIX^e siècle, se multiplient les découvertes scientifiques. Tout est prêt pour l'introduction des machines, puisque la division du travail enlève à l'ouvrier son rôle créateur, le travailleur n'a plus qu'à effectuer des gestes invariables. Et la machine à vapeur, dont l'invention remonte à la fin du XVII^e siècle est perfectionnée par Watt et devient la machine à double effet (1784). Cette découverte va modifier profondément l'organisation industrielle. La « Jenny », employée dès 1767 pour le filage du coton, est transformée dès 1785 par l'application de la vapeur, et à partir de cette date les améliorations se succèdent. De même, pour le filage de la soie, la mécanique Jacquard est mise en application en 1816, et très rapidement le tissage mécanique est introduit dans l'industrie de la soie. Dans ces conditions, les transformations deviennent de plus en plus rapides et profondes, et la production s'accroît d'une manière considérable (1).

(1) Nous ne mentionnons pas les transformations que l'introduction des machines provoque dans les méthodes de travail, les machines libèrent les salariés dans une certaine mesure, les ouvriers ont un rôle de surveillance alors que la division du travail les transformait en automates inconscients.

Il ne pouvait plus être question de maintenir les anciennes routines. On assiste, par voie de conséquence, à la disparition ou à la transformation de la législation du travail. En France, les corporations sont supprimées par la loi Le Chapelier en 1791; l'entrepreneur et les ouvriers recouvrent leur pleine liberté.

— Mais ces innovations ne suffisent pas à assurer le développement régulier de la production industrielle. Les crises économiques sont particulièrement nombreuses au XIX^e siècle. Avant la publication du « Capital » (1867), l'Angleterre les subit en 1810, 1815, 1825, 1836, 1847 et 1857 (1).

Sans doute les deux premières ne semblent pas être provoquées principalement par l'introduction de nouvelles machines. La crise de 1810 est la conséquence des guerres napoléoniennes; celle de 1815 présente surtout un caractère agricole. A la suite du Blocus Continental (1807), on construit en Angleterre « des canaux, des ponts, on crée des dentelleries, on organise des sociétés d'assurances... non seulement l'Angleterre produit et consomme davantage, mais elle exporte davantage » (2). En 1810, la situation se renverse, le commerce doit ralentir ses exportations dans les pays neufs, et l'organisation plus méthodique du Blocus Continental supprime les débouchés européens des industries anglaises. Quant à la crise de 1815 à 1818, elle semble provoquée surtout par la hausse des prix

(1) Nous omettons sciemment la crise de 1866, le manuscrit de MARX étant vraisemblablement achevé à cette date.

(2) LESCURE. *Les Crises de surproduction*, tome I, page 121.

du blé en Angleterre et une excessive spéculation sur les terres.

Comme le remarque M. Lescuré, la crise de 1825 est la première qui présente tous les caractères d'une crise générale de surproduction. Il en sera de même des suivantes. Pour la première fois se manifeste, indépendamment des circonstances politiques, une crise due à l'augmentation excessive de la production industrielle. A la suite des placements de l'Angleterre en Amérique du Sud, l'exportation britannique dans ces régions s'accroît, et la production anglaise augmente très fortement. Aussi, lorsqu'en 1825, les nouvelles installations américaines ne se révèlent pas aussi fructueuses qu'avaient pensé les capitalistes anglais, l'industrie et le commerce subissent-ils un temps d'arrêt.

L'origine de la crise de 1836 peut être rattachée non seulement à l'abondance des placements à l'étranger, (cette fois-ci aux Etats-Unis), mais aussi en Angleterre même. C'est en l'effet l'époque où se construisent les chemins de fer et les canaux. Et, comme en 1825, la crise commence par des mécomptes dans les placements effectués aux Etats-Unis, qui rapidement affectent le marché britannique.

1847 marque une nouvelle étape du progrès. On procède depuis quelques années à la construction de nouvelles voies ferrées en France et en Angleterre. En 1844, « le Parlement anglais vote le chiffre énorme de 85 lignes d'une étendue totale de 1.795 milles (2.385 kilomètres), et l'année 1844, marque l'origine d'une

véritable fièvre de construction » (1). Les industries minière et manufacturière bénéficient par contre-coup de cet essor, et il en est de même de la plupart des branches de l'industrie. La crise éclate lorsque cesse l'engouement en faveur des railways. Elle est d'ailleurs la conséquence de la politique de plus en plus rigoureuse des pouvoirs publics à l'égard des entreprises des chemins de fer et des imprudences commises par les directeurs. La dépression économique s'étend alors à toutes les branches de l'industrie, à l'industrie textile comme à l'industrie du fer.

Seule, la crise de 1857, qui éclate après la découverte des mines d'or en Californie (1848) et en Australie (1851), présente un caractère monétaire qui se manifeste par les variations brusques de prix à la suite de l'augmentation du stock d'or.

— Or, si ces crises illustrent les progrès industriels, elles ne surviennent pas sans souffrances extrêmement vives de la part des populations ouvrières. Non seulement le chômage est répandu en période de dépression, (M. Lescure note qu'en Angleterre, fin octobre 1847, les entrepreneurs de la ligne de la North Western congédient 2.500 ouvriers, et qu'en Lancashire on renvoie d'un coup 10.000 ouvriers (2), mais aussi l'exploitation des classes laborieuses anglaises atteint le plus haut

(1) LESCURE, *op. cit.*, tome I, page 45.

(2) Les ouvriers accusent déjà l'influence néfaste des machines. Le 18 et le 24 février 1826, les ouvriers s'emparent des mines de Blackburn et détruisent les métiers.

degré même en période normale. La concurrence entre les industriels est tellement vive que, pour un travail épuisant, les salaires deviennent extrêmement bas. Et la misère des ouvriers anglais devient proverbiale, notamment dans l'industrie cotonnière.

Cette tendance à obtenir une baisse des prix de revient ne provoque pas seulement des réductions de salaires. Comme, pour faire manœuvrer les machines, une grande force musculaire n'est pas nécessaire, on emploie des enfants et des femmes, dont la rémunération est moins élevée que celle des hommes. Des enfants de six ans travaillent auprès des machines. Sous des formes différentes, cette exploitation des enfants va se poursuivre durant le cours du dix-neuvième siècle malgré l'intervention des pouvoirs publics. La législation va défendre le travail à l'usine aux enfants de moins de 12 ans et n'autorise pour les enfants de 12 à 14 ans que la demi-journée de travail, l'autre moitié devant être passée à l'école. « Mais si la législation réglementait le travail de l'adolescent dans les entreprises industrielles, qui les empêchaient de travailler à la maison ou dans les rues ? » (1). Alors se développent les abus du « sweating system ».

(1) ROTHSTEIN : *Une époque du mouvement ouvrier anglais : chartisme et trade unionisme.*

Consulter aussi HALÉVY, *Histoire d'Angleterre au 19^e siècle*, qui montre bien l'amélioration du sort des classes ouvrières anglaises à la fin du dix-neuvième siècle.

§ 3

Critique des théories libérales

Aussi, dès le début du XIX^e siècle, en France comme en Angleterre, les économistes ne sont plus tous aussi fervents défenseurs des transformations industrielles. Il n'est pas douteux que Karl Marx n'ait connu à fond leurs ouvrages, puisqu'il se réfugia à Paris de 1843 à 1847, et que d'autre part il vécut en Angleterre pendant la dernière partie de sa vie.

Ch. Andler dans son Commentaire du « Manifeste communiste » (1) retrace les multiples influences qui s'exercèrent sur Marx et Engels au moment de la rédaction. Il montre que l'influence de Sismondi et de Pécqueur furent prédominantes. Les allusions de Karl Marx à Sismondi et aux écrivains français de l'époque sont d'ailleurs fréquentes dans le « Manifeste communiste ». Marx y écrit, parlant de Sismondi : « Ce socialisme analysa avec beaucoup de pénétration les contradictions inhérentes au régime de la production moderne. Il démontra d'une façon irréfutable les effets meurtriers du machinisme et de la division du travail, la concentration des capitaux et de la propriété foncière, la surproduction, les crises... » (2).

(1) Dans ce commentaire, Ch. ANDLER expose pour chaque paragraphe du manifeste les influences prédominantes.

(2) MARX, *op. cit.*, page 43.

Quand Marx arrive en France, les économistes qui se rattachent à l'école libérale continuent sans doute à faire l'éloge des progrès industriels. Mais tous ne méconnaissent pas les transformations considérables que doit entraîner le machinisme. On se préoccupe couramment des effets qu'entraînent les transformations industrielles. Pecqueur publie en 1839 un livre qui traite « des Intérêts du commerce, de l'industrie et de l'agriculture », il déclare « qu'en toute chose la vente est à qui produit aussi bon à plus bas prix, c'est là tout le secret de la prospérité des nations à l'avenir » (1). Il va même jusqu'à prétendre que l'intérêt des pays arriérés « serait donc de mettre tous leurs efforts à ramener l'ouvrier à la condition des serfs », mais il ajoute aussi que les grands pays modernes ont au contraire intérêt à effectuer la réduction des prix par la généralisation des machines et laisser intact le pouvoir d'achat des masses ouvrières.

A l'opposé, de nouveaux théoriciens, Sismondi et les socialistes insistent sur le rôle malfaisant des machines en régime capitaliste. Sismondi qui, dans ses premières œuvres, avait défendu l'ensemble des théories classiques, se pose dans ses « Nouveaux principes d'économie politique » (1819), et dans ses livres postérieurs, en adversaire du machinisme. Il s'élève à la fois contre l'augmentation démesurée du travail, les conditions pénibles dans lesquelles il s'exerce, et la menace permanente que fait peser sur les ouvriers la possibilité de l'introduction de nouvelles machines. Et s'il condamne

(1) PECQUEUR, *op. cit.*, page 413.

dans le présent la situation précaire des classes laborieuses, il se montre encore plus pessimiste pour l'avenir. Il réfute la théorie de Jean Baptiste Say qui prétendait impossible une crise générale et permanente. Rien ne prouve que l'équilibre entre consommation et production doive s'établir. Les ouvriers, dont les salaires n'augmentent pas en proportion de l'accroissement de la production, ne peuvent consommer suffisamment les produits en série qu'ils fabriquent, et les capitalistes n'en éprouvent pas le besoin. L'épargne, quand elle dépasse certaines limites, ne peut que favoriser la surproduction, puisqu'elle permet une nouvelle extension du machinisme dans les manufactures. Les manufactures fabriquent à bon marché, pour les ouvriers, et justement le bas prix de la main d'œuvre réduit leur pouvoir d'achat. Il en résulte « le plus effroyable encombrement ». Or l'Economie politique ne se propose pas seulement d'augmenter la richesse des nations. D'après Sismondi, elle doit favoriser l'avènement d'un état social meilleur ; et Sismondi de préconiser un retour aux anciennes disciplines et une limitation de l'emploi des machines nouvelles (1). Les mêmes principes sont adoptés par un de ses disciples Buré dans son livre sur « La misère des classes laborieuses en France ». (1840).

Ce sont aussi des critiques identiques qu'adressent les écrivains socialistes au régime capitaliste, et notam-

(1) Cf. SISMONDE DE SISMONDI : *Nouveaux Principes d'Economie Politique*. — AFTALION : *L'Œuvre Economique de Sismonde de Sismondi*.

ment Vidal, (qui a la plus grande admiration pour Sismondi), dans son livre intitulé de « la Répartition des richesses » (1846). Mais, si tous deux dénoncent la condition misérable des classes laborieuses, qui s'accroît avec l'usage grandissant des machines, il s'en faut qu'ils adoptent les mêmes conclusions. Ce n'est pas contre l'extension du machinisme qu'il convient de s'élever, d'après Vidal, mais contre la mauvaise répartition des richesses. En augmentant les profits, les progrès scientifiques n'ont fait qu'accuser la disproportion entre les classes aisées et les classes ouvrières.

Lors de son séjour en Angleterre, Marx retrouve les mêmes préoccupations, que tempère néanmoins la conscience de l'œuvre accomplie. Ramsay et Barton font des réserves sur les conséquences des nouvelles méthodes de production; dans certains de ses écrits et notamment celui consacré « On Machinery », Ricardo laisse percer les inquiétudes que lui cause le développement des machines. Celles-ci inspirent les actes et les écrits de Robert Owen qui publie des « Observations on the Effects of the Manufacturing System » il constate que les machines contribuent à augmenter sans cesse la production, et il oppose à cet accroissement la réduction des moyens d'acquisition des salariés « qu'exproprie et qu'asservit la machine ».

Ces observations prennent une forme moins générale et moins théorique qu'en France. Elles sont étayées par les exemples quotidiens que donnent les manufactures anglaises. Comme nous l'avons déjà souligné, les ouvriers eux-mêmes ont parfaitement conscience du rôle

des machines. En 1808, les tisserands sollicitent la fixation d'un salaire minimum : « Le métier à tisser, se plaignent-ils, nous a complètement anéanti. Nous ne sommes pas en état de supporter sa concurrence destructive, et si le Parlement ne nous défend pas, en interdisant de payer les ouvriers au-dessous d'un certain minimum, nous tomberons sur le dos de la paroisse » (1).

Dans son « *History of Manufactures* » (1838), Ure, auquel Marx fait fréquemment allusion décrit avec précision la nouvelle organisation des manufactures. Marx y puise des renseignements vécus sur l'organisation anglaise et y trouve exposées des réflexions qui étayent ses thèses. C'est ainsi que Ure constate que « le grand avantage des machines pour la coupe des briques, c'est qu'elles rendent les patrons tout à fait indépendants des ouvriers habiles... Le but constant et la tendance de tout le perfectionnement dans le mécanisme est en effet de se passer entièrement du travail de l'homme et d'en diminuer le prix, en substituant l'industrie des femmes et des enfants à celle d'un ouvrier habile » (2). On ne peut mieux démontrer les abus auxquels conduit un trop rapide développement industriel et expli-

(1) Cf. ROTHSTEIN, *op. cit.*, p. 13 : « Une année plus tard (1809) les mêmes plaintes viennent de la part des tisseurs de coton, ensuite des bonnetiers, puis de nouveau des tisseurs, une fois encore des fileurs, enfin se plaignent diverses catégories d'ouvriers opprimés par la machine... »

(2) Cf. URE : *History of Manufactures*.

quer comment s'opère la diminution relative de la part des salaires.

— D'une manière générale, les économistes décrivent les abus qu'entraîne le machinisme, tantôt en les considérant comme la rançon du progrès, tantôt en les déplorant : certains discutent même le principe du développement industriel, et montrent le double danger du chômage et de la crise économique. Sismondi analyse le processus du chômage avec une grande pénétration. Il montre que les ouvriers licenciés par les machines ne peuvent être immédiatement réintégrés.

En revanche, quand il soutient des théories plus générales, sa pensée est beaucoup moins nette. Dans son œuvre, on n'aperçoit pas clairement pourquoi le déséquilibre entre production et consommation deviendrait catastrophique. Il n'y a pas de raison d'admettre que l'accumulation de nouveaux moyens de production ne peut dépasser un pourcentage déterminé sans entraîner la crise. Car l'augmentation de la puissance des machines n'est pas un fait nouveau, et comme le déclare M. Bourguin : « Si à un instant de raison, la surproduction générale par insuffisance de la consommation n'est pas théoriquement impliquée par la constitution du régime économique, elle ne l'est pas davantage dans les instants qui suivent. Peu importe l'accroissement de la production qui résulte de l'épargne reproductive réalisée dans une époque antérieure; peu importe même l'état stationnaire de la population; les conditions d'é-

équilibre entre la production et la consommation sont toujours les mêmes, le produit social tout entier comprenant à la fois une plus grande quantité d'objets pour la consommation personnelle et une plus grande masse de moyens de production pour l'épargne reproductive peut toujours trouver son placement par voie d'échanges réciproques... » (1).

Cette critique semble décisive. Et quand Sismondi déclare que la sous-consommation ouvrière se double de sous-consommation capitaliste, il n'est pas plus convaincant. Les besoins sont limités en capacité, mais illimités en nombre. Pourquoi prétendre, comme Sismondi, que les capitaux s'investiront surtout dans les entreprises qui satisfont des besoins presque invariables (alimentation)? Au contraire ils seront confiés à d'autres entreprises, créées pour répondre à de nouveaux besoins. Et on ne voit pas pourquoi la consommation capitaliste ne pourrait s'augmenter indéfiniment. Enfin, si on licencie les ouvriers employés dans les fabriques, ceux qui n'auront pas été absorbés par les entreprises d'équipement deviendront au service des capitalistes « ces travailleurs improductifs » dont parlait Smith.

Il manque aussi un élément essentiel à la thèse de Sismondi. Ni dans son œuvre, ni dans celles de ses contemporains, on ne trouve une réfutation doctrinale des théories de Smith sur l'accumulation. Marx souligne

(1) BOURGUIN : *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*. Paris, 1909, page 320.

d'ailleurs que Sismondi a insuffisamment exposé les caractères de l'accumulation capitaliste. Les économistes admettent à cet égard les théories classiques. Pour Sismondi : « le riche fait sa loi au pauvre... car faisant lui-même le partage de la production annuelle, tout ce qu'il nomme *revenu*, il le garde pour le consommer lui-même, tout ce qu'il nomme *capital*, il le cède au pauvre pour que celui-ci en fasse son revenu ». Et Vidal écrit : « Il ne faut pas croire que la prodigalité des riches tourne au profit du peuple. Sans doute, à la rigueur, il vaut encore mieux que le riche gaspille des revenus que s'il les enfouissait à tout jamais dans un coffre-fort. Les valeurs enfouies ne profitent à personne, tandis que des valeurs dépensées, une partie, bien faible il est vrai, revient aux ouvriers sous forme de salaires. Cependant ces mêmes valeurs où ces mêmes revenus rendraient encore bien plus de services aux classes laborieuses s'ils étaient consommés reproductivement, s'ils étaient convertis en capital... Convertis en capital ils pourraient servir indéfiniment à la production, payer des salaires successifs » (1).

Or, les critiques qu'on soulève l'abus du machinisme, n'ont pas la même portée, si l'on admet qu'en principe les sommes consacrées par les capitalistes à des installations nouvelles doivent se convertir tout entières en salaires. Sans doute demeurent les mauvaises conditions de travail qu'aucune augmentation de richesses

(1) VIDAL : *De la répartition des richesses*, page 22.

nē saurait compenser. On peut condamner le manque de méthode avec lequel sont employées les nouvelles machines, et soutenir avec Sismondi que l'anarchie de la production peut entraîner les plus grandes souffrances pour les ouvriers et pour les capitalistes. Les crises s'opposent en effet à la conversion régulière des sommes capitalisées en salaires; et la réduction toujours croissante de la part des salaires dans les entreprises, constatée par Sismondi et Robert Owen, est un danger permanent de crises. Il n'en est pas moins vrai que l'accumulation tend toujours à augmenter le pouvoir d'achat des classes ouvrières. On ne peut arguer d'une évolution naturelle des institutions.

CHAPITRE II

LA LOI SUR LES CAPITAUX DANS L'ENSEMBLE DES THEORIES MARXISTES

§ 1

Capital constant et capital variable

L'école classique distinguait les capitaux consacrés à l'acquisition des moyens de production de ceux destinés à la rétribution des ouvriers en raison de leurs fonctions différentes dans la vie sociale.

Or, l'opposition entre le capital consacré à l'acquisition des moyens de production et celui qui rémunère les ouvriers tient non seulement, selon Marx, à leur destination, mais aussi à la nature même du rôle que l'un et l'autre jouent dans les entreprises.

On connaît le point de départ de l'œuvre marxiste, la célèbre théorie de la valeur travail. La valeur d'échange d'un objet serait déterminée par la somme de travail qu'il exige pour sa confection. « La valeur d'usage des marchandises une fois mise de côté, il ne leur reste plus

qu'une qualité, celle d'être des produits du travail » (1).

Sans doute, en régime capitaliste, le *prix* des marchandises obéit-il aussi à une autre loi : dans les différents types d'entreprises, les capitaux investis, quelle que soit leur composition, doivent rapporter dans un même pays un intérêt identique. C'est en juxtaposant ces deux lois, loi de la valeur et loi du profit moyen, qu'est fixé le prix en régime capitaliste.

Puisque la valeur d'une marchandise est déterminée par le travail qu'elle exige pour être produite, elle dépend du travail fourni par les ouvriers qui l'ont directement fabriquée et de celui que nécessitent pour leur fabrication les moyens de production utilisés par ces ouvriers.

Les moyens de production, que Marx appelle le « capital constant », s'opposent au salaire des ouvriers : le « capital variable ». L'entrepreneur réalise un bénéfice, la « plus-value », parce que la valeur de la force de travail, égale à la valeur des moyens de subsistance nécessaires à faire vivre l'ouvrier et sa famille, est inférieur au travail que fournit cette force. Les ouvriers fournissent un travail supérieur au « travail nécessaire », réclamé par les subsistances qui leur sont remises en échange. Les entrepreneurs les obligent à un surcroît de travail : « le surtravail ».

En réalité, le prix des marchandises n'est pas toujours égal à leur valeur. En régime capitaliste, des types d'entreprise de nature différente, les unes composées presque

(1) KARL MARX : *Op. cit.*, livre I, page 15.

exclusivement de capital constant, les autres de capital variable, doivent donner un taux d'intérêt identique par le jeu même de la concurrence entre les capitaux. Le prix des marchandises s'établit donc, tantôt au-dessus, tantôt au-dessous de leur valeur effective, suivant la composition de chacun des types d'entreprise considérés, mais il tend toujours à l'égaliser; et, bien entendu, le prix global de toutes les marchandises produites dans un pays équivaut à leur valeur globale. Il s'agit seulement d'une répartition de la plus-value entre ses bénéficiaires.

De plus, les entrepreneurs ne sont pas seuls à bénéficier de la plus-value, c'est aussi l'Etat, par les impôts qu'il prélève. Et surtout l'intermédiaire qui achète les marchandises à un taux moins élevé que leur valeur, puisqu'il les revend avec bénéfice souvent pour un travail infime. Le « profit commercial » est ainsi prélevé sur le travail de l'ouvrier (1).

— C'est en raison de leur rôle général que Marx distingue le capital constant du capital variable, et il emploie la même méthode pour les analyser.

Les moyens de production peuvent se diviser en deux grandes catégories : le capital fixe et le capital circulant.

(1) Consulter MARX : *Le Capital*. Tout le chapitre consacré au Profit Commercial (Livre III, tome I).

(2) Le capital fixe n'a pas le même sens chez les écrivains classiques comme SMITH; il correspond exactement au capital constant, tel que le définit MARX.

Le capital fixe (2) comprend les moyens de production qui ne sont pas consommés dans un seul cycle productif. Ils ne sont usés que progressivement. Le capital fixe d'une entreprise comprend donc essentiellement les outils, les machines et les immeubles. Les machines d'une entreprise ne sont remplacées qu'après un temps pendant lequel s'accomplissent de nombreuses opérations productives, dont la durée est d'ailleurs essentiellement variable. D'une manière générale, les immeubles demeurent plus longtemps utilisables que les machines.

Dans un cycle productif, il ne faut donc compter comme capital consommé que la valeur de l'usure à laquelle s'ajoutent les dépenses nécessaires pour l'entretien des machines ou des installations et qui sont, elles aussi, essentiellement variables.

Au surplus, ce n'est pas toujours l'usure naturelle qui détermine la durée d'une machine. Une machine peut se trouver démodée avant d'être complètement détériorée, et l'entrepreneur est alors obligé de la remplacer, s'il ne veut pas se trouver distancé par ses concurrents.

Au capital fixe d'une entreprise s'oppose le capital circulant consommé dans une seule opération productive; il est composé essentiellement des matières premières employées dans l'entreprise. La valeur du capital circulant est très variable. Beaucoup d'entreprises ne transforment pas de matières premières. Ce sont par exemple les industries extractives qui se bornent à retirer les produits du sol.

Nous considérons également que le fond de roulement des entreprises fait partie du capital constant. Quand des établissements possèdent un fonds de roulement, ils gardent dans leur caisse des sommes d'argent destinées à parer à des dépenses imprévues, ou ils les confient à des banques qui les tiennent disponibles à vue, moyennant un taux d'intérêt réduit (1); dans ce dernier cas, ces sommes ne reçoivent pas une destination définitive.

Dans son analyse du capital productif, Karl Marx évite de ranger le fonds de roulement, soit dans le capital constant, soit dans le capital disponible. Il considère que le fonds de roulement (qu'il appelle fonds de réserve) constitue seulement du capital argent qui attend sa destination définitive, avant d'être engagé dans un nouveau cycle productif. Cette explication ne paraît pas satisfaisante, puisque le fonds de roulement n'a pas une existence temporaire, mais qu'au contraire il doit être conservé pendant toute la durée de l'entreprise (2).

Or, le fonds de roulement semble être, comme les machines ou les installations, un capital nécessaire au bon

(1) Ces sommes ne sont donc pas utilisées par la banque en totalité.

(2) Il semble qu'en réalité Karl Marx n'ait su où le ranger en raison de sa théorie de la valeur. Puisque la valeur du capital constant doit être représentée tout entière dans le produit, il est difficile de se rendre compte dans quelle mesure le fonds de roulement représente du travail cristallisé.

A l'inverse il n'apparaît pas qu'il soit créateur de plus-value, puisqu'il n'entre pas dans la rémunération des travailleurs.

fonctionnement de l'entreprise. Ce capital, il est vrai, jouit de propriétés différentes, puisque son entretien ne coûte rien, et qu'il peut même rapporter un intérêt s'il est placé à court terme, mais son rôle est de même nature.

Le capital variable, composé de la masse des salaires versés aux ouvriers, contribue à lui seul à l'augmentation de la valeur du capital productif.

La masse des salaires versés aux ouvriers doit être entendue évidemment en y comprenant les gratifications diverses que l'entrepreneur alloue à ses ouvriers. Il faut y ajouter aussi les avantages en nature, par exemple la concession gratuite des logements. Enfin le capital variable ne comprend pas seulement les sommes versées directement aux ouvriers par les patrons, mais aussi celles remises à l'Etat ou à des caisses privées pour payer les assurances des travailleurs, et qui peuvent être accordées à eux-mêmes ou à leurs descendants, après cessation de tout travail. Aux impôts prélevés par l'Etat aux fins d'intérêt général s'opposent les redevances versées par les entreprises, en contre partie d'avantages concédés à leurs salariés (1).

(1) On reviendra sur cette distinction dans la Deuxième Partie, Chapitre I, § 1.

§ 2

Les Caractères de l'accumulation capitaliste

Les deux parts du prix de revient de l'entreprise : Capital constant et Capital variable, ne restent pas immuables; elles varient sans cesse, et cela à cause de l'accumulation capitaliste. L'originalité de Marx est de montrer, à la différence de ses prédécesseurs, qu'accumulation capitaliste et variation de la composition du coût de production sont indissolublement liées.

— A. *Importance.* Marx précise que l'importance de l'accumulation à effectuer est déjà incluse dans la production annuelle. L'accumulation, nous l'avons vu, consiste en la conversion en capital d'une partie du revenu capitaliste. « Mais à moins de miracles, on ne saurait convertir en capital que des choses propres à fonctionner dans le procès de travail, c'est-à-dire des moyens de production, et d'autres choses propres à soutenir le travailleur, c'est-à-dire des subsistances. Il faut donc qu'une partie du surtravail annuel ait été employé à produire des moyens de production et de subsistances additionnels, en sus de ceux nécessaires au remplacement du capital avancé. En définitive, la plus-value n'est donc convertible en capital que parce que le produit net, dont elle est

la valeur, contient déjà les éléments matériels d'un nouveau capital » (1).

Considérée d'une manière concrète, l'accumulation se résout en « reproduction du capital sur une échelle progressive » ; un capital primitif de 250.000 francs rend une plus-value de 50.000 francs qui va être capitalisée. Le nouveau capital rend une plus-value de 10.000 francs laquelle, après avoir été à son tour capitalisée, rend une plus-value de 2.000 francs, et ainsi de suite.

Etant donné la proportion suivant laquelle la plus-value se partage en capital et en revenu, la grandeur du capital accumulé dépend évidemment de la grandeur absolue de la plus-value. Il est clair que si les capitalistes accumulent une portion identique de leur revenu, plus celui-ci s'élève, plus l'accumulation devient importante.

— B. *Composition*. Mais en même temps, les sommes capitalisées prennent graduellement une destination différente, et sont consacrées de plus en plus à l'acquisition des moyens de production.

Chaque entreprise s'efforce en effet de fabriquer au prix de revient le plus bas ; elle peut ainsi diminuer ses prix de vente et obtenir en même temps un bénéfice plus élevé. Elle cherche d'abord à augmenter la « *plus-value absolue* », c'est-à-dire « le degré d'exploitation des travailleurs ». On s'efforce alors d'accroître le travail des salariés.

Mais cette exploitation des travailleurs se trouve limitée.

(1) KARL MARX : *Le Capital*, Livre I, page 255.

L'intensité de l'effort exigé des salariés ne peut excéder les forces humaines; d'autre part la loi fixe le nombre des heures de travail dans la plupart des pays.

Il reste à augmenter la « *plus-value relative* ». Elle provient de l'abréviation du temps de travail nécessaire, et du changement correspondant dans la grandeur relative des deux parties de la journée de travail. La valeur des subsistances vient à baisser quand on augmente la *productivité*, c'est-à-dire le nombre d'objets fabriqués pendant le même temps sans que pour cela l'*intensité* du travail soit accrue. La rémunération des travailleurs diminue, c'est-à-dire équivaut à une durée moindre du travail.

« Le meilleur marché d'un article ne fait déprécier la force de travail que dans la proportion suivant laquelle il entre dans sa reproduction. Des chemises, par exemple, sont un objet de première nécessité, mais il y en a bien d'autres. La baisse de leur prix diminue seulement la dépense de l'ouvrier pour cet objet particulier. La somme totale des choses nécessaires à la vie ne se compose seulement que de tels articles provenant d'industries distinctes. La valeur de chaque article de ce genre entre comme quote-part dans la valeur de la force de travail dont la diminution totale est mesurée par la somme des raccourcissements du travail nécessaire dans toutes ses branches de production spéciales. Ce résultat final, nous le traitons ici comme s'il était résultat immédiat et but direct. Quand un capitaliste, en accroissant la force productive du travail, fait baisser le prix des chemises, par exemple, il n'a pas nécessairement l'intention de faire diminuer par là

la force de travail et d'abrégér ainsi la partie de la journée où l'ouvrier travaille pour lui-même; mais au bout du compte, ce n'est qu'en contribuant à ce résultat qu'il contribue à l'élévation du taux général de la plus-value » (1).

Tels sont les résultats d'ensemble de l'augmentation de la productivité et Marx décrit qu'elle s'obtient « par une série de changements dans le mode de produire, qui mettent une somme donnée de force ouvrière à même de mouvoir une masse toujours croissante de moyens de production. Dans cet accroissement, par rapport à la force ouvrière employée, les moyens de production jouent un double rôle. Les uns, tels que les machines, édifices, journaux, appareils de drainage, engrais minéraux, etc., sont augmentés en nombre, étendue, masse et efficacité pour rendre le travail plus productif, tandis que les autres, matières premières et auxiliaires, s'accroissent parce que le travail devenu plus productif en consomme davantage dans un temps donné » (2).

« Dans le progrès de l'accumulation, il n'y a donc pas seulement accroissement quantitatif et simultané des divers éléments réels du capital : le développement des puissances productives du capital social, que ce progrès amène, se manifeste encore par des changements qualitatifs, par des changements graduels dans la composition technique du capital, dont le facteur objectif gagne pro-

(1) MARX : *Op. cit.*, Livre I, page 136.

(2) MARX : *Op. cit.*, Livre I, page 273.

gressivement en grandeur proportionnelle par rapport au facteur subjectif, c'est-à-dire que la masse de l'outillage et des matériaux augmente de plus en plus en comparaison de la somme de la force ouvrière nécessaire pour les mettre en œuvre. A mesure donc que l'accroissement du capital rend le travail plus productif, il en diminue la demande proportionnellement à sa propre grandeur.

« Ces changements dans la composition technique du capital se réfléchissent dans sa composition valeur, dans l'accroissement progressif de sa partie variable, de manière que, si par exemple, à une époque arriérée de l'accumulation il se convertit 50 % de la valeur capital en moyens de production et 50 % en travail, à une époque plus avancée il se dépensera 80 % de la valeur capital en moyens de production, et 20 % seulement en travail. Ce n'est pas, bien entendu, le capital tout entier, mais seulement sa partie variable, qui s'échange contre la force ouvrière et forme le fonds à répartir entre les salariés »(1).

Dans le livre III, Marx revient sur les caractères de l'accumulation, et précise que l'accroissement des composants du capital constant n'est pas uniforme : « Si la masse de la partie circulante du capital constant (les matières premières) ne cesse d'augmenter parallèlement à la productivité du capital, il n'en est pas de même du capital fixe (bâtiments, machines, installations d'éclairages et de chauffage). Les machines, il est vrai, deviennent de plus en plus coûteuses d'une manière absolue, ce qui

(1) K. MARX : *Op. cit.*, Livre I, page 274.

n'empêche que, relativement, elles deviennent moins chères. Si 5 ouvriers produisent aujourd'hui dix fois plus de marchandises qu'auparavant, il n'en résulte pas qu'il faille décupler la dépense de capital fixe; la valeur de cette partie du capital constant doit évidemment augmenter avec le développement de la productivité du travail, mais elle est loin de croître proportionnellement à cette dernière » (2).

— *C. Rythme*. Tellés sont les « tendances générales et nécessaires du Capital ». Il faut maintenant préciser les formes et la mesure suivant lesquelles elles se manifestent.

Si l'entrepreneur augmente sans cesse la proportion du capital constant, c'est qu'il y voit un intérêt immédiat. Le prix de revient par article est diminué quand on améliore les méthodes de production sans modification du Capital. Le résultat peut être aussi atteint en augmentant le capital constant. Par exemple en doublant le capital constant, les ouvriers produisent un nombre double d'objets; et on aboutit à une diminution des prix de revient.

Dans le premier cas sans tenir compte de la loi du profit moyen :

$$100 C + 100 V + 100 PL = 300 \quad (1)$$

(2) K. MARX : *Op. cit.*, Livre III, tom. II, pag. 284.

(1) C. représente le capital constant, V le capital variable et PL la plus-value.

dans le deuxième :

$$200 C + 100 V + 300 PL = 600$$

Sans doute une telle augmentation de la plus-value est temporaire, car les autres entrepreneurs vont adopter à leur tour les perfectionnements; la durée nécessaire pour produire un article va diminuer dans l'ensemble.

Mais en même temps, le perfectionnement des méthodes s'étend à la production des machines et à l'extraction des matières premières; leur valeur diminue donc. Aussi pour remplacer les machines usées par des machines trois fois plus fortes, suffit-il, par exemple, de doubler le capital constant.

La progression du capital constant est néanmoins inévitable. Elle ralentit à certaines époques, quand les besoins augmentent, mais le répit est court. Les entrepreneurs doivent augmenter le capital constant s'ils veulent triompher de leurs concurrents; ceux-ci vont adopter les nouveaux perfectionnements. Dès lors, le prix de revient des producteurs va baisser dans l'ensemble et en même temps le prix de vente.

Dans la lutte succombent les petites entreprises; seules subsistent les plus importantes. Le capital social est ainsi confié à un nombre d'entreprises de plus en plus restreint, dont les modes d'action sont toujours plus puissants.

Les bénéfices réalisés par les entrepreneurs baissent proportionnellement aux capitaux engagés, à mesure que se perfectionne la technique industrielle. Ils sont en effet exclusivement constitués par la différence entre le travail

payé et le travail effectivement accompli. Le travail accompli ne peut indéfiniment s'élever. Sans doute le travail nécessaire représente-t-il une part moindre du travail, à mesure que le travail indispensable pour fabriquer les objets diminue lui-même. Mais, l'augmentation de la plus-value (de un tiers par exemple) ne suffit pas à compenser celle du capital, qui peut être du double ou du triple. Nouveau motif pour exaspérer les compétitions, et par suite pour accroître encore le capital constant.

Marx conclut les considérations précédentes en décrivant les conséquences de l'accumulation quant aux conditions du travail, et surtout ses effets économiques.

§ 3

Conséquences de l'accumulation sur les conditions du travail

Marx explique comment les transformations techniques découlant de l'accumulation du capital provoquèrent la misère des classes ouvrières anglaises au XIX^e siècle. Ces conséquences sont groupées sous trois chefs : 1° Appropriation des forces de travail supplémentaire, travail des femmes et des enfants; 2° Prolongation de la journée de travail; 3° Intensification du travail.

« En rendant superflue la force musculaire, la machine permet d'employer des ouvriers sans grande force musculaire, mais dont les membres sont d'autant plus souples qu'ils sont moins développés. Quant le capital s'empara de la machine, son cri fut : du travail de femmes, du travail d'enfants ! Ce moyen puissant de diminuer les labeurs de l'homme se changea aussitôt en moyen d'augmenter le nombre des salariés ; il courba tous les membres de la famille, sans distinction d'âge et de sexe sous le bâton du capital » (1).

Ainsi pour nourrir sa famille le travail de l'ouvrier ne suffisait plus, il fallait aussi que les enfants et les femmes se rendissent à l'usine. Marx compare le père de famille à un marchand d'esclaves : « En fait la demande de travail ressemble souvent, même pour la forme, à une demande d'esclaves nègres ». D'où une dépravation morale dont on lit l'abondante description.

— Le même paradoxe se reproduit pour la journée de travail. Alors que la machine devait être un instrument de libération, elle n'est plus, sous le régime capitaliste, qu'un nouveau facteur d'accroissement de la journée de travail : « Elle devient comme un support du capital, dans les branches d'industrie dont elle s'empare d'abord, le moyen le plus puissant de prolonger la journée de travail au delà de toute limite naturelle. Elle crée, et des

(1) MARX : *Op. cit.*, Livre I, page 171.

Conf. ENGELS : *La situation des classes ouvrières en Angleterre.*

conditions nouvelles qui permettent au capital de lâcher bride à cette tendance constante qui le caractérise, et les motifs nouveaux qui intensifient sa soif de travail d'autrui » (1).

La productivité de la machine est en effet, en raison inverse de la part de la valeur qu'elle transmet au produit. « Plus est longue la période pendant laquelle elle fonctionne, plus grande est la masse des produits sur laquelle se distribue la valeur qu'elle ajoute, et moindre est la part qui en revient à chaque marchandise. Or, la période de vie active de la machine est évidemment déterminée par la longueur de la journée de travail, ou par la durée du procès de travail journalier multiplié par le nombre de jours pendant lequel ce procès se répète » (1).

— Enfin, troisième conséquence, l'intensification du travail. La prolongation de la journée de travail éveille des protestations, et le législateur intervient pour limiter la journée de travail. Il reste alors à augmenter l'intensité du travail.

« Il est évident qu'avec le progrès mécanique et l'expérience accumulée d'une classe spéciale d'ouvriers consacrée à la machine, la prolongation de la journée de travail et l'accroissement de la journée de travail marchent de front pendant un demi-siècle. On comprend cependant que là il ne s'agit pas d'une activité spasmodique, mais

(1) MARX : *Op. cit.*, Livre I, page 174.

(2) MARX : *Op. cit.*, Livre I, page 175.

uniforme, régulière et quotidienne, on arrive fatalement à un point où l'extension et l'intensité du travail s'excluent l'une l'autre, si bien qu'une prolongation de la journée n'est plus compatible qu'avec un degré d'intensité moindre, et inversement un degré d'intensité supérieur qu'avec une journée raccourcie » (1).

Dès qu'est adoptée la limitation légale de la journée de travail, les fabricants se préoccupent surtout d'accroître l'intensité du travail : « l'heure plus dense de la journée de 10 heures contient autant ou plus de travail, plus de dépense de forces vitales, que l'heure plus poreuse de la journée de 12 heures ».

On perfectionne alors l'engin à vapeur, et on augmente le nombre de ses coups de piston par minute. Les procédés les plus variés sont employés pour transmettre avec rapidité la force d'impulsion du moteur à toutes les branches du mécanisme. Chaque fois que les ouvriers obtiennent une réduction de la journée de travail, les méthodes se perfectionnent et les ouvriers doivent concentrer leur attention davantage.

Ainsi se définissent peu à peu les caractères de la fabrique, le type moderne de l'organisation du travail où la machine n'est pas employée pour libérer l'homme, mais au contraire, où, suivant le mot de Ure, le pouvoir de la vapeur « appelle autour de lui ses myriades de *sujets* et assigne à chacun sa tâche obligée » (2).

(1) K. MARX : *Op. cit.*, Livre I, page 117.

(2) URE. *History of Manufactures*, page 16.

§ 4

**Réfutation des théories classiques
sur les effets économiques de l'accumulation**

Tout cela est bel et bon, répondaient les économistes de l'école classique, mais ces inconvénients temporaires du machinisme, cette aggravation des conditions du travail, ne sauraient dissimuler les résultats d'ensemble. D'après les classiques, les sommes accumulées par les capitalistes se transforment en fin de compte en salaires. Le plus grave inconvénient des progrès techniques est le chômage, mais le jeu des lois économiques aboutit nécessairement à réembaucher les chômeurs licenciés temporairement par les machines.

Le mérite de Karl Marx est précisément d'avoir réfuté la théorie de Smith sur le prix des marchandises et d'avoir analysé les conséquences inéluctables de l'introduction des machines, c'est en quoi il a vu mieux, et plus complètement que Sismondi, les conséquences de l'accumulation.

Karl Marx aperçoit le premier le vice fondamental de la théorie de Smith sur l'accumulation, et consacre une grande partie du livre II à sa critique, après l'avoir déjà annoncée dans le livre I. Il réfute d'abord les théories d'Adam Smith sur le prix des marchandises, puis à son

tour, il essaie de l'analyser, en y réintroduisant la valeur du capital constant.

On peut présenter deux objections principales à la théorie de Smith. Tout d'abord, il déclare que le prix des marchandises est égal au prix du travail et à la plus-value des capitalistes (1), il déduit la valeur de l'objet des revenus qui en sont tirés, et c'est une erreur de méthode puisque le contraire se produit dans la réalité.

Tout au plus, pourrait-on affirmer que la valeur des objets se résoud en dernière analyse en deux parties : le salaire de l'ouvrier et la plus-value. Mais, là encore, Smith est dans l'erreur, car il n'a jamais montré le dernier capitaliste entre les mains duquel la valeur des moyens de production s'évanouirait. « L'affirmation que le prix des marchandises se résoud en $(V + PL)$ est un subterfuge aussi longtemps que l'on n'a pas prouvé que les produits dont le prix se résoud en $(C + V + PL)$ (1) sont finalement compensés par des produits qui reconstituent entièrement les moyens de production absorbés par les premiers et qui ont été fabriqués par la seule avance de capital variable ».

Dans la construction qu'il oppose à celle de Smith, le point de départ de Marx est l'inverse. Adam Smith analysait la valeur des marchandises en valeur du travail et plus-value. Il en déduisait que la valeur du produit total annuel devait se résoudre dans les mêmes éléments.

(1) Pour Karl Marx, la plus value correspond au profit et à la rente telle que l'avait définie Smith.

Marx au contraire s'efforce de déterminer l'usage des objets produits pendant l'année, et il parvient aux constatations suivantes :

« 1° Le produit annuel de la société se divise en deux parties qu'il faut traiter séparément, comprenant, l'une *les moyens de production*, l'autre *les articles de consommation*.

2° La valeur des *moyens de production* fabriqués pendant l'année se fractionne comme suit : une partie est la valeur des moyens de production absorbée par la fabrication, c'est-à-dire une valeur capital qui a seulement changé de forme, une seconde partie équivaut à la valeur du capital avancé pour la force de travail, c'est-à-dire à la somme des salaires ; une troisième constitue les profits, y compris les rentes foncières des capitalistes.

3° Quant au capital dépensé pour la production *d'articles de consommation*, une fois converti en ceux-ci, il constitue *le fonds social de consommation*, au moyen duquel *les capitalistes et les ouvriers de la première catégorie réalisent leur revenu* » (1).

Ainsi les salaires des ouvriers, les profits et rentes des capitalistes que donnent les entreprises livrant des moyens de production constituent pour eux un revenu qui leur permet d'acquérir des articles de consommation, mais,

(1) KARL MARX : *Op. cit.*, Livre II, Tome II, page 410.

pour la société, ces revenus constituent un capital employé à la fabrication des moyens de production.

Il faut donc distinguer entre la valeur du *produit annuel* et la valeur *produite pendant l'année*. « Cette dernière est le produit exclusif de l'année; la première comprend, en outre, *les valeurs produites pendant les années précédentes* et absorbées par la fabrication du produit annuel, c'est-à-dire les moyens de production dont la valeur *réapparaît* seulement et n'est pas produite, ni reproduite, par le travail de l'année que l'on considère » (1). Or, Smith confond ces deux expressions, et du fait que la valeur produite pendant l'année est effectivement égale à la valeur des salaires et à la plus-value, on n'en saurait dire autant, comme le prétend Smith, de la valeur totale du produit annuel.

Le produit annuel n'est pas payé tout entier par les consommateurs, si l'on ne confond pas les consommateurs productifs avec les consommateurs improductifs : « dire qu'une partie du capital doit être *consommée productivement* ne signifie rien d'autre que dire qu'elle doit *servir de capital*, et ne peut être consommée *comme revenu* » (1). Ce que les consommateurs improductifs paient, c'est seulement la valeur produite pendant l'année.

Marx en conclut que la valeur de toutes les marchandises passant au fonds de consommation ne peut dépasser, même dans le cas de reproduction simple, cette partie de la valeur du produit qui se résout en $(V + PL)$. Il est vrai, par ailleurs, que le capital constant de ces entreprises

(1) KARL MARX : *Op. cit.*, Livre II, tome I, page 421.

équivalant au produit supplémentaire obtenu dans les industries qui fabriquent les moyens de production.

Si donc l'on peut prétendre que la valeur totale des objets de consommation ne représente effectivement que la valeur du travail et le profit, on s'aperçoit de l'erreur de Smith quand il s'est imaginé analyser ainsi le prix de toutes les marchandises. Sa théorie n'est applicable qu'à l'ensemble des objets de consommation produits pendant l'année.

L'accumulation capitaliste, dans la mesure où elle se traduit par une augmentation du capital constant, ne saurait donc accroître le pouvoir d'achat des masses ouvrières. Ainsi rien n'autorise à prétendre que l'argent accumulé se convertit tout entier en salaires. Il n'existe donc pas de remède nécessaire aux dangers de l'accumulation.

— Quant à l'autre dogme classique, celui de la compensation obligatoire par suite de la baisse des prix, Marx le critique aussi avec une grande pénétration. Que se passe-t-il quand une entreprise de tapisserie remplace un capital de 15.000 £ consacré à des ouvriers (c'est-à-dire à l'achat de subsistances) par 15.000 £ consacrées à l'acquisition de machines ? Les classiques prétendent que la demande de subsistances diminuant, le prix de celles-ci va diminuer : « Est-ce là par hasard une raison pour induire le capital employé dans la production de ces subsistances, à engager comme ouvriers additionnels nos tapissiers désœuvrés ? Bien au contraire, on commencera à réduire le salaire des ouvriers de cette partie, si la baisse des prix

se maintient quelque temps. Si le déficit dans le débit des subsistances nécessaires se consolide, une partie du capital consacré à leur production s'en retirera et cherchera à se placer ailleurs. Durant ce déplacement et la baisse des prix qui l'a produit, les producteurs de vivres passeront à leur tour par des « inconvénients temporaires » (1).

Les ouvriers rejetés d'une industrie peuvent être employés par une autre, mais seulement lorsque s'investit un capital additionnel. « Si le lien entre eux et les vivres disponibles est ainsi renoué, c'est grâce à un nouveau capital qui s'est présenté sur le marché du travail, et non grâce au capital fonctionnant qui s'est converti en machines » (2).

En théorie, l'argumentation marxiste n'est pas absolument convaincante. En effet, Marx lui-même déclare que les salaires ont tendance à s'abaisser jusqu'au minimum nécessaire pour permettre de vivre à l'ouvrier et à sa famille. La baisse des subsistances va donc entraîner une baisse des salaires, qui doit provoquer un nouvel emploi des travailleurs.

Mais on ne peut espérer ce résultat *qu'à la longue*. On ne peut nier en fait que la réduction des salaires ne suive pas immédiatement l'abaissement du prix des subsistances, et ainsi s'écoule une période plus ou moins longue, avant que soient réembauchés les ouvriers congédiés. Pour

(1) MARX : *Op. cit.*, Livre I, page 190.

(2) MARX : *Op. cit.*, Livre I, page 190.

que les chômeurs retrouvent *immédiatement* un emploi, il faut donc bien que des capitaux additionnels soient disposés à s'investir sur le marché.

Un autre argument de fait est beaucoup plus péremptoire. « En dehors de leur ancienne occupation, les chômeurs, rabougris par la division du travail, ne sont bons qu'à peu de choses, et ne trouvent accès que dans des emplois inférieurs, mal payés, et à cause de leur simplicité même, toujours surchargés de candidats » (1). Bref, les libéraux ne tiennent pas compte du caractère humain qui n'est pas malléable à volonté (2).

Ainsi se trouvaient dissipées les illusions propagées par l'école classique, et Marx allait pouvoir définir les effets de la loi sur les capitaux.

§ 5

Les Conséquences de la loi sur les Capitaux, le chômage

L'accumulation qui provoque l'augmentation du capital social réduit simultanément la grandeur proportionnelle de sa partie variable. Quel en est l'effet sur le sort de la classe ouvrière ?

(1) K. MARX : *Op cit.*, Livre I, page 190.

(2) Notons que cet argument se trouve déjà chez SISMONDI. Cf. AFTALION : *L'Œuvre Economique de Sismonde de Sismondi*, p. 133.

Puisque la part des salaires diminue dans le coût de production, et que ce dernier augmente, trois hypothèses sont possibles : en valeur absolue, la part des salaires diminue, reste identique, ou augmente.

Marx ne nie donc pas que les salaires versés par les entreprises puissent augmenter grâce à l'accumulation. « En examinant une période de plusieurs années, par exemple une période décennale, nous trouverons, en général, qu'avec le progrès de l'accumulation sociale, le nombre des ouvriers exploités s'est aussi augmenté » (1).

Ces observations ne sauraient dissimuler les conséquences de la loi sur les capitaux. A mesure que l'accumulation se développe, l'importance d'une augmentation hypothétique du capital variable se réduit. La décroissance de la grandeur du capital variable par rapport au capital total est progressive, et le nombre des nouveaux ouvriers que permet d'employer un même capital épargné diminue.

Pour absorber un nombre supérieur à celui des ouvriers congédiés en raison du développement du machinisme, il faudrait que le capital social croisse à un rythme toujours plus rapide. En raison de l'augmentation incessante du capital constant, le nombre des ouvriers congédiés par les entreprises à la suite de l'introduction des machines s'élève. C'est un nombre grandissant d'ouvriers que l'accumulation devrait permettre d'absorber. Or, cette

(1) MARX : *Livre cit.*, Livre I, page 277.

fonction lui est rendue de plus en plus difficile, en raison des modifications techniques. « Plus bas est descendu son chiffre proportionnel, plus rapide doit être la progression dans laquelle le capital social augmente; mais cette progression même devient la source de nouveaux changements techniques, qui réduisent encore la demande de travail relative. Le jeu est donc à recommencer » (1).

Sans doute les transformations ne s'opèrent-elles pas suivant un rythme uniforme. Les progrès techniques ralentissent à certaines époques. Alors, le capital variable tend à augmenter dans la même proportion que le capital social. Mais ce répit est de courte durée. Dès que les circonstances deviennent favorables, de nouveaux perfectionnements sont adoptés par un chef d'entreprise audacieux, et ses concurrents sont obligés de l'imiter. La guerre civile américaine incita les filateurs anglais à augmenter la puissance de leurs machines et à congédier les travailleurs. Et Marx ajoute que, plus le capitalisme se développe, plus les transformations sont rapides.

Les ouvriers se trouvent ainsi constamment rejetés de la branche d'industrie qui les emploie, et doivent chercher du travail dans une industrie nouvelle. Et, nous l'avons vu, loin d'être automatique, leur réembauchage provient seulement de l'investissement de nouveaux capitaux. Constamment de nouveaux chômeurs apparaissent, et leur nombre s'élève en période de crise économique.

(1) MARX : *Le Capital*, Livre I, page 277.

— Cette instabilité de la condition des salariés favorise apparemment la classe capitaliste. Pour retrouver du travail, les chômeurs sont prêts à accepter les contrats les plus injustes, les salaires sont maintenus à des taux à peine suffisants pour permettre de vivre aux ouvriers et à leur famille. La « création d'une armée industrielle de réserve » constitue la meilleure arme de combat des capitalistes contre les coalitions d'ouvriers.

Ainsi, contrairement à ce qu'avaient prétendu les économistes libéraux, plus le capital s'accumule et plus la misère des classes salariées augmente. Mais cette misère même doit à son tour se retourner contre les capitalistes, et mener le régime actuel à sa perte.

En dépit de l'accroissement de la production, le pouvoir d'achat des classes ouvrières ne varie pas. Et Marx de reprendre tous les arguments de Sismondi contre la théorie de Say. Puisque la consommation ouvrière ne cesse de diminuer, et que la production progresse, un moment survient où apparaît le déséquilibre, et c'est la crise.

La crise couronnerait l'effort incessant des capitalistes pour arrêter la baisse du taux du profit. L'augmentation du capital constant provoque en effet la diminution de la plus-value par rapport au capital engagé; les producteurs essaient donc de remédier à la baisse du taux du profit par un accroissement de leurs ventes. La concurrence entre les entrepreneurs s'exaspère. D'où l'écart entre production et consommation. La crise permet de résoudre temporairement les difficultés entraînées par les abus

de la concurrence, et rétablit l'équilibre. Elle aboutit en effet à la disparition des établissements, ou moins bien outillés, ou dotés d'un fonds de réserve insuffisant, et permet le maintien du taux du profit.

En régime capitaliste les crises doivent donc se produire périodiquement : « Comme les corps célestes, une fois lancés dans leurs orbites, les décrivent pour un temps indéfini, de même la production sociale une fois jetée dans ce mouvement alternatif d'expansion et de contraction, le répète par une nécessité mécanique. Les effets deviennent causes à leur tour, et les péripéties, d'abord irrégulières et en apparence accidentelles, affectent de plus en plus la forme d'une périodicité normale. Mais c'est seulement de l'époque où l'industrie mécanique, ayant jeté des racines assez profondes, exerça une influence prépondérante sur toute la production nationale, où grâce à elle, le commerce étranger commença à primer le commerce intérieur; où le marché universel s'annexa successivement de vastes terrains au nouveau monde, en Asie et en Australie; où enfin les nations industrielles entrant en lice furent devenues assez nombreuses, c'est de cette époque seulement que datent les cycles renaissants, dont les phases successives embrassent des années, et qui aboutissent toujours à une crise générale, fin d'un cycle et point de départ d'un autre. Jusqu'ici, la durée périodique de ces cycles est de 10 ou 11 ans, mais il n'y a aucune raison pour considérer ce chiffre comme constant. Au contraire, on doit inférer des lois de la production capitaliste, telles que nous venons de les déve-

l'opérer, qu'il est variable et que la période des cycles se raccourcira graduellement » (1).

Le retour à une période de dépression devient de plus en plus fréquent, jusqu'à la dépossession finale des entrepreneurs qui doit marquer la fin du régime.

(1) KARL MARX : *Op cit.*, Livre I, page 280.

CHAPITRE III

METHODE DE VERIFICATION

§ 1

La loi sur les capitaux et le système marxiste

Dans sa conclusion, Marx admet que le déséquilibre économique doit entraîner des transformations politiques. Il soutient la thèse matérialiste. Selon lui, les grands événements de l'histoire auraient des causes économiques. Marx déclare que, dans toute révolution sociale, il convient de distinguer la transformation des conditions économiques et « les formes idéologiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, à travers lesquelles les hommes prennent conscience de cette transformation » (1). Il ne faut donc point juger les époques révolutionnaires d'après leurs manifestations intellectuelles, qui marquent seulement l'idée qu'elles se sont formées d'elles-mêmes. Le véritable motif des transformations politiques est d'ordre économique.

(1) Karl MARX : Préface de la *Critique de l'Economie Politique*.

D'après Marx, « les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cet antagonisme » (1). Telle est précisément l'action de la loi sur les capitaux. La réduction du pouvoir d'achat des classes ouvrières multiplie les crises, et doit provoquer la chute du régime.

Il n'est nullement question d'étudier la loi de Marx de ce point de vue (1) Nous admettons seulement que l'économique agit sur le politique et le politique influe sur l'économique, sans discerner quel est le véritable moteur.

Or, il reste nécessaire de déterminer dans quelle mesure la loi de Marx peut provoquer des crises; cette thèse s'attache à déterminer les conséquences économiques de la loi; il est donc difficile d'isoler la loi de Marx sur les capitaux des circonstances, mêmes politiques, dans lesquelles elle a été énoncée. De même que les doctrines de Smith apparaissent liées à un état social déterminé,

(1) KARL MARX : Préface de la *Critique de l'Economie Politique*.

(1) A vrai dire, la loi sur les capitaux n'est pas la seule de MARX qui doit résoudre le conflit des forces en présence. Dans cette thèse, nous avons fait brièvement allusion à la loi de concentration, d'après laquelle les capitaux doivent se concentrer dans un nombre de mains de plus en plus restreint. C'est une des causes qui, selon MARX entraîneront la transformation inéluctable des institutions, puisqu'elle augmente le nombre des exploités et qu'elle réduit celui des exploités.

de même celles de Karl Marx peuvent répondre aux difficultés du temps. Quand on examine la loi de Marx sur les capitaux, on ne peut la séparer de la transformation du milieu politique. Certaines évolutions que Marx avait déjà signalées, mais dont il n'avait pu prévoir l'extension actuelle, sont en voie d'achèvement; tel le développement des colonies, l'extension du rôle attribué au crédit, et l'organisation syndicale ouvrière.

On s'attachera à décrire l'état social et politique, et à en déterminer les répercussions économiques. Si l'existence d'institutions politiques ou d'un état social déterminé parvient à modifier l'évolution normale du milieu économique et à mettre ainsi en échec la loi de Marx sur les capitaux, il est encore possible, et il reste à vérifier, que la seule influence des phénomènes économiques eût provoqué l'évolution prévue par Marx sans l'intervention de circonstances étrangères à l'économie. La science économique étudie les rapports d'intérêt entre les hommes, et suppose qu'aucun autre facteur n'intervient dans ces rapports. Si donc la loi de Marx se trouvait mise en échec (1) uniquement à cause de la transformation des institutions politiques, sans doute ne jouerait-elle plus le rôle que Marx lui assignait, puisque Marx ne concevait pas l'évolution politique indépendante de l'évolution économique. Ce serait la condamnation de la conception matérialiste de l'histoire. Les *prévisions* de Marx

(1) Ou bien *pouvait* être mise en échec... Ce dernier point sera étudié lorsque nous examinerons les remèdes à la crise actuelle.

seraient inexactes, mais *la loi* de Marx sur les capitaux ne serait pas démentie de ce fait.

§ 2

La loi de la valeur et la loi sur les capitaux

Le rapport des lois économiques et des conceptions philosophiques de Marx est encore plus étroit. Non seulement la philosophie marxiste considère la loi sur les capitaux comme inséparable des répercussions politiques qu'elle entraîne, mais elle se reconnaît aussi dans la formule même de la loi. La loi sur les capitaux subit l'influence d'une définition de la valeur travail qui constituerait le fondement de la valeur. L'économie politique doit, d'après Marx, dépasser le phénomène pour atteindre la réalité. Si l'essence de la valeur réside dans le travail humain, Marx ne prétend pas qu'en régime capitaliste elle se manifeste toujours, et sa conception dans le régime actuel ne s'oppose pas nettement aux théories classiques de la valeur. Bien au contraire, il montre que le prix des marchandises obéit à la loi du profit moyen. Il reste seulement que les profits doivent diminuer avec l'augmentation des capitaux.

La loi de la valeur n'influe guère sur la conception même de la loi sur les capitaux, mais précise les conditions

dans lesquelles son influence se manifeste: de la théorie de la valeur travail dérive une définition particulière du rôle des moyens de production et du travail salarié, puisque l'existence du capital variable expliquerait seule le bénéfice de l'entrepreneur dans l'ensemble de la société, — sinon d'un entrepreneur isolé.

Mais il ne saurait être question de vérifier ici si le rôle respectif du capital constant et du capital variable correspond bien à celui décrit par Marx. Il importe peu de définir si l'ouvrier est la source unique des profits capitalistes, ou si, comme le prétendent les économistes libéraux et le reconnaissent les disciples de Marx, tel Tugan Baranowsky, le capital constant sous la forme des machines provoque lui aussi le profit.

Quelque soit la conception qu'on adopte, la loi sur les capitaux peut être défendue grâce à une simple analyse de la concurrence en régime capitaliste. C'est cette pénétrante analyse de Marx qui constitue le véritable fondement de la loi. En adoptant comme point de départ la définition de la valeur de Jevons et Walras (1), il est possible de conclure que les moyens de production augmentent plus rapidement que la part des salaires, et les arguments tirés de l'excès de la concurrence en régime capitaliste demeurent aussi frappants.

(1) JEVONS et WALRAS soutiennent cette théorie dès 1870. MARX l'a donc certainement connue avant sa mort. S'il ne l'a pas combattue, c'est peut-être qu'il ne la jugeait pas en contradiction avec ses propres thèses.

On peut toujours raisonnablement prétendre que les capitalistes, pour produire à un prix de revient de moins en moins élevé, accroissent sans cesse le nombre des machines.

En revanche Marx ne précise pas seulement l'évolution de la composition organique du capital, mais aussi les circonstances où elle devient plus rapide. Si l'on admet les conceptions de Marx sur la valeur et le profit, l'augmentation du capital constant s'accélère lorsque baisse le taux du profit, et ralentit au contraire quand sont résolues les crises économiques.

Ce point de vue est sans doute accessoire. Il ne s'ensuit pas qu'en reproduisant les arguments marxistes nous abandonnions la terminologie marxiste. Les arguments de Marx doivent être reproduits tels qu'ils ont été énoncés. Mais ils ne seront cités que dans la mesure où ils précisent la portée de la loi sur les capitaux, et non en tant qu'ils illustrent la loi de la valeur.

§ 3

Le plan et les documents

Une fois déterminés les principes, il faut préciser dans le détail le plan de la vérification de la loi de Marx. Avant d'examiner si la loi de Marx est vérifiée, il con-

vient de placer les faits en regard des prévisions marxistes.

Mais comment les faits se prêtent-ils à l'étude ? Il semble, dès le premier examen, que notre objet essentiel soit de déterminer l'évolution de l'importance respective du capital constant et du capital variable dans les différentes entreprises. Or cette étude ne donnerait des indications que pour la vérification de la loi dans le passé. Elle ne permettrait aucune conclusion pour l'avenir. Aussi convient-il de faire précéder la partie dynamique d'une partie statique, qui analyse à l'époque actuelle la part du capital variable et du capital constant.

Malgré son abondante documentation, Marx n'a pu réunir des statistiques concluantes. Celles qu'il cite s'appuient généralement sur l'importance des exportations. Ainsi il compare l'augmentation de valeur des exportations des toiles de coton avec l'augmentation du nombre des ouvriers occupés dans les usines. Lorsqu'il entreprend de vérifier la loi de l'accumulation capitaliste, il est contraint d'utiliser, en dehors de ses constatations personnelles, les chiffres que donnent les recouvrements des impôts. Bref, il n'existe pas encore de statistiques industrielles.

Sans doute est-il encore difficile actuellement d'obtenir des résultats exacts, mais les éléments d'appréciation sont beaucoup plus nombreux. La plupart des indications que fournissent les capitaux nominaux des entreprises sont erronées. Des sociétés d'importance

très variable déclarent des capitaux nominaux sensiblement égaux. Certaines entreprises accumulent à la fin de chaque exercice une grande part de leurs bénéfices et transforment leurs installations, tandis que d'autres distribuent presque tous leurs revenus.

Il paraît préférable d'utiliser des indices qui n'ont trait d'aucune manière à la composition valeur du capital des sociétés, mais qui en revanche révèlent leur composition technique. A cet égard sont instructives les statistiques qui indiquent le nombre des machines par ouvrier et le nombre d'ouvriers par employés. Il en est de même des statistiques qui indiquent le rendement quantitatif des travailleurs.

Pour vérifier la loi de Marx d'une manière péremptoire les meilleures statistiques seraient celles qui comparent les salaires avec le coût de production. On obtiendrait ainsi l'importance respective du capital constant et du capital variable. Ces statistiques sont malheureusement très rares. La plupart, réunies dans une annexe à l'Enquête sur la production à laquelle a procédé le Bureau international du travail, seront constamment cités au cours de cette étude.

A leur défaut, on peut utiliser les statistiques qui comparent les salaires et la valeur brute ou nette de la production, elles présentent l'avantage d'exister dans des pays très divers, tels les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les Dominions britanniques. Ni le rapprochement des salaires et de la valeur brute, ni celui des salaires

et de la valeur nette, ne suffisent à déterminer d'une manière exacte le capital constant et le capital variable. Néanmoins l'évolution de la part des salaires par rapport à la valeur brute est un indice extrêmement utile, puisqu'elle est vraisemblablement la même que celle de la part des salaires au coût de production. Le profit et l'intérêt des capitaux engagés ne constituent pas dans les entreprises le poste le plus important.

Quand cet exposé sera terminé, se posera alors la question de la confrontation avec les faits de la loi de Marx sur les capitaux. S'il existe des dérogations, elles devront être justifiées.

Cette vérification nous permettra quelques hypothèses sur l'évolution future du Capital Social. Les remèdes à la crise, qu'on envisage actuellement, peuvent présenter des conséquences à cet égard, et il convient de les examiner sommairement.

Mais il est possible que des remèdes économiques ne puissent être adoptés sans modification du régime politique actuel, et c'est seulement dans la conclusion que sera abordé ce problème où se manifeste sensiblement la part de l'appréciation personnelle.

DEUXIEME PARTIE

**ETUDE COMPARATIVE DU COUT DE PRODUCTION
DES ENTREPRISES**

CHAPITRE I. — ETUDE COMPARATIVE DES CHARGES
DES ENTREPRISES ACTUELLES

CHAPITRE II. — EVOLUTION DU COÛT DE PRODUCTION

CHAPITRE I

ETUDE COMPARATIVE DES CHARGES DES ENTREPRISES ACTUELLES

§ 1

Comment se trouvent incorporés dans le bilan des sociétés capital constant, capital variable et plus-value

Les principes qui théoriquement permettent de reconnaître le capital constant, le capital variable et la plus-value sont simples. Mais leurs formes actuelles n'ont pas été étudiées en détail et l'on n'indiquera pas ici les difficultés rencontrées pour les distinguer pratiquement.

Destiné surtout à l'usage patronal, le bilan comprend tous les frais de l'entreprise; la différence entre le coût de production et le prix de vente fait apparaître le profit. Le profit comprend à la fois l'intérêt des capitaux prêtés, et le bénéfice propre de l'entrepreneur dans

la mesure où il ne rémunère pas le produit du travail. Dans une société, il faut donc compter comme profit les tantièmes, et non les jetons de présence.

On conçoit qu'il importe assez peu aux entreprises de distinguer le capital constant de ce qui revient aux deux autres bénéficiaires de l'activité industrielle, l'Etat et les salariés (1).

Il est difficile de calculer le capital constant, le bilan ne faisant pas apparaître la dépréciation effective des machines, mais bien la dépense effectuée pour les remplacer ou les réparer. Au lieu de déterminer le capital constant d'une entreprise, il est plus facile de préciser la part de l'Etat et celle des salariés.

On calcule la part de l'Etat en réunissant les taxes disséminées dans un grand nombre de chapitres. Il faut de même réunir les avantages de toute nature accordés aux ouvriers. Si la totalité des salaires figure sous un seul titre, il s'en faut que l'intégralité des avantages octroyés aux ouvriers y soient mentionnés.

Cette étude ne saurait d'ailleurs être complète, les sommes versées par l'entreprise aux patrons ou aux ouvriers ne leur reviennent pas toujours en définitive, à l'inverse celles qui ne leur paraissent pas consacrées, leur sont allouées dans la réalité. L'Etat moderne joue

(1) Quand les sociétés déterminent la part de l'Etat et des salariés avec précision, c'est généralement pour étayer une thèse et ces indications peuvent n'être pas sincères.

un rôle de répartiteur dont il est impossible de tenir compte entièrement, mais qu'il faut à tout le moins mentionner.

— Des plus complexes apparaît le calcul des impôts versés par l'entreprise. Il est déjà très délicat de faire le recouvrement des impôts ou taxes multiples payés directement par l'entreprise au cours d'un exercice. M. Launey, dans son étude sur « L'évolution comparative des charges de l'industrie française », précise que « les comptabilités ne groupent pas en général les impôts. La plupart de ceux-ci atteignent l'entreprise tout entière et, comme tels, figurent au compte des frais généraux. D'autres, au lieu de frapper l'entreprise dans son ensemble, incombent plus spécialement à une partie de la production, à certaines opérations commerciales. Il est normal que la comptabilité rattache ces dépenses aux différents comptes de fabrication et les incorporent directement sans les faire passer par les frais généraux, au prix de revient des produits qu'elles concernent. Certains impôts enfin disparaissent complètement, en raison de leur faible importance comparée au montant de l'opération qui en motive la perception. C'est le sort fréquemment réservé aux timbres quittance. De même, la plupart des impôts perçus à l'occasion des opérations de bourse ou de

(1) LAUNEY : *Evolution comparative des charges de l'Industrie Française*, page 25.

banques sont souvent réunis sous une rubrique unique » (1).

Mais ces impôts directement perçus sur les sociétés — impôts généraux et qui sont exigés de toutes les personnes physiques ou morales, ou impôts atteignant les sociétés en raison de leur forme ou de leur activité — ne sont pas les seuls à composer la plus-value. Il faut ajouter les impôts directs perçus sur les salaires des travailleurs et les impôts indirects dont les entreprises supportent la répercussion. Mais si, dans le premier cas, il est aisé de calculer la part ainsi prélevée sur les salaires, une tâche comparable devient impossible dans la deuxième éventualité, vu la difficulté de déterminer sur quelle entreprise particulière se répercutent ces impôts généraux. C'est le problème de l'incidence des impôts, auquel il n'a pas été donné une solution précise.

La part des ouvriers se compose non seulement des salaires, mais aussi des divers compléments qu'allouent aux salariés l'Etat ou les entreprises qui les emploient. Les plus importantes allocations en espèces (1) sont les primes de vie chère et les allocations familiales. Il y a prime de vie chère lorsque les salaires se trouvent divisés en une partie fixe, constituant le salaire proprement dit, et une partie variable : la prime se modifie suivant le prix de la vie et s'adapte ainsi aux fluctuations économiques.

(1) En France. Les compléments de salaire revêtent des formes diverses à l'étranger.

Un grand nombre d'entrepreneurs versent maintenant à leurs salariés des allocations familiales. Elles sont désormais généralisées en France par la souscription obligatoire des industriels à une Caisse de Compensation.

Les avantages en nature sont nombreux et divers suivant les formes d'industrie. Ils consistent généralement dans la distribution « de charbon ou de bois de chauffage, la mise à la disposition du personnel de logements et de jardins, la fourniture de l'eau et de l'éclairage, l'organisation enfin de services médicaux, de centres scolaires ou sportifs » (1) En France, le désir de fixer les ouvriers a incité fréquemment les industriels à loger gratuitement les ouvriers dans des cités construites à cet effet (2).

— De telles mesures ne peuvent être adoptées que par des collectivités puissantes, et de plus en plus l'Etat se substitue à elles. Depuis l'extension des attributions de l'Etat, les contributions ne peuvent être considérées comme appartenant en entier à la plus-value. Certaines augmentent parfois le capital constant, d'autres reviennent aux salariés. Les dépenses sociales qui figurent au budget profitent pour la majeure part aux salariés ou à d'anciens salariés. Ces sommes s'ajoutent ainsi au

(2) LAUNAY, *op. cit.*

(2) Les usines Michelin de Clermont-Ferrand ont construit aux environs de cette ville des cités importantes.

capital variable de la totalité des entreprises du pays.

Un exemple permet d'ailleurs de concevoir cette distinction. C'est le cas de la loi du 30 avril 1930 sur les Assurances Sociales. Une part est payée par l'Etat sur la masse générale des impôts prélevés dans le pays, une autre est exigée directement des employeurs, une troisième enfin des salariés eux-mêmes. Les sommes versées par l'Etat jouent à notre sens le même rôle que les sommes versées par les entrepreneurs ou les salariés et doivent être classées dans le capital variable.

Les travailleurs bénéficient ainsi d'avantages exceptionnels, des allocations sont versées aux salariés après interruption de tout travail en cas de chômage, de vieillesse, ou d'invalidité.

Même avant l'application de la loi sur les Assurances Sociales, à des occasions plus rares, la protection légale se manifestait déjà; les institutions de bienfaisance secouraient et secourent encore les individus dénués de ressources, hospices et hôpitaux donnaient assistance aux malades et aux invalides.

Au cours de cette étude il n'est pas possible de pousser aussi loin la distinction entre capital constant et capital variable. Mais, chaque fois que des conclusions devront être tirées de l'évolution de la part des salaires, on ne saurait négliger les considérations précédentes.

Au surplus, elles nous font déjà entrevoir que la part des salaires ne dépend pas uniquement de la nature des entreprises, mais qu'elle varie avec la législation sociale et le milieu économique.

§ 2

Influence de la nature des entreprises

Il est élémentaire de constater que la composition du coût de production varie suivant la nature de l'entreprise. Karl Marx propose à cet égard une distinction essentielle dans son analyse du capital constant. Le capital constant se compose de capital fixe et de capital circulant. Or, si le capital constant de toutes les entreprises compte du capital fixe, on ne peut en dire autant du capital circulant. Beaucoup en effet exploitent directement des produits du sol qui n'exigent pas au préalable le travail de l'homme; d'autres rendent des services qui ne demandent pas la consommation totale d'un objet. On peut citer l'agriculture, les industries extractives, les entreprises de transport. Il est vrai que les industries qui utilisent les matières premières, (les industries de transformation), sont les entreprises types des pays modernes.

L'agriculture, les industries extractives, les entreprises de transport, adoptent des méthodes bien différentes. L'agriculture est exercée souvent encore par de petits propriétaires isolés, dont les ressources ne peuvent se comparer avec celles des grandes entreprises.

L'industrie extractive exige au contraire des capitaux et est exploitée par des sociétés. Il en est de même des entreprises de transport, mais les plus importantes d'entrē elles, les chemins de fer, sont soustraites au jeu de la libre concurrence et jouissent d'un monopole d'Etat.

Il est difficile de préciser davantage la situation actuelle de l'agriculture, les conditions d'exploitation varient. En France, l'agriculture est exercée par un grand nombre de propriétaires. Aux Etats-Unis au contraire, il existe de puissantes exploitations agricoles. Tantôt l'agriculture emploie peu de salariés et la plus-value est exceptionnēlle. Tantôt elle est du même ordre que celle des autres branches d'activité. La seule conclusion qui puisse être tirée de l'examen de la nature des entreprises agricoles, est que la composition du coût de production est différente selon le milieu social et économique.

Au contraire, celle des industries de transport et des industries extractives est déjà déterminée par les installations que requiert le bon fonctionnement de ces industries. Prenons comme industrie type de l'une, l'industrie houillère, de l'autre l'industrie des chemins de fer :

Eléments du prix de revient d'une tonne de houille (1) (France 1927) :

(1) La plus-value n'est obtenue que par l'exploitation de salariés.

	F.	%
Salaires bruts par tonne de production nette	50.824	45,342
Complément du salaire, charges sociales	13.033	11,627
Total du salaire.....	63.857	56,969
Impôts	8.680	7,743
Dividende net	7.300	6,513
Autres frais.....	32.253	28,775
Prix moyen de vente d'une tonne de houille.....	112.090	100

Importance relative des divers éléments
du prix de vente d'une tonne de houille
de production nette :



Élément du prix de revient de l'industrie des chemins de fer (1). (France 1927) :

(1) Chiffre emprunté à M. LAUNÉY, *Livre cité*, p. 196.

Total des sommes dépensées au profit du personnel.....	4.761.468.000
Recettes brutes totales non compris les impôts.....	10.334.191.621
Rapport des sommes dépensées au profit du personnel et des recettes brutes totales.....	46,074 %

Le chiffre de 46.074 % serait inférieur si l'on comprenait dans les recettes brutes les impôts perçus sur les transports. La différence est donc sensible entre la part du salaire dans l'industrie houillère et l'industrie des chemins de fer. Elle provient essentiellement de la nature même de l'exploitation qui se trouve dans les deux cas différente.

La part du capital constant devient beaucoup plus forte, dès qu'il s'agit des industries de transformation. Ces dernières doivent ranger dans leur capital constant le coût des matières premières. L'importance du capital constant et du capital variable varie donc suivant leur prix. Voici par exemple la part des salaires dans l'industrie textile et les produits alimentaires aux Etats-Unies en 1927 (1):

(1) Emprunté à M. JÉRACEC : *L'évolution des industries de Transformation d'après les recensements industriels en divers pays* (Bulletin de la Statistique Générale de la France, janvier-mars 1932).

	Ind. textiles	Produits alimen- taires
Valeur de la production brute.	8.950	11.016
Valeur de la production nette.	4.028	2.902
Montant des salaires.....	1.760	823

En faisant la distinction entre la valeur brute et la valeur nette de la production, on obtient, pour les matières premières, un chiffre très différent qui se répercute sur la part des salaires dans les entreprises (0,29 % pour la première, 0,07 % pour la seconde).

On constaterait encore, et dans tous les pays, des différences plus considérables entre les industries manufacturières. Non seulement les matières premières n'ont pas la même valeur, mais, comme on l'a vu dans le cas des industries extractives et des entreprises de transport, la nature même de l'exploitation exige ou refuse, pour des raisons techniques, un apport plus ou moins considérable de capital fixe. Comme le souligne M. de Rouziers dans son livre sur « Les grandes industries modernes », dans le chanvre et le lin, la concentration industrielle est arrêtée par le fait que la fibre ne se prête qu'imparfaitement au travail mécanique. Au contraire, les industries qui entreprennent des constructions en acier doivent travailler en série.

§ 3

**Influence de la nature de l'Entreprise
(Qualité et quantité des produits)**

Le capital fixe est plus souvent déterminé pour des motifs commerciaux que pour des raisons techniques. Il est évident que les nécessités techniques ne s'opposent pas dans une entreprise agricole à l'utilisation des machines. Celle-ci dépend donc d'autres facteurs, et notamment du bénéfice que le propriétaire peut en retirer, bénéfice variable selon la quantité et la qualité des produits.

La quantité des produits explique l'introduction du machinisme dans une industrie qui pourrait être exercée sans le concours des machines. L'exemple le plus typique est celui de l'industrie textile. Dans l'industrie du coton, le fil se fait au travail mécanique depuis la découverte de la vapeur. D'une manière générale, la grande quantité des produits encourage la concentration qui favorise à son tour le machinisme.

Au contraire, certains objets pourraient techniquement être fabriqués en série, mais les débouchés commerciaux ne justifient pas l'immobilisation d'un capital important. La préparation du cuir et la fabrication de

ses produits ouvrés n'exigent qu'une faible force motrice. Au contraire il faut une grande force motrice pour fabriquer la pâte à papier, le papier et le carton, tout au moins dans les pays qui en fabriquent beaucoup, comme les Etats-Unis et le Canada :

Nombre de chevaux-vapeur disponibles par ouvrier

Etats-Unis : 27	Roy.-Uni : 24	Allemagne : 25	France : 26	Canada : 26	Australie : 26-27	Union S.-A. 26-27
Préparation et produits ouvriers du cuir						
1,32	0,78	0,67	0,55	1,16	0,54	0,77
Pâte à papier, papier, carton						
12,48	3,26	4,16	2,43	32,61	1,49	1,50

Plus encore que l'insuffisance des débouchés, c'est la qualité des produits qui interdit la généralisation des machines. Les objets dont la qualité est appréciée ne sauraient être toujours fabriqués en série. Cette cause explique, en même temps que celle déjà signalée, l'utilisation faible de la force motrice dans la préparation du cuir et la fabrication de ses produits ouvrés.

On peut citer en exemple dans la plupart des pays l'industrie de la soie. Le filage de la soie s'exécute encore actuellement à la main. Dans une filature de type moderne, l'action mécanique n'est introduite que très timidement : « une première machine sert uniquement au battage, à l'élimination préliminaire des frisons, une deuxième machine est spécialisée dans le filage. Grâce à cette division et à cette spécialisation, le battage peut s'opérer mécaniquement dans la bassine de purge, le croisage et le dévidage se font aussi mécaniquement dans la bassine fileuse. Mais ces opérations ne se poursuivent pas automatiquement et d'une façon continue. Elles commencent, s'arrêtent, reprennent leur marche à la volonté de la fileuse, dont le discernement intervient d'une façon constante. Nous sommes bien loin du filage mécanique des autres fibres textiles où l'ouvrier n'a guère d'autre rôle que celui de parer à un accident de machine ou à une rupture de fil » (1). L'opposition serait beaucoup plus nette encore entre produits de qualité et produits de quantité, si l'on opposait l'industrie du coton à l'industrie de la mode.

Voici au surplus un tableau indiquant approximativement la part de la main d'œuvre dans les prix de revient; elle varie très sensiblement suivant les industries :

Part de la main-d'œuvre
dans les Prix de Revient (1).

Au-dessus de 30 % :

Charbonnages	56 %
Coutellerie	50 à 55 %
Industrie de la porcelaine....	45 à 50 %
Horlogerie.	40 à 45 %
Industrie électrotechnique	35 à 40 %
Mines de lignite	36 %
Industrie du verre.....	30 à 35 %

Au-dessous de 30 % :

Industrie du papier.....	25 à 30 %
Construction mécanique.....	25 à 30 %
Automobile	20 %
Chaussure	20 %
Tissus de soie	17 %
Tissus de coton.....	17 %
Tissus de laine.....	16 à 17 %
Filés de coton.....	16 %
Laminoirs	13 %
Filés de laine.....	12 %
Cokeries	10 %
Hauts fourneaux.....	7 %
Acieries	6 %

(1) Données fournies par l'Institut für konjunkturforschung.

§ 4

Rôle du milieu économique

Suivant la quantité des objets qu'ils produisent, les industriels ont donc intérêt ou non à remplacer les ouvriers par les machines, mais il est évident que la mesure dans laquelle ils cherchent à le faire dépend du coût respectif des ouvriers et des machines. Or, le taux d'intérêt des capitaux et les salaires sont déterminés avant tout par le milieu économique.

Le milieu économique peut expliquer que, dans tel pays, l'industrie fabrique des produits de quantité, dans tel autre des produits de qualité. Alors que les industries anglo-saxonnes sont généralement des industries lourdes, des nations comme la France ou l'Italie s'adonnent aussi à la fabrication d'objets de luxe.

Entre deux types d'industries parallèles, le choix s'opère souvent entre l'une ou l'autre suivant les conditions économiques. On peut soutenir cette thèse déclare M. Rueff « à l'occasion du choix entre énergie thermique qui exige l'emploi d'une main-d'œuvre importante pour l'extraction du charbon — et énergie électrique dont la production requiert surtout des capitaux de premier établissement » (1).

(1) RUEFF. *L'assurance chômage cause du chômage permanent* (Revue d'Economie politique).

Les nations qui, depuis longtemps, ont une industrie florissante ou un commerce prospère, possèdent généralement une grande masse de capitaux disponibles (2) qui ne demandent qu'à s'employer productivement. Dans les pays où le développement industriel a été tardif, les capitaux nationaux sont généralement beaucoup plus rares. Mais, depuis le début du XIX^e siècle, les détenteurs de capitaux n'hésitent pas à placer leurs fonds dans des entreprises étrangères. Ils le font généralement quand ils espèrent en retirer un plus grand bénéfice. Depuis les derniers troubles monétaires, c'est plutôt une sécurité plus grande qu'un bénéfice plus élevé que recherchent les exportateurs de capitaux.

Aussi bien l'abondance des capitaux disponibles ne joue plus le même rôle et c'est bien plutôt la sécurité que les capitalistes estiment rencontrer dans un pays qui détermine le taux d'intérêt. La prime nécessaire pour obtenir l'octroi de capitaux étrangers est d'autant moins forte que la sécurité est plus grande, elle peut même complètement disparaître.

Plus le taux d'intérêt est élevé, et moins les capitalistes ont avantage à substituer les machines aux ouvriers. C'est la raison pour laquelle on observe une mécanisation insuffisante dans les pays dont l'équilibre économique est encore incertain (par exemple, en Roumanie). Mais la différence entre le taux de mécanisation provient

(2) Il faut distinguer naturellement capitaux disponibles et capitaux investis.

surtout de la main-d'œuvre, qui n'a pas la même mobilité que le capital, et dont le prix varie bien davantage suivant les différentes nations.

L'écart des salaires entre les Etats-Unis et la France est déjà très sensible. Mais les salaires des ouvriers noirs et jaunes sont aussi, généralement, très inférieurs à ceux des européens. C'est ce qui explique très nettement l'insuffisant développement du machinisme dans l'Union Sud-Africaine, où la main-d'œuvre noire est très employée. Une comparaison entre les Etats-Unis et l'Union Sud-Africaine permet de se rendre compte de cette situation.

	Valeur de la production nette manufacturière un chev.-vapeur disponible	Valeur de la production nette manufacturière annuelle par personne occupée	Valeur de la production brute manufacturière annuelle par personne occupée	Montant des salaires dans le prix de vente
Etats-Unis 1925	752	2.720	6.394	17,1
	100	100	100	
Union Sud- Africaine 1926-1927 ..	930	1.028	2.047	24,8
	124	38	30	

Du rapport entre le taux d'intérêt des capitaux et

les salaires dépend donc le degré d'industrialisation d'un pays et par conséquent la composition du capital des entreprises. Sans doute, lorsque la main-d'œuvre est bon marché et que son emploi se généralise, l'usage plus grand de la force humaine est compensé en partie par le secours à des procédés mécaniques. Mais l'exemple de l'Afrique du Sud prouve aisément que la part des salaires est plus élevée dans un pays à main-d'œuvre abondante.

Il ne s'agit au surplus que d'une comparaison entre les deux facteurs ci-dessus; quand la main-d'œuvre est bon marché et que le prix des capitaux n'est pas élevé, la part des salaires dans les entreprises tend à se rapprocher de la moyenne; il en est ainsi en France, où le coût de la main-d'œuvre est traditionnellement peu élevé mais où les capitaux sont très abondants.

—Nous avons sous-entendu l'hypothèse d'un pays qui se place volontairement dans des circonstances normales et ne se refuse pas à régler son coût de production suivant les fluctuations du marché international. Or un grand nombre de pays cherchent à s'y soustraire et prétendent garder leur industrie indépendante des industries étrangères. Pour que la production d'un pays soit autonome, deux conditions sont nécessaires, l'existence d'un marché intérieur suffisamment varié et une politique protectionniste.

L'existence d'un marché intérieur varié permet aux industries nationales de travailler presque exclusive-

ment pour ce marché. Leurs exportations ne sont donc plus une condition nécessaire au maintien de l'activité des industries. Et quand le marché est vaste, l'industrie lourde peut se développer avec les avantages de la production en série. Les Etats-Unis représentent actuellement le type du pays qui s'est soustrait ainsi dans une large mesure aux fluctuations d'origine internationales.

Bien entendu, l'existence d'un vaste marché intérieur ne suffirait pas à assurer le développement industriel régulier du pays, si la consommation nationale n'était pas assurée aux entreprises. Parfois les barrières naturelles suffisent : l'éloignement de certains pays des lieux de production. Il existe aussi une protection légale qui prend les aspects les plus variés, se manifeste tantôt sous forme de contingentement, tantôt sous celle de droits de douane. L'Australie est soustraite par sa position géographique et son régime douanier protectionniste aux lois de la concurrence internationale. Aussi ce pays est-il insuffisamment outillé, puisqu'en 1926-1927 le nombre de chevaux vapeur disponible par ouvrier était de 1,52 au lieu de 4,05 pour les Etats-Unis, à peine supérieur à celui de l'Union Sud-Africaine : 1,23. Au contraire, la valeur de la production nette manufacturière par personne occupée et par ouvrier ressortait à 61 en Australie contre 28 en Allemagne (1925), 34 en Grande-Bretagne (1924) et 100 aux Etats-Unis (1927). Ces deux statistiques illustrent le fait que le prix des marchandises est maintenu artificiellement en Australie, ce

qui permet de consacrer à la part des salaires une importance que ne justifient pas les conditions de l'industrie australienne. En Australie, la part des salaires est de 21,7, alors qu'elle s'élève seulement à 17,1 aux Etats-Unis.

Voici d'ailleurs, empruntée à M. Jéramec (1), la répartition suivant les facteurs essentiels de la production de la valeur des produits vendus par les manufactures vers 1926-1926 (2).

(1) JÉRAMEC : *Article cité*.

(2) Le pourcentage des salaires concerne les ouvriers seulement, le pourcentage des « frais généraux », taxes, profits d'entreprise, comprend donc en outre le salaire des employés. Le salaire global ouvrier des industries manufacturières britannique a d'ailleurs été obtenu par évaluation à défaut d'un recensement direct, en 1924 en multipliant le salaire unitaire moyen annuel.

	Etats-Unis 1925	Roy.-Uni 1924 (3)	Canada 1926	Australie 1925-1926	Union Sud.-Af 1925-1926
Coût des matières et de l'énergie..	57,3	60,1	53,9	60,9	55,3
<i>Valeur du travail manufacturier (Production nette)</i>					
Salaires	17,1	15,8	20,3	21,7	24,8
Frais généraux, taxes, profit ...	25,6	23,9	25,8	17,4	19,9
Ensemble	42,7	39,7	46,1	39,1	44,7
Total : valeur brute de la production	100	100	100	100	100

Ces considérations nous permettent déjà d'élucider les problèmes que pose l'inégale composition du coût de production. Mais d'autres éléments sont encore nécessaires pour expliquer la composition du coût de production dans les entreprises actuelles. Le protection-

(3) *Wages*. Salaire des ouvriers seulement.

Les salaires des employés sont compris dans la deuxième portion de la production nette.

nisme, en effet, a des répercussions sociales. S'il est adopté dans un pays, c'est généralement sous la pression d'intérêts de classe. Lorsqu'on a traité du taux d'intérêt des capitaux dans une nation, on a précisé qu'il dépendait surtout des considérations de sécurité économiques. On ajoute maintenant : et de sécurité politique. Les facteurs politiques et sociaux ne peuvent s'isoler des problèmes précédents et dès lors il faut en étudier l'influence.

§ 5

Le milieu social

Le milieu social intervient à la fois dans la détermination des salaires, du temps et de l'intensité du travail. Lorsqu'existent de nombreuses organisations ouvrières, des syndicats ouvriers puissants, les salaires des ouvriers ne sont plus aussi rigoureusement déterminés par les conditions économiques. Les salaires des ouvriers anglais sont trop élevés, étant donné l'état de l'outillage anglais, comparativement aux salaires des ouvriers des autres pays. Instituée sous l'influence politique des classes ouvrières, la « dole » contribue au maintien de leur taux actuel. En Grande-Bretagne, un chômeur reçoit 17 shillings par semaine,

quand il est marié et a trois enfants il a droit à un supplément de 15 shillings soit au total, 32 shillings. Quoique peu élevées, ces allocations permettent aux chômeurs de refuser des salaires trop bas. Au contraire, en Allemagne, le taux de l'indemnité de chômage n'est pas fixe et varie suivant le montant des salaires précédemment gagnés. Les travailleurs les moins payés (moins de 10 marks par semaine) bénéficient d'une allocation égale à 75 % du salaire de base; ceux qui gagnaient plus reçoivent des pourcentages moindres jusqu'à un minimum de 35 % du salaire de base dans le cas où leur traitement excédait 60 marks par semaine (1). Aux Etats-Unis, il n'existe pas de secours officiels aux chômeurs.

Lorsque les lois sociales sont développées, les charges des entreprises d'accroissent par le fait même. En France, elles ont augmenté très sensiblement par l'application de la loi sur les assurances sociales. Si la main-d'œuvre française avait la réputation d'être bon marché jusqu'à ces dernières années, cette réputation n'était pas seulement due à la fixation des salaires à des taux relativement bas, mais provenait aussi de ce que la France

(1) Ces chiffres sont empruntés au rapport du Directeur du Bureau International du Travail adressé au Conseil d'administration, (chômage 1931).

On sait qu'en Angleterre les indemnités de chômage ont été réduites en 1931. Ces chiffres ne sont donc plus exacts. Mais c'est eux cependant qu'il convient de considérer, puisqu'ils ont été vrais pendant longtemps.

avait moins développé la protection des travailleurs que les autres pays.

Les lois empêchant l'exploitation des travailleurs moins rémunérés, les femmes et les enfants diffèrent aussi selon les pays. La législation proscriit souvent le travail de nuit des femmes et interdit celui des enfants. En France, l'âge d'admission dans les usines est actuellement de 13 ans, en vertu de la loi du 2 novembre 1892. Toutefois, il est réduit à 12 ans pour les enfants qui ont obtenu le certificat d'études primaires. A l'étranger, les limites varient de 10 à 14 ans.

Quand le salaire des ouvriers est fixé, l'intérêt du patron consiste à réduire leur nombre, et pour cela il s'efforce d'obtenir un rendement maximum. Le travail est généralement limité dans la législation actuelle par sa durée. Or il faut considérer aussi, comme l'a fait Marx, son intensité. Les pays modernes ont réglementé la durée du travail. Mais aucun n'a déterminé son intensité. D'autre part, il existe encore des nations qui ignorent complètement les lois sociales.

L'intensité et la qualité du travail varient suivant les ouvriers, mais ce facteur compte davantage pour les petites entreprises que pour les grandes. Dans les premières, la part d'initiative individuelle demeure; l'entreprise peut bénéficier ou pâtir des qualités des ouvriers. Par contre, dans les grandes entreprises, le travail est soumis à une réglementation qui interdit les défaillances individuelles. Le rôle que joue l'intensité du travail est ainsi difficilement appréciable, puisqu'à

ces variations échappent les entreprises importantes que visent plutôt les statistiques.

L'intensité du travail décroît généralement quand augmente le nombre des heures de travail, cela pour des raisons psychologiques. Le désavantage des pays qui appliquent la loi de 8 heures est ainsi compensé dans une certaine mesure.

Pour les entreprises et les pays où n'est pas appliquée la législation du travail, les conditions de la production sont toutes différentes. Parmi les entreprises, citons la marine marchande, qui bénéficie souvent de l'exemption de la loi de 8 heures.

L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques n'applique pas la même législation protectrice; du moins de nombreuses dérogations y sont-elles apportées, et si ce qu'on a appelé le « dumping soviétique » a obtenu un certain succès, c'est, semble-t-il, grâce au nombre plus élevé d'heures de travail acceptées par un grand nombre de travailleurs russes.

Le meilleur exemple des dérogations en vigueur se trouve sans doute aux colonies, et notamment au Congo français, où le pouvoir social ou politique tolère l'exploitation forcée d'un grand nombre d'individus pour les obliger à concourir à une œuvre économique. Même si c'était techniquement possible, les compagnies concessionnaires n'emploieraient pas les machines, l'utilisation de la main-d'œuvre est beaucoup plus

avantageuse à tous égards (1). Les mêmes errements que l'on retrouvait au début du XIX^e siècle en Angleterre, lors de l'apparition des machines, se développent maintenant hors d'Europe sans le prétexte de la liberté du travail.

Ces derniers exemples prouvent que la législation sociale n'est pas indépendante du développement économique. C'est seulement dans les pays parvenus à un certain stade de civilisation et où sont généralisées les machines, que l'on peut songer à protéger les individus et à leur assurer un statut régulier. Selon leur puissance politique, les salariés peuvent alors obtenir des garanties plus ou moins avantageuses; et cette législation influe alors sur la composition du coût de production. Elle ne saurait d'ailleurs excéder certaines limites, sinon le pays se trouve en état d'infériorité par rapport aux autres, et la crise qu'il subit entraîne une réduction progressive de ces avantages (2).

(1) Cf. Félicien CHALLAYE. *Le Congo Français*. — André GRIDE : *Voyage au Congo, Le retour du Tchad*.

(2) L'Angleterre en serait aujourd'hui l'exemple. Cf. SIEGFRIED : *La crise anglaise*, la question se pose toujours de savoir si les conditions économiques permettront de maintenir les avantages concédés aux chômeurs.

CHAPITRE II

EVOLUTION DU COUT DE PRODUCTION

§ 1

Les rapports entre la composition et l'évolution du Coût de production

Les éléments du coût de production varient sans cesse dans la réalité. Les entreprises se transforment et s'adaptent aux nouvelles conditions qu'elles rencontrent.

Or, depuis quelques années se succèdent les événements qui exercent une influence sur la composition du coût de production. Ce sont depuis 1914, la guerre, les troubles monétaires, et enfin la crise mondiale. L'industrie et le commerce ont été d'abord stimulés, puis ébranlés par ces divers remous.

Il est donc difficile à priori d'estimer comme se suffisant l'étude actuelle de la composition organique du capital, puisqu'elle n'est que la manifestation temporaire d'une évolution incessante. Cette tendance d'ailleurs, doit se poursuivre pendant plusieurs années pour que l'adaptation des entreprises au milieu soit obtenue; et lorsqu'on atteint le résultat recherché, souvent des évè-

nements surviennent qui réclament une nouvelle transformation. Lorsque M. Launey entreprit en 1928 son étude sur les « Charges comparatives de l'industrie française en 1914 et 1927 », il estimait qu'après les derniers troubles monétaires la France s'engageait pour une longue période à produire sur des bases nouvelles. Il s'efforça donc de préciser quels changements durables la dernière guerre avait imposés à l'équilibre économique de la France. Or, ce travail se trouvera périmé dans quelques années, s'il est vrai que la crise économique exige une transformation des méthodes françaises de production.

Une étude de la composition actuelle du capital des entreprises, doit donc se trouver complétée par l'énoncé des tendances suivant lesquelles elle se modifie.

Mais d'un autre point de vue, l'étude de l'évolution du coût de production qui reste à entreprendre, doit être facilitée par la connaissance de la composition organique du capital des entreprises actuelles. Dans l'étude précédente en effet, la notion d'espace remplaçait celle de temps. Et des industries actuelles appartiennent en réalité à des périodes tout à fait différentes de l'évolution économique. De même que la composition organique du capital dans les pays arriérés peut rappeler celle qui existait autrefois dans les pays à la tête du développement industriel, de même la transformation accomplie dans ces derniers pays, peut aider à concevoir celles qui doivent vraisemblablement se produire dans les autres, et étayer les statistiques.

Enfin, on ne peut se dissimuler le caractère précaire que présente la comparaison d'industries analogues entre les pays : « par exemple il y a des façons très différentes d'apprécier la puissance mécanique d'un établissement industriel; les propriétaires de firmes, les directeurs et les contremaîtres, peuvent être entre autres combinaisons existantes, ou groupés sous la même rubrique ou distribués chacun dans une rubrique distincte... A cette absence fondamentale d'unité dans la définition des caractéristiques à recenser, s'ajoutent les divergences des nomenclatures, plaçant la soie artificielle avec les textiles ou avec les produits chimiques. Si l'on observe enfin que de telles enquêtes touchant d'une façon précise au mécanisme de la production et à des questions d'intérêt, suscitent trop souvent des réponses erronées, une comparaison internationale des industries sur la base des recensements publics semble particulièrement hasardeuse » (1). Au contraire les renseignements consécutifs d'un même pays ont un caractère de continuité qui les rend comparables.

Pour expliquer la transformation du coût de production, sans doute est-il nécessaire de décrire d'abord sa cause, c'est-à-dire, les perfectionnements techniques qui ont été appliqués depuis le siècle dernier.

Ces perfectionnements aboutissent à l'évolution de deux facteurs, l'évolution des machines et celle du travail.

(1) JÉRAMEC : *Article cité*.

Mais, comme d'autres éléments interviennent pour déterminer la valeur du capital constant et du capital variable, leur évolution comparative ne peut être précisée que grâce à une étude directe de la composition du coût de production.

§ 2

L'application des découvertes scientifiques à la technique industrielle au cours du XIX^e siècle

On l'a déjà mentionné, les découvertes scientifiques ont transformé la technique industrielle dès qu'on utilisa la vapeur. Dès lors, se sont multipliées les inventions et leurs applications bouleversent sans cesse les méthodes. Les cadres demeurent, mais les machines se transforment et en même temps de nouvelles industries se créent.

Sans doute, une invention n'est pas immédiatement suivie de l'application technique : « à partir de la découverte proprement dite qui naît à l'atelier ou au laboratoire, les inventions suivent une courbe déterminée, ainsi tout d'abord on « conçoit » la machine à vapeur et la fonte de l'acier; l'invention est suivie de l'ex-

périmentation et de la mise au point dans les ateliers; comme dans le sein maternel, l'invention doit d'abord « germer », ce n'est que lorsque l'invention a mûri après les expériences de laboratoires que l'on peut exploiter économiquement et que commence l'époque « l'ère » de cette invention » (1). Trente ans s'écoulent entre l'invention de Watt et l'utilisation de la machine à vapeur, trente ans également entre la découverte de Stephenson et l'exploitation moderne des chemins de fer. Le même laps de temps sépare l'invention des moteurs à essence de l'ère de l'automobile. On pourrait multiplier les exemples au cours du XIX^e siècle.

L'application technique ne procède pas en effet du même esprit que l'invention. L'invention semble un des traits fondamentaux de la nature humaine et nul autre stimulant ne paraît nécessaire à l'esprit inventif que son désir de se satisfaire lui-même. Au contraire l'application technique semble étroitement liée au processus de la production capitaliste. Les ingénieurs, qui adaptent une invention aux nécessités pratiques ne le font que dans la mesure où elle répond à un but pratique et leur habileté est d'autant plus stimulée qu'on escompte un plus grand bénéfice. Fait remarquable, on note qu'au cours du XX^e siècle la mise au point des inventions est de plus en plus rapide, l'avion, la radio-phonie, et azote synthétique sont utilisés pratiquement dans un temps très bref. Sans doute la guerre, comme

(1) Cf. Ferdinand FRIED : *La fin du capitalisme*, Grasset, 1932.

le notent les auteurs de « La fin du capitalisme », est une des causes de l'activité fiévreuse développée par les techniciens (1), mais aussi le désir exacerbé d'obtenir des profits plus grands.

Grâce à ces découvertes successives les méthodes industrielles se transforment successivement. La manufacture telle que l'a décrit Smith a fait place à la grande industrie moderne à la suite de l'introduction des machines à vapeur.

Mais ces transformations n'exigent pas seulement pour être généralisées, l'invention et l'application technique. Elles supposent encore la réunion de conditions indispensables qui tiennent à la fois des ressources naturelles et du travail.

Les inventions scientifiques du XIX^e siècle ne pouvaient être appliquées aux entreprises que dans les pays où existaient les matières premières nécessaires. La métallurgie du fer et de l'acier s'est développée ori-

(1) Les auteurs de *La fin du capitalisme* notent également que les inventions nouvelles, l'avion excepté, ne sont que des perfectionnements d'inventions précédentes. L'avion ne serait qu'une combinaison du principe du vol et du moteur à essence. Cette théorie ne paraît pas concluante et ne cherche semble-t-il qu'à étayer la thèse des auteurs, qui prétendent que le capitalisme pour pouvoir subsister ne recevrait plus d'assez fortes impulsions de la technique, d'où la constitution d'*Autarchies*. Nous y reviendrons.

ginairement près des mines de charbon. La détention de mines de charbon sur leur territoire explique encore la prospérité industrielle de nations comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne ou les Etats-Unis. L'Italie, qui s'efforce de devenir industrielle, est toujours handicapée par l'absence de mines de charbon sur son territoire. Mais, au cours du XIX^e siècle, de nouveaux procédés permettent soit la création, soit l'utilisation de sources nouvelles d'énergie, (houille blanche, pétrole). Aussi les transformations industrielles, apparues d'abord en Angleterre, puis sur le continent se répandent-elles dans le monde entier.

La création d'industries modernes requiert, on le sait, un milieu social favorable. Au cours du XIX^e siècle les nations européennes ont éduqué les autres, leur ont imposé des coutumes pour les adapter aux nouvelles méthodes de production. Le Japon désormais est devenu un grand pays industriel. Les blancs ont transplanté leurs habitudes et leurs méthodes en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, et ces nations font de constants progrès.

Un premier point semble donc acquis. Les conditions nécessaires pour appliquer les inventions existantes se répandent dans tous les pays du monde, et ceux-ci les adoptent de gré ou de force (1).

(1) Noter la résistance de Ghandi contre les machines. Mais elle s'explique plutôt comme un moyen de lutte contre l'Angleterre que comme une hostilité à l'égard des machines.

Taux moyen annuel d'accroissement de la force motrice primaire dans 24 pays (1)

- 103 -

Pays par ordre d'importance décroissante de la force motrice primaire vers 1926-1927	Période totale examinée		1. Avant-guerre		2. Décade des hostilités		3. Après guerre	
	Taux	Période	Taux	Période	Taux	Période	Taux	
Etats-Unis	5,8	1890-1929	7,3	1890-1910	4,3	1910-1920	4,3	1920-1929
Allemagne	6,7	1895-1925	7,5	1895-1907		6,2 (1907-1925)		
Gde-Bretagne (sans l'Irlande)	2,7	1907-1924	4,2	1907-1912		2,0 (1907-1925)		
France	6,7	1901-1926	9,2	1901-1906		6,1 (1906-1926)		
Italie	8,7	1908-1927	10,3	1903-1911		7,9 (1911-1927)		
Canada	9,1	1901-1926	10,0	1901-1910	7,2	1910-1921	11,2	1921-1926
Japon	14,3	1896-1927	14,9	1896-1907	14,0	1907-1920	14,4	1920-1927
U. R. S. S. - Pologne	5,0	1900-1926	3,8	1900-1908		5,5 (1908-1926)		
Belgique	5,0	1895-1926	8,0	1895-1910	—	1,05		1920-1926
Tchéco-Slovaquie	6,4	1913-1927	»	»	5,3	1913-1920	7,5	1920-1927
Suède	6,5	1896-1927	8,3	1895-1911	6,95	1909-1920	2,5	1920-1927
Norvège	6,5	1896-1927	10,0	1906-1913	6,6	1913-1921	7,1	1921-1927
Suisse	7,8	1895-1929	10,4	1896-1913	5,4	1911-1923	4,6	1923-1929
Australie	8,5	1906-1927	9,8	1896-1909	4,9	1913-1922-23	14,8	1922-23-1926-27
Pays-Bas	7,5	1896-1927	5,1	1896-1910	9,5	1913-1921	11,3	1921-1927
Hongrie	4,3	1896-1926	3,9 (1898-1921)	»	12,8	1915-16-1920-21	5,4	1921-1926
U.-Sud Africaine	9,1	1915-16-1925-26	»	»	»	»	5,4	1920-21-1925-26
Roumanie	12,1	1901-1925	»	»	»	»	»	1920-1927
Finlande	7,5	1906-1927	10,6	1906-1914	13,0	1914-1919	7,8	
Danmark	8,4	1897-1925	10,3	1897-1914		5,4 (1914-1925)		
Nouvelle-Zélande		1896-1926-27	8,8	1896-1911	5,4	1911-1922-23	15,7	1922-23-1926-27
Yougoslavie	16	1900-1926	16	1900-1906		16,5 (1906-1925)		

(1) La force motrice primaire d'un pays constitue la puissance totale des moteurs à vapeur, hydraulique, à combustions interne et à vent existant dans les manufactures, les centrales électriques de distribution publique, les mines et l'agriculture.

Tableau emprunté à M. JÉRAMEC. Article cité.

§ 3

Caractères techniques de l'évolution industrielle

L'importance technique du capital constant d'une entreprise industrielle ou agricole se traduit par deux éléments : l'évolution de la force motrice et celle des matières premières traitées.

En regard, l'importance technique du capital variable dépend du nombre des ouvriers et du travail qui leur est imposé.

L'accroissement de l'emploi de la force motrice est un phénomène général, quelques soient les entreprises et les pays envisagés. C'est ce que prouve le tableau ci-contre emprunté à M. Jéramec.

Les forces motrices ont augmenté, mais d'une manière inégale suivant les pays. M. Jéramec, en commentant ce tableau, déclare que la comparaison pour les principaux pays, des rythmes d'accroissement de leur force primaire globale, représentative surtout de leur structure industrielle, permet « de distinguer ces pays suivant leur *force vive d'industrialisation*, c'est-à-dire, leur possibilité d'avenir dans les conditions modernes de la civilisation. Le Japon et l'Angleterre sont aux deux extrémités de cette échelle. Dans l'ensemble, les pays du Pacifique se

séparent avec force, par la vigueur de leurs rythmes, du groupe continental et insulaire de la vieille Europe, où le dynamisme industriel présente d'ailleurs trois degrés bien marqués suivant trois zones d'évolution plus ou moins récentes. On remarquera dans chacun des groupes européens et extra-européens, la situation analogue de l'Angleterre et des Etats-Unis dont le rythme est de part et d'autre le plus faible, et celle des puissances où il est respectivement le plus élevé : l'Italie et le Japon » (1).

Si l'augmentation de la force motrice diffère suivant les pays, elle semble beaucoup plus régulière depuis ces dernières années quelles que soient les différentes formes d'entreprises. Au cours du XVIII^e siècle, l'utilisation des forces motrices a varié suivant la nature des industries. L'industrie de la soie n'a pas permis le même emploi des machines que celle du coton. Malgré le progrès du machinisme, depuis le début du XIX^e siècle, l'écart ne varie plus. Les industries du coton, de la laine et de la soie subissent, par rapport aux matières traitées, la même augmentation des forces motrices, comme le prouvent les statistiques officielles.

Accroissement des forces motrices aux Etats-Unis

Années	Coton	Laine	Soie
1899	790	271	54
1909	1.286	394	92
1914	1.564	435	111
1919	1.836	616	206
1927	2.359	648	221

(1) JÉRAMIC : *Op. cit.*

Les différences constatées sont faibles. La force disponible dans l'industrie de la soie s'accroît plus rapidement, mais il en est de même pour la production.

Les industries nouvelles venues à la vie économique triomphent des difficultés qu'elles rencontrent pour une adaptation technique immédiate et dès leur création adoptent les méthodes modernes dans des conditions sensiblement équivalentes aux industries similaires. Le tableau ci-dessous montre le nombre relativement faible des ouvriers dans les industries hydro-électriques.

Par définition, les industries de luxe ne sont pas susceptibles de développer le machinisme. Mais entendues dans ce sens, elles deviennent aussi plus rares. Beaucoup d'industries nouvelles, qui ne satisfont que des besoins superflus, produisent en série. Par exemple, l'industrie automobile au Canada :

Canada 1924 (1)

Capital	Nombre d'établisse.	Nombre d'employés	Salaires et appointe.	Valeur brute des produits
Puissance et lumière électrique				
951	628.565.093	12.828	17.946.584	95.169.788
Automobiles				
12	60.766.886	9.292	14.219.137	88.480.418

(1) Cf. Canada Year, Book, année 1926.

La faible proportion des salaires donne la preuve de l'utilisation importante des machines dans l'industrie automobile. Si l'on se réfère aux statistiques particulières, on constate une forte concentration : les douze établissements qui fabriquent des automobiles sont réunies dans l'Ontario.

L'augmentation de la force motrice se conjugue naturellement, dans les industries de transformation, avec celle des matières traitées. A cet égard, toutes les statistiques donnent des résultats concordants. Dans son livre sur « Les grandes industries modernes », M. de Rouziers note à cet égard, les exemples les plus significatifs (1); dans les Vosges, la production annuelle d'une broche pour le filage de la chaîne n° 28 a été successivement de :

en 1815.....	4,5 kgs
en 1835.....	10,5 »
en 1845.....	19 »
en 1855.....	17 »
en 1865.....	18 »
en 1900.....	28 »

On trouve des exemples aussi concluants dans les industries métallurgiques. « On traite 20 tonnes de fonte à la fois, dans un convertisseur Bessemer et l'opération dure de 25 minutes à une demi heure. Cela correspond

(1) DE ROUZIER, *Les grandes industries modernes*, Tome 3, page 80.

à une production de 900 à 1000 tonnes par 24 heures » (1). Avec les anciens procédés qui furent en usage jusqu'au milieu du siècle dernier, il était impossible de traiter directement la fonte pour obtenir l'acier. Il fallait d'abord fabriquer du fer et « six fours à Pudler traitant chacune des charges de 260 à 275 kilogrammes donnaient à peu près deux tonnes à deux tonnes et demi de fer par jour ».

Le développement de la technique agricole a été plus tardif, mais il se produit très rapidement. Les preuves abondent de l'augmentation énorme du rendement que le machinisme permet de réaliser dans les récoltes : le rendement est non seulement doublé ou triplé, mais peut être multiplié plusieurs centaines de fois.

On constate les progrès prodigieux que permet l'introduction des machines dans l'agriculture de l'Amérique du Nord aussi bien pour le labourage que pour la préparation et les semailles et pour la moisson. Voici quelques indications concernant le labourage (2) :

(1) DE ROUZIER, *Op. cit.*, Tome 2, page 52.

(2) Statistiques publiées par la *Revue Internationale du Travail* (Avril 1932).

Mode de labourage et date à laquelle les indications ont été publiées	Heures ouvrier nécessaires pour labourer 1 acre
---	---

a) *New-York* 1927 :

Charrue à deux chevaux, 16 pouces de largeur	5,8
Charrue à deux socs, 42 pouces de largeur, remorquée par un tracteur.....	2,4

b) *Iowa* 1926 :

Charrue à 3 chevaux, 16 pouces de largeur	4,12
Charrue à 5 chevaux, 28 pouces de largeur	1,17
Charrue à 42 pouces de largeur, remorquée par un tracteur.....	1,18

c) *Washington* 1926 :

Charrue à 12 chevaux et à 3 socs, 16 pouces de largeur.....	1,11
Charrue à 20 chevaux et à 6 socs, 14 pouces de largeur.....	0,83 à 0,17

En examinant les derniers chiffres, on constate que l'augmentation du « train » a dans des conditions locales comparables, permis de réduire de 63 % la main d'œuvre nécessaire. Cependant, ce chiffre record peut encore être abaissé. Un seul homme, conduisant un tracteur de 15 à 30 chevaux a pu labourer 110 acres en 5 journées et demi de travail de dix heures, la main d'œuvre étant ramenée à une demi heure ouvrier par acre.

Pour la préparation et les semailles on a obtenu des

Augmentation du rendement dans l'agriculture américaine

Produits	Heures-ouvrier par acre				Comparaison de 1924 avec 1850	
	A la main 1850	A la machine 1899-1896	A la machine 1924	A la main et à la machine 1924	Pourcentage d'augmentation du rendement par travailleur	Pourcentage de l'Economie de main-d'œuvre
Maïs	182,68	27,5	37,8	30,0 ¹	508	03,6
Coton	167,80	78,7	118,5	45,0 ²	273	73,2
Foin (récolté seulement) .	21,08	3,9	10,7	1,6	1.217	92,4
Pommes de terre	108,92	38,0	90,4	50,0 ¹	118	54,1
Blé	62,42	3,1	15,5	1,6	3.801	97,4
Moyenne non pondérée..			54,6	25,6 ³	1.185	80,2

(1) Moyenne afférente aux Etats utilisant les méthodes les plus modernes.

(2) Emploi d'une charrue multiple en polysoc remorquée par un attelage de chevaux ou un tracteur, d'un cultivateur à 4 rangées de socs et d'un « trañeau » (sied strippes) dans une exploitation du Texas de 200 acres (Station Expérimentale d'agriculture du Texas, Bulletin, n° 362, juillet 1927).

(3) Emploi d'une charrue polysoc remorquée par un tracteur ou un attelage de chevaux, d'un « train » composé d'une charrue à disques, d'un semoir, d'une herse pour effectuer simultanément toutes les opérations des semailles et d'une moissonneuse-batteuse.

(4) A la machine.

économies en prévoyant deux appareils différents, parfois plus, en vue d'effectuer plusieurs travaux à la fois. Si l'on envisage les travaux de préparation, plus les semailles, on constate que le nombre d'heures ouvrier par acre a baissé de 10,4 (en 1850) à 1,45 (en 1894-1896), et à 0,13 (en 1920).

Pour la moisson les premières faucheuses mécaniques ont triomphé difficilement de la faux à rateau perfectionnée mais on enregistre maintenant les mêmes progrès.

La main d'œuvre employée par acre (en estimant la moisson à 16 boisseaux par acre) passe de 8 heures ouvrier (après 1865) à 6 heures ouvrier (machines munies d'un rateau automatique) à 4 heures ouvrier moissonneuse Marsh) à 2 heures ouvrier (moissonneuse Lime) et enfin à 0,4 heure ouvrier (Epieuse).

— On ne saurait arguer de chiffres aussi significatifs quand on retrace l'évolution du capital variable. L'accroissement du nombre des ouvriers est généralement très lent, comparativement à celui de la force motrice. Mais celui de la population totale l'est encore plus tout au moins jusqu'en 1927.

Pays	Période	Coefficients d'accroissement	
		Population active manufacturière globale	Population totale
Etats-Unis	1909-1927	1,30	1,28
Royaume-Uni ..	1907-1924	1,11	1,12
Allemagne	1907-1925	1,33	1,14
France	1906-1926	1,10	1,04
Canada	1911-1926	1,11	1,30
Australie	1907-26-27	1,88	1,44
Union sud-Africaine	1915-16-1926-27	1,84	1,16

Le Canada est le seul pays où la population totale ait augmenté plus rapidement que celle de la population manufacturière. C'est aussi celui où le taux de mécanisation est le plus élevé.

Il convient de remarquer que la période visée est anormale, puisqu'elle englobe les années de guerre où les décès ont été très nombreux. Pendant les années qui suivent 1927, il n'est pas certain que l'accroissement de la population ait été moins rapide que celui des subsistances, même avant la crise.

Les transformations techniques du capital variable sont marquées également par les limites fixées à la durée du travail. Le nombre des heures de travail s'est graduellement abaissé. Il est passé de 15 à 12, puis à 10 et enfin à 8 heures grâce à la pression des classes ouvrières, qui

(1) Le Bureau International du Travail propose actuellement la journée de travail de 7 heures.

s'est manifestée dans l'action syndicale (1). Il semble qu'au contraire l'intensité du travail n'ait pas décrue grâce à la surveillance rigoureuse des ateliers, et en raison de la loi psychologique déjà signalée d'après laquelle le travail est d'autant plus intense qu'il est court (2).

Il est difficile d'analyser sommairement la rationalisation, dont on a tant parlé pendant les années qui ont précédé la crise. Elle a consisté dans un meilleur aménagement des forces productrices, dans la réduction des dépenses inutiles de capital constant comme de capital variable. Les industriels se sont efforcés, grâce à l'adoption de méthodes scientifiques, de comprimer leur coût de production de toute manière. En fait, alors que le développement industriel s'est caractérisé à ses débuts par la substitution de la machine-outil à l'outil et de l'ouvrier de fabrique à l'artisan, la période de rationalisation se marque par la transformation de la machine-outil en machine automatique et de l'ouvrier de fabrique en surveillant. La rationalisation a été principalement un coup de fouet donné aux entreprises et a entraîné un nouvel accroissement de leur puissance.

Nous donnons au surplus le tableau qui paraît le mieux résumer le changement de composition technique du capital et qui compare l'accroissement du nombre des ouvriers avec celui de la force motrice disponible (2).

(1) Il ne servirait à rien d'arguer de la productivité plus grande du travail, elle peut être due à de nouvelles méthodes, et non à un travail plus intense.

(2) Emprunté à M. JÉRAMEC. *Op. cit.*

	Période	Coeff. d'accroissement du nombre des ouvriers	Coeff. d'accroissement du nombre des C. V. disponibles
Etats-Unis	1909-1927	1,26	2,09
Royaume-Uni ..	1907-1914	1,07	1,64
Allemagne	1907-1925	1,34	2,91
France	1906-1926	1,37	2,70
Canada	1911-1926	1,05	2,75
Australie	1907-1926-27	1,92	3,82
Un. Sud-Afric. .	1925-26-1926-27	1,87	2,34

Si l'on s'en tient à l'évolution technique du capital constant et du capital variable, les prévisions de Marx sont bien vérifiées. L'accroissement des moyens de production a été plus rapide que l'augmentation du nombre des ouvriers. Mais il s'agit de *valeur*, et non de *technique*. D'une part, les salaires augmentent dans de fortes proportions en valeur réelle. Dans son ouvrage sur « Les crises périodiques de surproduction », M. Aftalion constate que sans doute les salaires obéissent à des fluctuations périodiques : « Toujours dans la prospérité quand les prix ont haussé, le salaire s'est élevé également. Toujours dans la dépression on a constaté un certain fléchissement des salaires ». Ce fléchissement se constate en moyenne un an après l'année de la crise. Les baisses surtout, mais les hausses également sont moins accentuées que celles des prix (1). M. Aftalion en conclut qu'il existe un mouvement de longue durée des salaires

(1) Cf. APTALION. *Les Crises périodiques de surproduction*, Paris, 1913. Ajoutons que cette remarque ne s'applique plus aux Etats-Unis (théorie des hauts salaires).

en faveur de la hausse. C'est ce que confirment les statistiques concernant l'évolution des salaires réels dans les différents pays; aux Etats-Unis augmentation du salaire réel de 30 % par rapport à l'avant-guerre, au Canada de 13 % de 1917 à 1926, en Angleterre de 9 %.

Quant aux services sociaux, leur accroissement est beaucoup plus sensible, le professeur Clay les a estimé en 1925 comme équivalent à 12,5 % de la totalité des salaires payés, ou, en comprenant les contributions des patrons au service d'assurance, à 14,7 %. La dépense totale des services sociaux, en Angleterre, s'est élevée de 22.000.000 £ en 1891 à 338.500.00 £ en 1926 (compris les pensions de guerre) (1). La distribution du total est la suivante :

Millions de Livres		
	1891	1925
1 Dépenses des services d'éducation...	11,5	89,4
2 Dépenses des services attribuant des subventions aux pauvres	9,1	40,4
3 Dépenses des services de logements..	0,2	18,4
4 Dépenses des services de santé publique	0,5	9,1
5 Dépenses des services soignant les aliénés ou les malades mentaux	0,9	9,8

(1) Conf. : HOBSON : *Rationalisation and Unemployment*. London 1930, p. 96. Des dépenses sociales il faut déduire les impôts payés par les travailleurs évalués par M. HOBSON à 160 millions 1926.

6	Dépenses des services d'assurances contre la maladie.....	—	32,5
7	Dépenses des services attribuant les indemnités de chômage	—	50,6
8	Dépenses des services de pensions de guerre	—	66,5
9	Dépenses des services des pensions aux vieillards	—	25,1
10	Autres dépenses	0,4	1,0
	TOTAL	22,6	338,5

D'autre part, la valeur des moyens de production baisse à mesure que la valeur d'usage due à un accroissement de puissance diminue, disent les économistes libéraux, ou que le travail nécessaire pour les produire décroît, soutiennent les partisans de la théorie marxiste de la valeur. Il est donc difficile de partir des observations précédentes pour vérifier la loi de Marx, elles sont des compléments utiles mais ne dispensent pas d'étudier l'évolution respective de la part des salaires dans le coût de production des entreprises de tous pays.

§ 4

**Développement comparatif du capital constant
et du capital variable**

En consultant les statistiques qui retracent l'évolution de la part des salaires dans les industries contemporaines, on est frappé du fait que, pendant ces dernières années, la part des salaires diminue dans les industries.

Comme le rapporte « l'Enquête sur la production du B.I.T. » (1924), cette diminution relative de la part des salaires se manifeste dans la plupart des industries allemandes, et cela avant que commence la rationalisation. C'est la conclusion à laquelle a abouti l'enquête d'un journal allemand qui a reçu les réponses de nombreux groupements. C'est également le même fait que confirme le tableau suivant représentant l'évolution de trois grands pays industriels : Etats-Unis, Angleterre et Canada.

	Etats-Unis		Gr.-Bretagne		Canada		
	1923	1927	1907	1927	1901	1918	1927
Salaires	11.008	10.849	1.017	2.154	112	604	671
Valeur de la production manufacturière brute ..	60.530	62.718	6.129	13.632	475	2.502	3.291
Proportion	0,19	0,17	0,17	0,15	0,23	0,20	0,19

Pourcentage des salaires par rapport à la valeur nette des produits au Canada

Années	Valeur nette des produits	Appointements	Salaires	Pourcentage		
				des appointements à la valeur nette	salaires et des appointements à la valeur nette	du total des salaires à la valeur nette
1918	1.460.728.777	161.507.889	480.945.599	6,9	32,9	39,8
1919	1.509.870.745	121.892.144	496.570.995	8,1	32,9	41,0
1920	1.686.978.408	148.207.360	583.853.225	8,8	34,6	43,4
1921	1.705.543.344	136.874.792	581.910.445	11,3	31,6	42,9
1922	1.798.434.407	136.279.171	374.212.141	11,4	31,2	42,6
1923	1.311.025.375	142.783.681	428.731.347	10,9	32,7	43,6
1924	1.256.643.901	139.614.639	420.269.406	11,1	33,4	44,5
1925	1.360.879.907	143.056.516	452.958.655	10,5	33,3	43,8
1926	1.492.645.039	152.705.944	501.144.989	10,2	33,6	43,8
1927	1.653.923.936	162.348.978	531.583.250	9,9	32,5	42,4
1928	1.019.146.025	174.770.879	580.428.493	5,7	31,9	41,5

En vain, invoquerait-on le fait que la part des salaires ne diminue pas par rapport à la valeur manufacturière nette au Canada (et non en Angleterre et aux Etats-Unis). On a précisé que le développement du capital constant est provoqué surtout par l'augmentation du nombre des matières premières traitées par les machines, et leur augmentation est en effet assez considérable pour que la part des salaires puisse diminuer ou augmenter, selon qu'il s'agit de la valeur brute ou de la valeur nette.

Mais, si l'on observe le plus souvent l'augmentation du capital constant par rapport au capital variable, il faut reconnaître qu'on ne la constate pas d'une manière régulière, elle est sensible aux Etats-Unis de 1923 à 1927; au contraire elle se fait sentir davantage au Canada dans la période qui a précédé la guerre.

*Pourcentage des matières premières et des salaires
par rapport à la valeur brute des produits
aux Etats-Unis.*

	1899	1904	1909	1924	1919
Matières premières	57,6	57,7	56,7	59,3	59,9
Valeur ajoutée par production	42,4	42,5	43,1	40,7	40,1
Salaires	17,6	17,6	16,6	16,8	16,9

Cette observation se trouve d'ailleurs confirmée par

le rythme d'expansion de l'industrie moderne. A certaines époques, les entreprises renouvellent brusquement leurs moyens de production. C'est ce qu'a fait l'Allemagne depuis 1925, où commence l'ère de la rationalisation (1).

Les pays occidentaux ont suivi cet exemple. Cette tentative a provoqué en Allemagne un chômage technicologique qui dure depuis qu'elle a été entreprise. Les ouvriers congédiés n'ont pu être réembauchés. Il est à présumer qu'à compter de 1925, la diminution relative du capital variable a été très rapide, puisque les investissements atteignirent des sommes considérables, comme le prouvent les importations allemandes de capitaux. Les patrons qui rationalisent congédient beaucoup plus d'ouvriers que les autres, en payant mieux ceux qui restent, c'est ce que fait apparaître très nettement la statistique suivante parue à Francfort (2).

	Chômeurs	Augmentation de salaire
Industrie du bâtiment	51 %	180 %
— du bois	31,6 »	161 »
— du vêtement	31,3 »	151 »
— métallurgique ...	18,8 »	144 »
— chimiques	13,5 »	140 »

(1) Les pays occidentaux ont suivi cet exemple dans une moindre mesure.

(2) *Bergwerkzeitung* du 3 juin 1926.

Cf. (DE) SACY. *Conséquences Economiques et Sociales du Retour de l'Allemagne à l'étalon-or*. Thèse Paris, 1927.

On pourrait invoquer que cette diminution relative des salaires dans le coût de production ne se retrouve ni à toutes les époques, ni dans tous les pays, ni dans toutes les entreprises. Font exception les périodes de guerre et surtout celles de crises. Pendant la guerre, les statistiques font ressortir une augmentation proportionnellement identique du capital variable et du capital constant aux Etats-Unis. La valeur des salaires monte à 4.067 pour 24.204 en 1914 (0,168) et en 1919 à 10.460 pour 62.152 (0,168). C'est évidemment l'augmentation subite des débouchés qui a permis cette augmentation identique du capital constant et du capital variable. On n'a pas tant cherché à produire à bas prix qu'à satisfaire des commandes toujours plus nombreuses.

Pendant la crise de 1921, comme pendant les crises précédentes, la part des salaires ne peut diminuer autant que les prix qui sont en chute brusque. A la suite de la crise on constate donc aux Etats-Unis une légère augmentation de la part des salaires [en 1919, 10.460 pour 62.152 (0,168); en 1921, 8.200 pour 43.619 (0,18); en 1923, 11.008 pour 60.350 (0,19)]. Cette observation en ce qui concerne les prix est générale, la baisse de la valeur des produits étant toujours plus sensible que celle des salaires qui ne se réduisent pas sans résistance très vive de la classe ouvrière. Elle est accompagnée d'une diminution réelle de capital constant provoquée par la disparition de nombreuses entreprises.

C'est à toutes époques que font exception certaines entreprises dont le développement est rapide. Tel le cas, en France, de l'industrie chimique, dont les débouchés croissent très rapidement. La guerre a en effet contribué à son extension, qui était nécessaire pour répondre aux besoins des belligérants. Quand s'achevèrent les hostilités, les sociétés surent s'adapter à des conditions nouvelles et répondre à des besoins grandissants. M. Launey (1) note qu'en France en 1913 pour les entreprises d'industrie chimique sur lesquelles porte son enquête, la part des salaires (indemnités comprises) s'élevait à 7,31 % du salaire global, et qu'elle est passée en 1927 à 11,67 %.

On peut citer encore en exemple l'industrie de l'aluminium. Voici les chiffres que donne l'Annuaire du Canada pour la période 1915-1924 :

	Pourcentage	Valeur de la production	Part des salaires
1915	0,09	4.071.406	375.265
1924	0,19	93.223.372	18.062.873

Deux faits expliquent ces exceptions : Tout d'abord ces industries voient s'accroître leurs débouchés. D'autre part, il s'agit d'industries dont les méthodes n'ont pas été transformées du tout au tout pendant la période envisagée, on ne remarque pas d'exemples analogues quand le perfectionnement technique est très rapide.

(1) Cf. LAUNEY : *Op. cit.*

Ces industries se sont trouvées pendant plusieurs années soustraites à l'action de la concurrence grâce à leur extension subite. On a dû au surplus attirer la main-d'œuvre par des conditions avantageuses. Les faits montrent également que ces exceptions sont temporaires, lorsque le développement de ces industries s'arrête, se produit à nouveau l'augmentation relative du capital constant: dans l'industrie électrotechnique on constate aux Etats-Unis l'augmentation de la part des salaires de 1899 à 1919. Mais une diminution de la part des salaires s'observe de 1919 à 1927 à la suite d'une saturation du marché.

Electrotechnique	Valeur des Produits	Salaires (en millions de dollars)
1899	92	336
1919	998	20,6
1927	1667	238

Il existe enfin des pays entiers où l'on constate depuis de longues années l'augmentation incessante du capital constant, ce sont surtout l'Australie et l'Afrique du Sud. Le capital constant augmente régulièrement par rapport au capital variable en Australie et en Afrique du Sud. Telle est d'ailleurs l'évolution de leurs industries manufacturières.

ANNÉES	PROD. MANUFAC. NETTE	PROD. MANUFAC. BRUTE	PART SALAIRES	POURCENTAGE DES SALAIRES PAR RAPPORT A LA VALEUR BRUTE
Australie				
1907	165	461	87	0,18
1914	167	470	96	0,20
1920/21	430	1372	266	0,19
1926/27	762	1915	436	0,217
Union Sud-Africaine				
1915/16	69	153	34	0,22
1916/17	82	189	40	0,21
1920/21	120	294	66	0,22
1925/26 A	138	»	»	»
B	162	320	82	0,25
1926/27 A	148	»	»	»
B	172	336	89	0,258

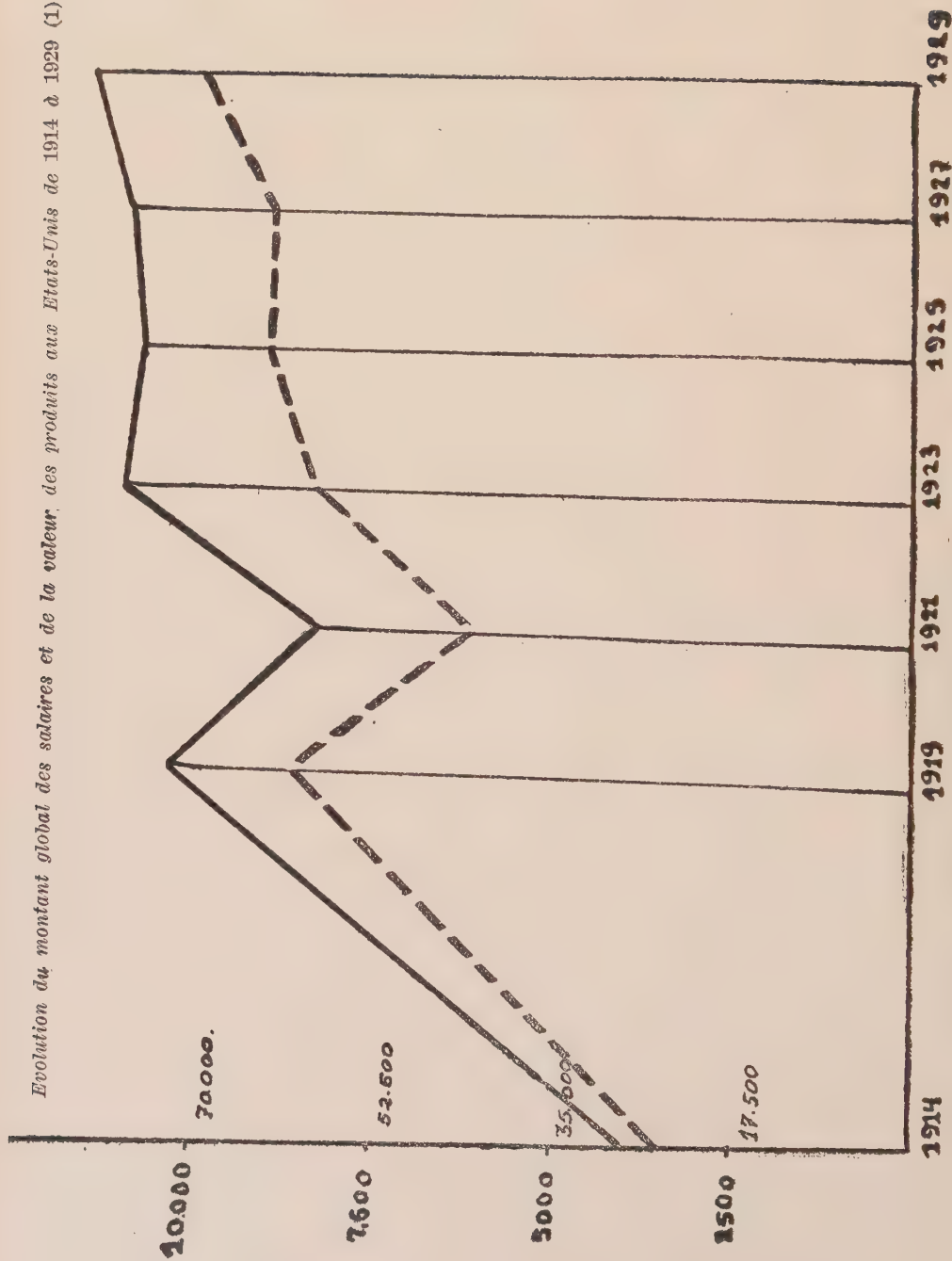
Cette observation confirme les précédentes remarques, non seulement la part des salaires est actuellement plus importante qu'ailleurs, mais elle tend aussi à s'élever. Or, l'Australie et l'Afrique du Sud sont soumises à la même influence et l'on peut y rattacher cette anomalie. A la différence de la plupart des pays neufs, ce sont des pays protectionnistes. Cette situation privilégiée de l'industrie

nationale s'explique par l'abondance des ressources naturelles, qui assure une indépendance relative grâce aux exportations qu'elle permet.

Il est un point où ces pays sont dissemblables. En Australie, la main-d'œuvre est chère, mais les patrons négligent de la remplacer par des machines puisque leurs débouchés sont assurés. En Afrique du Sud au contraire, les salaires sont faibles pour la majeure partie des ouvriers. Les blancs sont une minorité progressivement remplacée par les hommes de couleur dont les salaires sont moins élevés. Le bon marché de cette main-d'œuvre la fait utiliser plus fréquemment.

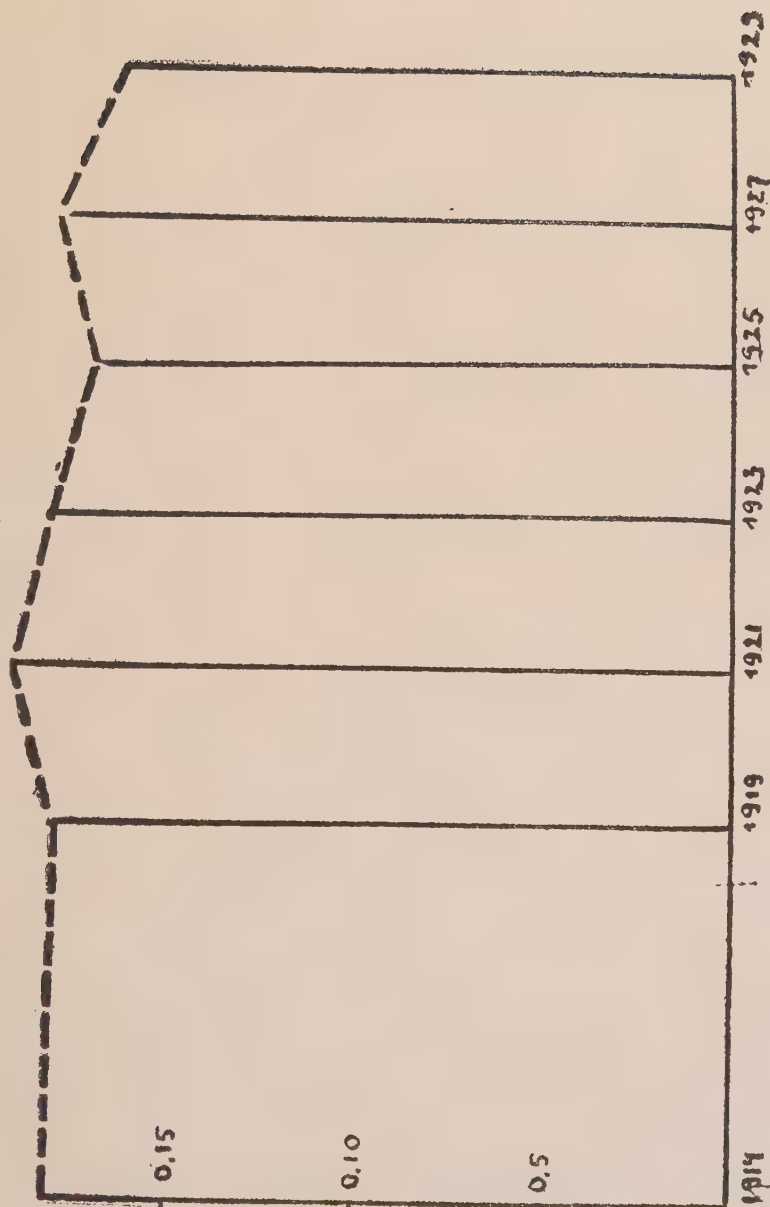
Il semble donc que les exceptions que nous avons notées dans l'évolution de la part des salaires puissent toutes s'expliquer par des circonstances spéciales que laissait déjà entrevoir la composition actuelle du coût de production des entreprises. Si l'étude de l'évolution du coût de production ne nous permet pas dès maintenant de déceler quelle est sa loi, la cause en est, non à des exceptions particulières, mais à l'irrégularité et à la lenteur générale qui la caractérise.

Evolution du montant global des salaires et de la valeur des produits aux Etats-Unis de 1914 à 1929 (1)



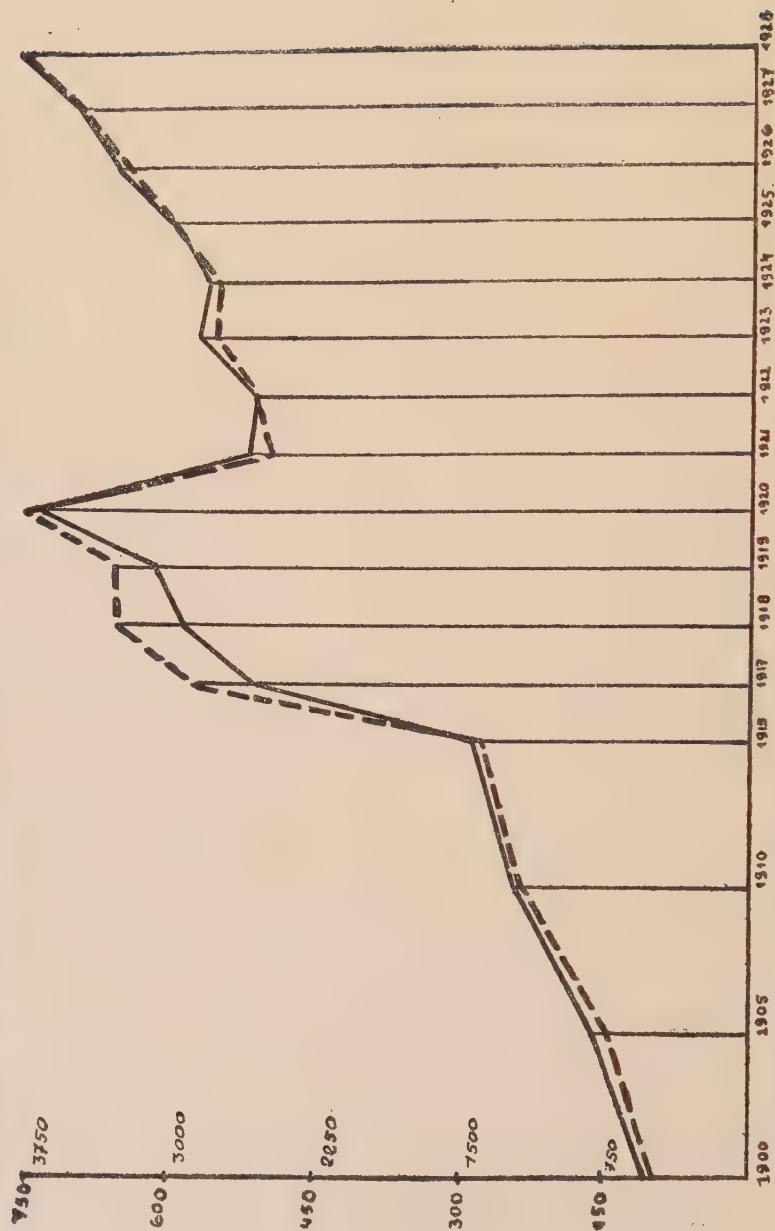
(1) L'échelle de la courbe des salaires (en traits plein) est 5 fois plus grande que celle de la

Evolution du montant global des salaires par rapport à la valeur des produits aux Etats-Unis de 1914 à 1929 (1)



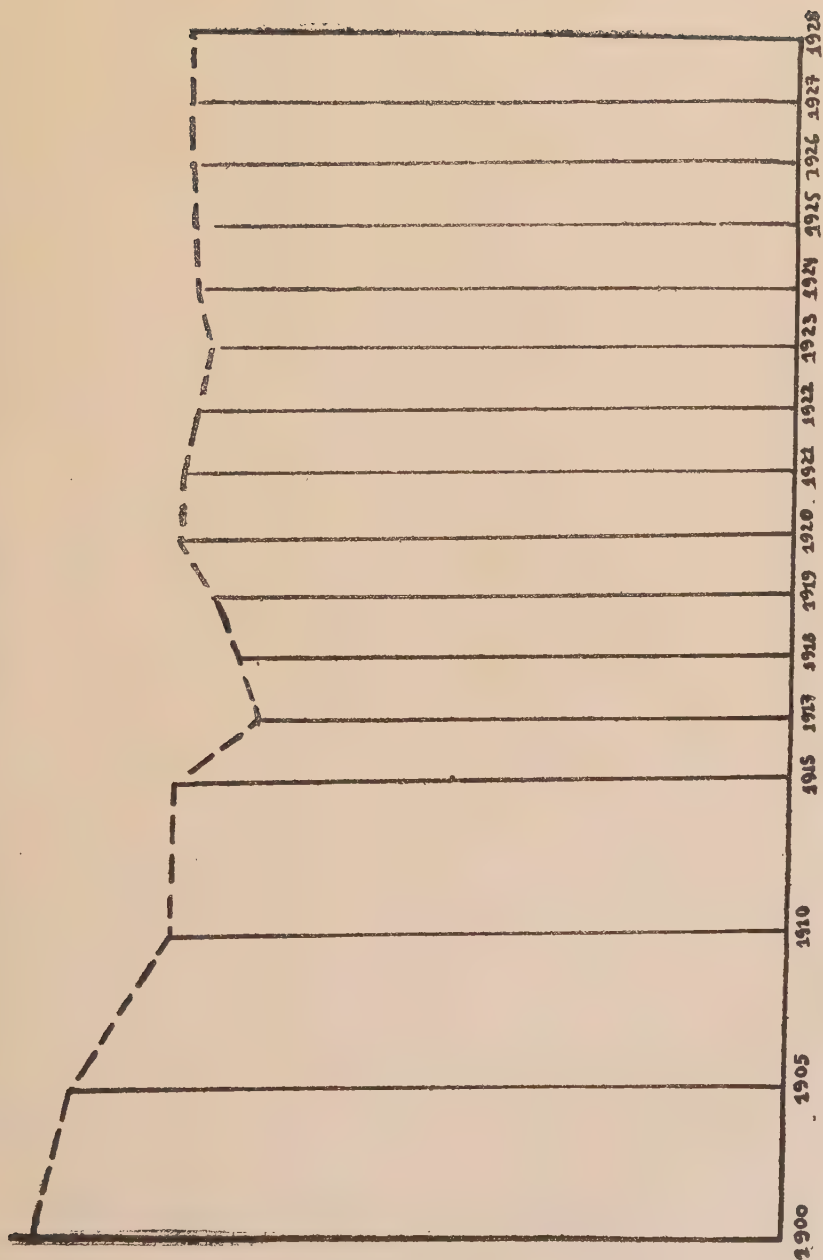
(1) Cette courbe est le rapport des courbes figurant ci-contre, rapportées à la même échelle.

Evolution du montant global des salaires et de la valeur des produits au Canada de 1900 à 1908 (1)



(1) L'échelle de la courbe des salaires (en trait plein) est 5 fois plus grande que celle de la valeur des produits (en pointillés).

*Evolution du montant global des Salaires par rapport à la valeur des produits au Canada
de 1900 à 1928 (1)*



(1) Cette courbe est le rapport des courbes figurant ci-contre, rapportées à la même échelle.

TROISIEME PARTIE

LA LOI DE MARX ET L'EVOLUTION DU COUT
DE PRODUCTION

CHAPITRE I. — L'AUGMENTATION RELATIVE
DU CAPITAL CONSTANT EST-ELLE TEMPORAIRE ?

CHAPITRE II. — LA LOI DE MARX *et* L'EVOLUTION ECONOMIQUE

CHAPITRE III. — LES REMÈDES A LA CRISE
ET LA COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

CHAPITRE I

L'AUGMENTATION RELATIVE DU CAPITAL CONSTANT EST-ELLE TEMPORAIRE ?

§ 1

Les fluctuations économiques à longue durée et l'évolution du coût de production

Avant de montrer la concordance des thèses de Marx avec l'évolution économique, il faut réfuter les doctrines qui prétendent que l'augmentation du capital constant est temporaire.

Pour certains économistes, l'augmentation du capital constant est la conséquence de l'évolution monétaire. M. Simiand invoque pour expliquer l'évolution du coût de production les fluctuations économiques à longue durée. D'après lui : « tous les grands ordres de faits économiques (et même certains non économiques), atteints dans les cadres étudiés qui sont cadres de l'évolution économique la plus avancée, présentent *un développement par phases longues, interdécennales, alternatives*, disons pour

ne rien négliger phase A, phase B, *différemment définies* parfois *selon les ordres de faits*, mais semblablement opposées en répétitions alternées (1). Elles se correspondraient en gros quant aux dates et quant à l'alternance des caractères propres.

D'autre part M. Simiand estime qu'une variation dans le taux d'augmentation des moyens monétaires et par suite dans le mouvement général des prix précède et provoque l'une ou l'autre phase.

En même temps, les éléments du coût de production et des prix passeraient par des « alternances de décompression et expansion en phases A et de ressèremement en phases B. Notamment et d'abord, la part du coût qui correspond au travail d'exécution, au travail ouvrier disons en propre le coût de la *main-d'œuvre* (par opération, par unité produite) se montre, en phases A augmenter, non pas peut-être tout de suite, mais nettement dans l'ensemble, et plus même que le salaire-gain (par ouvrier et par unité de temps), mais toujours cependant moins que le prix du produit. Par contre en phases B, il se rabaisse sinon tout de suite, du moins et de façon croissante sur l'ensemble de la phase, mais beaucoup plus que le salaire-gain (lequel se maintient ou baisse peu et beaucoup moins que le prix du produit) » (2). Ce résultat serait provoqué par une utilisation plus économique

(1) F. SIMIAND : *Les fluctuations économiques à longue périodes et la crise mondiale*. Alcan, 1932, p. 33.

(2) François SIMIAND : *Op. cit.*, page 26.

de la main-d'œuvre et en recourant de plus en plus aux agents mécaniques.

A partir de 1929, l'on constaterait le passage de la phase A à la phase B. Depuis cette date se produirait l'augmentation relative du capital variable. Au contraire, lors des années précédentes, on devrait remarquer auparavant une augmentation relative du capital constant.

Ces explications sont étayées par l'étude historique d'un nombre considérable de faits que M. Simiand a réunis en plusieurs volumes et illustrés par des diagrammes (1). Le rôle des fluctuations économiques à longue durée n'est pas niable. Que les périodes A et B se définissent dans l'ensemble, comme l'expose M. Simiand, on ne le conteste pas. Mais il reste que des facteurs différents peuvent intervenir, dans la vie économique, d'autres influences s'allier à celles indiquées par M. Simiand. Remarquons que les statistiques n'établissent pas que la part des salaires dans le coût de production ait toujours présenté, pendant certaines périodes, des mouvements de longue durée en faveur de la hausse. Lors de la baisse de longue durée des prix qu'on constate de 1873 à 1896, les chiffres officiels donnés par les annuaires des Etats-Unis ne confirment pas les vues de M. Simiand. Sans doute éviterions-nous d'arguer de chiffres précédant 1900 difficiles à vérifier, s'ils ne présentaient un même degré de certitude que ceux réunis par M. Simiand dans

(1) SIMIAND : *Les salaires; L'Evolution sociale et la monnaie*, consulter les diagrammes du 3^e volume.

son étude; nous pouvons donc lui objecter.

Voici l'évolution des salaires aux Etats-Unis pendant la période 1869-1919 :

Années	Total	Valeur des Produits	Pourcentage
1869	620	2.386	0,185
1899	2.321	13.010	0,178
1919	10.462	12.192	0,168

Pour la période de baisse des prix la plus récente, où l'on aurait dû assister à une augmentation relative du capital variable, on constate au contraire aux Etats-Unis une diminution relative de la part des salaires. La variation de la part des salaires pendant les périodes antérieures ne peut se calculer directement, les statistiques manquent, et M. Simiand ne peut émettre que des hypothèses. On ne saurait donc affirmer que les fluctuations économiques à longue durée ont une influence prépondérante, exclusive sur la composition du coût de production.

On présente aussi des objections d'ordre théorique aux observations de M. Simiand. Quand ce dernier invoque le développement historique, il paraît se faire de la notion de temps une idée contestable. Le monde économique se transforme actuellement à une allure beaucoup plus rapide qu'autrefois. M. Simiand prétend en vain que la rationalisation ne présente aucun élément nouveau : « *en fait*, déclare-t-il en nos phases B antérieures, c'est sous différence de détail ou dans le degré, mais en exacte analogie de formation, de déroulement et de conséquence,

ce processus qui a fonctionné. (1) L'élément nouveau c'est précisément que, dans l'espace d'une année, *l'augmentation proportionnelle* des quantités produites est peut-être égale à cinq fois celle qui se constatait il y a cinquante ans. Quelle analogie établir entre l'évolution actuelle des institutions capitalistes, et celle qui eut lieu à son début ou dans la phase précapitaliste ? (2) Quelle conclusion scientifique peut-on tirer d'une comparaison entre deux développements différents ?

C'est là, semble-t-il, que l'explication de M. Simiand se révèle la plus critiquable, elle ne permet pas de définir les causes de l'accroissement ou du ralentissement du progrès technique. On admet difficilement que des raisons purement monétaires aient contribué au cours du XVIII^e siècle à changer les formes de l'industrie. Le fait capital est aujourd'hui le progrès technique qui ne saurait s'expliquer intégralement avec des considérations monétaires (3). Et il est nécessaire d'aller au-delà, de

(1) SIMIAND : *Op. cit.*, page 98.

(2) Cette observation paraît d'autant plus fondée que dans tous les domaines on constate la même transformation. Le mouvement des idées est aussi plus rapide depuis le XIX^e siècle où se sont succédés : romantisme, Parnasse, naturalisme, symbolisme, littérature de l'inconscient, etc.

(3) La doctrine américaine de l'économie dirigée n'a pu éviter la crise. Mais n'insistons pas sur cet argument puisque M. SIMIAND admet que la volonté humaine ne peut aller contre les fluctuations économiques à longue durée.

s'attacher à l'étude réelle de la production et de la consommation.

§ 2

Des causes accidentelles expliquent-elles l'évolution de la composition organique du capital ?

D'après les économistes qui se rattachent à l'école libérale, l'évolution du coût de production ne peut se séparer des grands événements de l'époque actuelle, ni de la politique des pouvoirs publics. Ces économistes ne nient pas qu'avec le développement du capitalisme, la part des salaires dans le coût de production puisse baisser. Mais cette évolution est très lente et va de pair avec le développement de la richesse (1), elle suppose un accroissement des salaires en valeur réelle. Rien de tel, déclarent ces économistes, dans la brusque transformation qui s'est opérée à la suite de la guerre.

Les libéraux prétendent qu'un régime de liberté économique évite de telles transformations. Quand tous les facteurs de la production participent au produit en libre concurrence, quand la détermination du taux des salaires

(1) Cf. RUEFF : *L'assurance chômage, cause du chômage permanent* (Revue d'Economie Politique).

est indépendante de toute intervention, les ouvriers congédiés à la suite de progrès techniques se trouveraient automatiquement réintégrés. L'augmentation des quantités produites, aboutit en effet à la baisse des prix de revient et crée donc de nouveaux besoins. La concurrence entre les ouvriers provoque la baisse des salaires jusqu'aux taux qui permet leur nouvel emploi

Elle suffit à empêcher une trop considérable augmentation du capital constant par rapport au capital variable : lorsque surgit une trop forte différence dans leur évolution respective, une crise survient et détruit le capital constant en excédent. Si on laisse jouer la concurrence, les crises ne présentent pas le caractère de gravité de la dépression actuelle.

La guerre est la première cause qui a contribué au déséquilibre. Mentionnons l'énorme augmentation de la consommation (engins de guerre) et les réparations accomplies au lendemain des hostilités.

La guerre a stimulé indirectement la production par les troubles monétaires qu'elle a engendrés. La dépréciation monétaire a supprimé sans contre-partie, la dette obligatoire des industries. Non seulement leurs charges étaient réduites, mais elles bénéficiaient d'une prime à l'exportation. Aussi poursuivirent-elles une politique d'expansion (l'Allemagne).

La production bénéficiait ainsi de débouchés exceptionnels, mais qui ne pouvaient subsister indéfiniment. Et c'est là que les libéraux incriminent l'attitude des pou-

voirs publics. Ceux-ci se sont efforcés de toute manière d'éviter la liquidation inévitable.

Ils insufflèrent des crédits à l'organisme économique : aux Etats-Unis surtout, où l'on émit la théorie de la monnaie dirigée. On crut pouvoir assurer aux Etats-Unis le développement continu de la prospérité industrielle en calculant le taux de l'escompte d'après le niveau des prix. En fait, les banques fédérales de réserve facilitèrent la production, en réduisant le plus possible le taux de l'escompte.

Dans le domaine économique, on n'a pas laissé la production et la consommation s'adapter l'une à l'autre. On a secouru les industries qui rencontraient des difficultés, alors qu'il fallait souhaiter la disparition des établissements moins bien armés dans la lutte économique. Le capital constant en excédant disparaissait, d'où retour à l'équilibre

De même la législation sociale a fixé artificiellement le taux des salaires. On a empêché les industriels de réembaucher les chômeurs, ceux-ci réclamant des salaires que ne permettent pas encore les conditions économiques. Les économistes libéraux visent surtout l'assurance chômage telle qu'elle existe en Angleterre et en Allemagne. Dans son article sur « l'assurance chômage, cause du chômage permanent » M. Rueff prétend qu'il existe une loi du chômage. Le nombre des chômeurs dans un pays serait inversement proportionnel au taux des salaires rapportés au coût de production. On devrait donc éviter de fixer

arbitrairement la part des salaires par la création de l'assurance chômage qui empêche les industriels d'adapter leurs prix de revient aux conditions de la concurrence (1).

M. Giscard d'Estaing dans un article paru dans « l'Information » généralise ce point de vue et déclare que la réduction du taux nominal des salaires et des traitements doit suivre la baisse des prix si l'on veut revenir à un état économique sain : « La recherche d'un équilibre économique qui est évidemment en perpétuelle variation, nécessite des adaptations industrielles, des amortissements de capitaux et des déplacements de main-d'œuvre qui sont régis par la comparaison des mouvements de prix avec l'efficacité du travail, telle que l'exprime le prix de revient industriel ou agricole. A partir de l'instant où un élément (et un seul), se trouve artificiellement figé à une valeur nominale déterminée, il se produit une paralysie partielle de l'organisme économique que l'on pourrait presque dire *hémiplégique*. En particulier, tout mouvement de compression du coût de la vie se heurte à un buttoir massif : lorsque entre le salaire réel (qui résulte de la comparaison entre le salaire nominal et le pouvoir d'achat de la monnaie croissant avec la baisse des prix) et l'allocation de chômage se trouve exister un certain rapport psychologiquement déterminable, l'industrie plutôt que de continuer ses progrès d'abaissement de prix avec diminution nominale et parallèle des salaires, se trouve bloquée. A partir de cet instant, l'industrie déverse automatiquement et implacablement vers le chômage

l'ouvrier, à qui une législation aveugle l'empêche de fournir le travail dont, sans cela, elle disposerait pour lui ».

M. Giscard d'Estaing étend alors cette notion à tous les domaines et déclare en particulier très regrettable la fixité du taux nominal des traitements des fonctionnaires : « le fait que l'on a étendu le relèvement du taux minimum des traitements à la foule énorme des ouvriers d'industrie que sont les employés de chemins de fer constitue une digue analogue, quoique moins forte, à celle de la « dole » pour la Grande-Bretagne ».

Il semble que, ni les faits, ni la théorie, ne permettent de se rallier à ces prévisions mécanistes. L'augmentation des débouchés s'oppose généralement à l'augmentation rapide du capital constant. En effet, c'est toujours dans le cas où nous avons constaté une augmentation des débouchés, que s'est produite une augmentation du capital variable par rapport au capital constant.

Mais alors on aurait dû au moins constater, aux Etats-Unis, de 1923 à 1927, la stabilité du capital variable. C'est à cette époque seulement, que les Américains adoptent deux pratiques nouvelles qui permettent une augmentation de débouchés : le crédit à la consommation et les hauts salaires. Malgré ces pratiques, jamais le capital variable n'a diminué aussi sensiblement qu'à cette époque.

On en conclut que la baisse des débouchés ne date pas de l'échec du crédit à la consommation et des hauts

salaires, mais au contraire que le crédit à la consommation et les hauts salaires ont été institués aux Etats-Unis pour remédier à une baisse préalable des débouchés.

Cette baisse préalable des débouchés ne peut s'expliquer par des causes accidentelles. Or dans les arguments qu'apportent les économistes de l'Ecole libérale, rien ne permet d'assurer que cette baisse ne résulte pas du jeu normal du régime.

La concurrence pousse de plus en plus les capitalistes à accroître les progrès techniques, et la baisse des prix ne tend pas à rétablir l'équilibre aussi rapidement, c'est un fait que les libéraux ne peuvent nier, et dont ils ne tiennent pas compte.

L'expérience le prouve : l'évolution capitaliste modifie peu à peu l'importance relative des deux effets de la concurrence ; le caractère du progrès technique se transforme. Lors des crises précédentes, on avait pu trouver sa cause dans une invention nouvelle. Comme le rappelle M. Lesclapart dans son livre sur les crises périodiques de surproduction, la construction des chemins de fer est à la racine même des crises de 1847, 1857, 1866, 1873. A cette époque le perfectionnement technique était lié à l'invention. Au contraire, depuis ces dernières années, la technique progresse, sans que l'invention en soit la cause principale. Les inventions sont plus rares qu'au XIX^e siècle. Et la rationalisation qui caractérise la période 1921-1930 n'est pas le résultat d'une découverte, mais l'ap-

plication de nouvelles méthodes à la production (1).

Il est d'ailleurs de plus en plus malaisé de laisser le jeu des lois économiques s'exercer librement. Les libéraux reconnaissent eux-mêmes la difficulté de rétablir la stricte action de la concurrence dans tous les domaines. Les théories de M. Rueff peuvent paraître évidentes, mais leur application aboutirait à priver, pour un temps, des millions d'hommes de leurs moyens d'existence. Or, ces hommes ont peut-être, ainsi que l'a soutenu M. Noyelle, (2) un droit à l'assurance sociale. La « nécessité sociale » s'opposerait de plus à la stricte application des lois économiques : en quittant le terrain du droit pour considérer la politique quotidienne, on peut estimer que le refus d'accorder une indemnité aux chômeurs serait susceptible d'entraîner de graves désordres sociaux. On est donc obligé de secourir temporairement les souffrances que provoque l'évolution du capitalisme et le libre jeu des lois économiques n'est plus assuré.

(1) On reproche ici aux auteurs de « *La fin du Capitalisme* » de ne pas avoir suffisamment distingué invention et perfectionnement technique. Seul le perfectionnement technique présente une influence sur la production. Il importe peu que les inventions soit plus rare actuellement, si les applications techniques deviennent plus nombreuses. Le résultat frappe moins l'imagination, mais, du point de vue économique, se traduit toujours par une augmentation des achats de machines.

(2) NOYELLE. *Le Droit des chômeurs et la Loi Economique*. *Revue Economique Internationale*, mai 1932.

§ 3

L'explication marxiste

L'évolution du coût de production ne constitue pas un phénomène accidentel, mais au contraire une conséquence inéluctable du régime actuel de la concurrence.

L'étude impartiale des phénomènes actuels vérifie, sauf circonstances exceptionnelles soulignées par Marx même, les prévisions marxistes concernant l'évolution de la part des salaires.

Il est vrai que divers pronostics de Marx se sont trouvés démentis par les faits, alors qu'ils semblaient en relation étroite avec la loi sur la composition organique du capital : Marx a pu prétendre que le taux des salaires réels avait tendance à baisser, alors qu'actuellement il est beaucoup plus élevé qu'autrefois. Il est indéniable également que le nombre d'heures de travail a décru sensiblement depuis la parution du « Capital », encore que l'intensité actuelle du travail ait compensé amplement la diminution des heures de travail. On ne saurait à cet égard sous estimer le rôle de l'action syndicale dont Marx a préconisé l'élargissement. A cette action est due l'amélioration actuelle du sort de la classe ouvrière.

Marx a prétendu que les salaires devaient fatalement diminuer et le travail devenir plus épuisant tant que la loi capitaliste de la concurrence serait respectée ; or, nous avons vu que sur ce terrain l'action gouvernementale s'était opposée à son libre jeu. Puisque les éléments du coût de production ont pu se modifier sous l'action de forces extra économiques sans démentir les prévisions marxistes dans leur ensemble, la seule conclusion à en tirer est qu'au contraire la loi de Marx est vérifiée. Elle a surmonté les facteurs antagonistes qui s'opposaient à son développement.

Il est vrai aussi que l'augmentation du capital constant n'est pas régulière. Mais Marx l'avait liée à l'action de la concurrence, et il est indéniable que la limitation du travail n'est pas la seule restriction apportée à la concurrence au cours du XIX^e siècle. De grands efforts ont été tentés pour y remédier dans d'autres domaines. Le régime capitaliste ne permettait pas qu'ils fussent couronnés de succès d'une manière durable. Dès qu'une mesure se révélait insuffisante, la loi de Marx se manifestait à nouveau. L'échec final de la politique capitaliste montre pourquoi l'évolution du coût de production s'est précipitée depuis 10 ans.

C'est la thèse marxiste que les technocrates (1) reprennent actuellement. Eux aussi admettent que le progrès technique est trop rapide pour que le régime puisse

(1) Nous reviendrons sur le mouvement technocratique.

subsister. Depuis 10 ans, les perfectionnements industriels aboutiraient à diminuer le nombre des travailleurs et à réembaucher un nombre d'ouvriers moins élevé contrairement aux faits constatés pendant les périodes précédentes.

Notons toutefois que leurs exemples sont très contestables. Ils prétendent par exemple que, « dans l'agriculture, un homme peut faire en une heure ce qu'il ne pouvait accomplir qu'en 3.000 heures en 1840 ». Comme M. Van Deventer le remarque dans « l'Iron Age » du 1 Décembre 1932, cette affirmation est sans fondement, en réalité au Sud des Etats-Unis le coton est souvent récolté suivant des procédés identiques à ceux employés en 1840.

Il ne convient pas, d'autre part, d'expliquer l'évolution du capital constant exclusivement par des causes techniques et de séparer le progrès technique de l'action de la concurrence. Le mouvement technocratique attribue le chômage actuel aux transformations de la technique. Mais si le progrès technique a pris depuis 10 ans de telles proportions, c'est précisément qu'à partir de cette date la concurrence est devenue plus âpre dans tous les pays. Il n'est pas en lui-même la cause du chômage et se produit pour répondre aux difficultés que rencontrent les entreprises.

Là encore, nous donnerons l'argument que, depuis 1920, on n'a découvert aucune méthode nouvelle, la rationalisation n'est que la généralisation de méthodes

qui, techniquement, auraient pu être appliquées plus tôt si les circonstances économiques y avaient été favorables.

La vérification de la loi de Marx doit être complétée par l'exposé des tendances qui ont tenté de s'opposer à son libre jeu, on ne saurait en séparer l'évolution économique et l'étude des crises.

CHAPITRE II

LA LOI DE MARX ET L'EVOLUTION ECONOMIQUE (Modifications des formes actuelles de la concurrence, les crises)

§ 1

La modification des formes de la concurrence

Si l'on admet la loi de Marx, on suppose aussi que toute variation du régime de la concurrence peut altérer son développement régulier et être adoptée pour réfréner le développement normal des institutions capitalistes.

Nous n'alléguons pas toutes les mesures prises par l'Etat afin de restreindre la concurrence, notamment les restrictions à la concurrence qui résultent de l'extension des monopoles d'Etat et ne visent que certaines catégories d'entreprises. Le souci des intérêts généraux guide l'Etat dans le choix des industries dont il

s'assure le monopole : « C'est surtout en matière d'exploitation des voies ferrées que le système de la régie par l'Etat a pris une extension considérable... à vrai dire des raisons d'ordre stratégique, politique et financière ont été bien souvent les raisons déterminantes de cette politique. Il n'en est pas moins vrai que l'Etat s'est proposé en même temps d'améliorer le service, sans se laisser arrêter, comme une compagnie privée, par le souci des dividendes, il a voulu disposer des tarifs dans un intérêt général et protéger le public contre des prix de monopole ou de tarifs différentiels, altérant les conditions de la concurrence. A l'heure actuelle, en dehors de l'Angleterre et des Etats-Unis qui ont établi un contrôle rigoureux sur l'exploitation des compagnies, on ne rencontre guère l'exploitation par l'industrie privée que dans les pays pauvres, qui sont obligés de remettre à des capitalistes étrangers la construction de leurs réseaux » (1).

L'Etat moderne n'est pas seulement industriel, exploitant de mines, banquier, il devient assureur depuis la création des assurances sociales dans la plupart des pays modernes. En France la Caisse des Dépôts et Consignations gère un portefeuille considérable depuis la loi sur les assurances sociales (2).

(1) BOURGUIN : *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, page 293.

(2) La Caisse des dépôts gère d'autres ressources plus importantes.

Parallèlement à cette évolution du rôle de l'Etat les attributions des communes dans la vie économique se sont étendues et diversifiées et cela, de la manière la plus nette, dès le début du XX^e siècle : « Les exploitations municipales les plus nombreuses concernent des services qui tournent naturellement au monopole, ce sont en effet des services qui empruntent le sol de la voie publique, eau, gaz, lumière électrique, tramways. Aujourd'hui beaucoup de villes, surtout parmi les plus importantes, étendent le domaine municipal dans cette direction, elles rachètent des concessions faites à des compagnies privées, ou bien elles exécutent elles-mêmes des ouvrages pour les exploiter en régie » (1). Enfin les municipalités interviennent de plus en plus fréquemment pour répandre l'hygiène publique. Il ne suffit plus de raser des quartiers malsains, elles se préoccupent d'édifier des logements modernes.

Les exploitations publiques ne suppriment pas toute concurrence dès leur création. Le monopole autorise la production de produits similaires, et ne peut toujours s'opposer à la concurrence étrangère. Beaucoup plus graves de conséquences apparaissent les mesures qui ont tendu à limiter la concurrence d'une manière plus générale et n'ont pas présenté dans leur application la même régularité.

(1) BOURGUIN : *Op. cit.*

Depuis le début du XIX^e siècle, les pouvoirs publics ont constamment accru les droits de douane tenant à soustraire aux compétitions internationales certaines branches de la production. Les industries privées parviennent souvent à elles seules à supprimer toute concurrence : certains trusts américains ou allemands contrôlent le marché intérieur où s'entendent dans tous les cas pour atténuer les abus de la concurrence. Les ententes nationales ou internationales entre producteurs aboutissent souvent à une restriction de la production des principaux adhérents.

Enfin, après avoir limité la concurrence, on s'est naturellement efforcé d'accroître la consommation. Les nations européennes se sont assurées par la colonisation des débouchés extérieurs. L'Amérique qui travaille surtout pour le marché intérieur a cherché davantage l'accroissement de la consommation nationale, elle a pensé y parvenir par la pratique du crédit à la consommation et l'élévation des salaires (les hauts salaires).

D'après le texte même de la loi de Marx, les variations de la concurrence ne sauraient être sans rapport avec l'évolution du coût de production et c'est ce que nous allons suivre dans le détail.

§ 2

**Les efforts pour limiter la concurrence
Protectionnisme et ententes entre producteurs**

Une forte taxation douanière est la plus simple méthode pour éviter la concurrence étrangère. Les industries étrangères sont déjà défavorisées lorsqu'elles se trouvent éloignées des lieux de vente. Une taxation à l'entrée du pays doit achever de garantir la production nationale.

Depuis la fin des hostilités le protectionisme a pris une grande extension. Tout d'abord on constate l'augmentation incessante des tarifs douaniers aussi bien en Europe qu'en Amérique. De plus à cette augmentation de tarifs se superpose la multiplication des barrières douanières en raison du traité de paix. Sans cesse, pour satisfaire les exigences de producteurs, on augmente les droits de douane qui sont ainsi sujets à de constantes fluctuations.

D'autre part, on recourt à d'autres procédés, on établit maintenant des contingents sur les exportations étrangères, et certains pays entravent aussi ces dernières par des mesures administratives.

C'est dire que le protectionisme n'est plus justifiable par une discrimination entre les produits protégés, et qu'il est difficile de faire une théorie des systèmes de protectionisme actuels. Comme le constate M. Manoïlesco (1) leur explication générale n'est pas encore édifiée. La recrudescence actuelle du protectionnisme est seulement une satisfaction donnée aux doléances irréfléchies des producteurs.

En même temps que l'on constatait l'accroissement des tarifs douaniers, les ententes entre producteurs ont perdu leur caractère national pour s'élargir et devenir internationales.

C'est principalement sous la forme de cartels internationaux que les ententes entre producteurs sont conclues. Il en existait déjà avant guerre, par exemple le cartel du rail conclu en 1904 entre les grandes industries allemandes, belges, françaises et anglaises et qui s'étendit ensuite à l'autres pays, le cartel des ampoules électriques, celui de la verrerie, le trust fondé par Pierpont Morgan qui contrôla le trafic maritime entre l'Europe et le nouveau monde, etc... Mais depuis la guerre, les ententes internationales se sont multipliées et leur caractère s'est modifié. Il s'agit maintenant d'ententes recommandées par la Société des Nations et jouissant de la protection gouvernementale (cartel franco-allemand de la potasse et surtout cartel général de l'acier conclu en 1926 entre

Cf. MANOÏLESQO. Théorie du Protectionnisme et de l'Echange International, Paris, 1929.

producteurs français, allemands, belges et luxembourgeois). Ces ententes sont maintenant fréquentes entre fabricants de matières premières et de produits semi-ouvrés (1).

Ces mesures sur lesquelles on comptait pour entraver la concurrence n'ont abouti en fin de compte qu'à l'aggraver et surtout à accentuer ses effets.

Le protectionisme ne pouvait présenter qu'un intérêt temporaire. S'il soustrait les industries nationales à la concurrence, il entrave les exportations par les mesures de rétorsion qu'il provoque.

Les ententes nationales et internationales ont parfois abouti à un véritable monopole. Il existe des monopoles privés que facilitent des causes naturelles, par exemple l'exploitation de certaines industries quand les sources de production sont restreintes (pétrole). Mais ces causes strictement définies ne sont pas les seules. Une autre forme de monopole prend son origine de la puissance du capital et suppose un seul groupement qui contrôle une branche entière de la production.

Quand elles parviennent ainsi à constituer un monopole, les ententes entre producteurs se trouvent favorisées par une législation protectrice permettant aux cartels et trusts de devenir plus facilement maîtres du marché intérieur. Mais on ne saurait attribuer à l'existence de droits de douane une influence prépondé-

(1) Cf. PERREAU : *Traité d'économie politique*.

rante, puisque les hauts prix provoquent l'apparition de nouvelles entreprises concurrentes. Les ententes sont d'ailleurs répandues non seulement aux Etats-Unis et en Allemagne, mais aussi en Angleterre.

Il faut tout d'abord remarquer que la concurrence n'est pas supprimée à l'intérieur de l'entreprise, dans le cas du cartel. La concurrence ne porte plus sur le prix de vente mais elle s'exerce encore sur la quantité des produits « un supplément de commandes étant seul susceptible de provoquer dans l'avenir un supplément du contingent relatif de production attribué aux divers établissements » (1). Enfin chacun des membres du cartel a intérêt à baisser son prix de revient, le principe d'émulations subsiste donc entre les concurrents. Quant aux membres d'un trust, ils doivent produire à bas prix pour décourager d'éventuels concurrents.

Les ententes qui ne réunissent par un nombre suffisant d'adhérents ne contrôlent pas tout le marché. Elles ne suppriment pas la concurrence extérieure au groupement et atténuent seulement les compétitions entre membres de l'entente.

Quand ces groupements puissants entrent en rivalité, on aboutit à des compétitions plus violentes qu'auparavant, les ententes n'hésitent pas souvent assurer leur triomphe par leur recours au *dumping*.

(1) PERREAU. *Op. cit.*, page 188.

Cette nouvelle organisation industrielle a pu présenter quelques effets favorables. Sans doute les cartels et les trusts ont-ils parfois contribué à maintenir la stabilité des prix. Comme le note M. Perreau « en ce qui concerne particulièrement le pétrole, la baisse des prix due à des causes naturelles, notamment à l'essor rapide pris par l'industrie extractive eut été plus considérable encore si les trusts n'étaient pas intervenus pour restreindre la concurrence » (1).

Enfin « l'expérience nous enseigne que, dans les pays où les ententes se sont le plus développées, la situation des travailleurs est loin d'en avoir souffert au moins matériellement. Aux Etats-Unis, par exemple, les salaires sont beaucoup plus élevés dans les industries concentrées, perfectionnées et rationalisées. C'est d'ailleurs chose très compréhensible. D'une part les entreprises concentrées, occupant une masse énorme de travailleurs, sont amenées à prêter à la psychologie ouvrière et aux stimulants du travail ouvrier, une attention autrefois inconnue. Le cadre d'exécution du travail, sa durée, le taux de sa rémunération font l'objet d'études scientifiques qui démontrent que l'abréviation de l'une et l'élévation de l'autre constituent de précieux facteurs de rendement. D'autre part, la grande entreprise à forme sociétaire, au capital anonyme, se prête mieux que l'entreprise purement individuelle à la participation du personnel, à l'amélioration du bien-être ouvrier, sinon à sa gestion

(1) PERREAU. *Op. cit.*, page 195.

même. La création d'un corps spécial d'agents de maîtrise et d'ingénieurs sociaux est caractéristique de cette tendance. » (1)

Faisant allusion plus spécialement aux ententes internationales, M. Oualid écrit : « n'ayant plus à redouter la concurrence étrangère au rabais, celle du travail moins qualifié et sous-rémunéré, l'entrepreneur ne sera plus incité à comprimer sans cesse son prix de revient et son élément de moindre résistance, le salaire ».

Il faut revenir sur cette dernière affirmation. Sans doute, la grande entreprise favorise souvent l'élévation des salaires. Mais c'est surtout par le développement des progrès techniques. Il est certain que la rationalisation s'opère plus facilement dans une grande entreprise : « dans une grande fabrique de produits chimiques, la rationalisation a donné une augmentation de rendement d'environ 200 % avec pour conséquence naturelle la réduction du personnel au tiers sans diminution du volume absolu de la production. » Les ententes internationales entre producteurs n'ont pu que développer cette tendance et suivant l'expression de M. Oualid « l'entente internationale n'est au total que la *rationalisation internationalisée* ».

Les ententes internationales entre producteurs semblaient destinées, pendant les années qui ont suivi la

(1) W. OUALID. *Les ententes industrielles internationales et leurs conséquences sociales* (Commission Préparatoire de la Conférence Economique Internationale). 1926.

guerre, à remédier aux abus de la concurrence internationale. La conclusion d'accords entre industriels français et allemands démontrait leur opportunité, quelles que soient les difficultés politiques qui s'élèvent entre les peuples. Elle n'a pas cependant réussi à empêcher l'apparition de la crise. Et par suite de la crise plusieurs ententes entre producteurs ont été dénoncées et les industries se sont efforcées de recouvrer leur pleine liberté d'action.

En réalité, les mesures prises pour limiter la concurrence ne pouvaient subsister côte à côte : le protectionisme tend à organiser une économie nationale et à diminuer les transactions internationales; les ententes internationales entre producteurs supposent au contraire une collaboration entre les entreprises concurrentes. Frappées ainsi d'impuissance ces mesures se contrariaient. Sous l'influence de circonstances l'une était préconisée au lieu de l'autre et aucune œuvre rationnelle n'a pu se poursuivre.

§ 3

Efforts pour accroître les débouchés

Les efforts pour accroître les débouchés ont été aussi généraux que ceux tendant à limiter la concurrence, mais ont pris un aspect différent en Europe et en Amé-

rique. Les nations occidentales ont cherché et depuis longtemps, l'accroissement des débouchés extérieurs. Sans doute à ses débuts, la colonisation ne l'a guère favorisé. Mais dès la création des grandes compagnies se sont développées les relations commerciales entre colonie et métropole; elles aboutirent à leur donner un pouvoir d'achat et en faire des clients de la métropole. La métropole y envoyait l'excédent inutilisable de sa population qui pourrait y trouver du travail et devenir par suite un acheteur. Les entreprises européennes expédiaient leurs produits fabriqués (d'abord des produits de consommation, plus tard des machines) les pays neufs en échange envoyaient aux pays européens des produits alimentaires et des métaux précieux (1).

Ainsi les pays européens purent transformer leur économie en remplaçant l'agriculture par l'industrie; progressivement l'Angleterre, puis la France, et l'Allemagne s'industrialisèrent.

Mais, de notre point de vue, importe surtout le profit commercial que donnent aux capitalistes les exploitations coloniales. Les affaires se traitent dans les pays anciens, l'Angleterre est l'entrepôt des matières premières expédiées des colonies. Ses bénéfices com-

(1) Lire LAURAT qui dans *L'accumulation du capital d'après Rosa Luxembourg* expose les thèses de ROSA LUXEMBOURG : les milieux capitalistes se développent seulement grâce à leurs relations avec les milieux non capitalistes.

merciaux permettent à la Grande Bretagne de conserver son équilibre économique malgré les difficultés nombreuses de son industrie défailante. Si la Grande Bretagne ne subsistait que grâce à ses exportations, ses entreprises seraient obligées de réduire leur prix de revient, donc d'augmenter leur capital constant.

Le profit commercial que retirent les pays anciens du commerce international explique comment, à partir de 1850, les pays européens ont échappé aux conséquences du développement industriel.

Mais, peu à peu, se sont amenuisés les avantages que retirait l'Europe de ses exploitations coloniales. La mise en valeur des pays neufs exigeait l'investissement des capitaux européens dans les régions nouvelles, et en retour le versement d'arrérages. La balance des comptes des pays neufs devint créditrice. Ceux-ci se mirent donc à s'industrialiser, et en même temps concurrencèrent victorieusement les nations européennes qui perdirent les débouchés que les colonies leur avaient assurés pour un temps.

Le profit commercial qu'elles tiraient de la vente des produits coloniaux sont aussi affaiblis à mesure que l'organisation des pays neufs se perfectionne et ne compense plus la baisse du profit industriel.

Il ne reste donc aux capitalistes qu'à s'efforcer sans cesse de conquérir de nouveaux marchés pour remplacer ceux qu'ils ont perdus. Le traité de Versailles a contribué à une nouvelle expansion européenne. D'au-

tre part certaines régions qui n'étaient pas exploitées à cause de leur difficulté d'accès sont maintenant défrichées.

Les colonies sont depuis de longues années un débouché pour les nations exportatrices. Plus récemment, les Etats-Unis dont le marché intérieur est considérable se sont efforcés surtout d'accroître la consommation nationale. (1)

Ils crurent résoudre le problème du développement industriel par la pratique des hauts salaires. Comme le constate M. Richardson dans un article publié dans la *Revue Internationale du Travail*, par la politique des hauts salaires, l'Amérique préféra, à un développement plus grand de la richesse du pays, une élévation du niveau de vie de ses salariés (2).

Il s'ensuivit de graves conséquences. Les hauts salaires permettent de fabriquer, en série, aux Etats-Unis, des articles considérés comme objets de luxe dans d'autres pays : « les économies résultant d'une fabrication en grande série dépendent des possibilités que l'on a d'écouler une grande production. Pour assurer

(1) Les hauts salaires et surtout le crédit à la consommation ne sont pas spécifiquement américains. En France, un grand nombre d'entreprises (fabriques de meubles, etc.) recourent au crédit à la consommation, son rôle néanmoins n'a pas été essentiel comme aux Etats-Unis.

(1) Cf. RICHARDSON. La doctrine des hauts salaires. *Revue Internationale du travail*; année 1929, tome 2.

des débouchés suffisants aux articles de consommation fabriqués dans ces conditions, il faut que le prix de vente mette ces articles à la portée d'une forte proportion d'ouvriers. L'idée géniale de M. Ford a été surtout de prévoir l'extention formidable que prendrait le marché des automobiles, si les prix étaient mis à la portée de la classe ouvrière et de l'ouvrier, et de savoir organiser la production de manière à abaisser les prix jusqu'à ce niveau » (1).

Le relèvement des salaires peut favoriser telle ou telle branche de production, suivant qu'il se manifeste par l'accroissement du salaire nominal ou du salaire réel. L'automobile a pu se développer en Amérique, grâce à une diminution massive du prix. Pour d'autres articles, les deux procédés peuvent se conjuguer. Afin d'accroître la production des appareils photographiques, il ne suffit pas que les entrepreneurs de cette branche de production, relèvent les salaires. Mais cette hausse peut devenir générale, grâce à l'accord tacite des entrepreneurs.

M. Richardson constate que l'opinion presque unanime des entrepreneurs américains est favorable aux hauts salaires. Et dans son chapitre sur l'organisation de l'industrie, M. Henri H. Dennison (2) déclare que cette nouvelle doctrine se répand :

(1) RICHARDSON : *Op. cit.*, page 853.

(2) Recent economic changes in the United States (Report of the Committee on Recent economic changes of the President's conference on unemployment). 1929, p. 523.

« Au lieu de croire que chaque centime ajouté au salaire doit être prélevé sur les dividendes du capital, soit payé par le consommateur, on croit maintenant, en général que, si un accroissement convenable de la production peut accompagner la hausse des salaires, l'augmentation résultant du pouvoir d'achat a pour conséquence, non seulement un niveau de vie plus élevé et un état sanitaire meilleur, mais aussi une augmentation de la quantité et de la variété des articles qui peuvent être vendus. Ces quantités croissantes, en permettant de couvrir plus facilement les frais généraux, et en rendant possible la spécialisation du travail, tendent à faire baisser davantage les prix de revient, et ainsi à accroître encore la richesse. »

La pratique du crédit à la consommation (vente à tempérament) s'est répandue en Amérique pendant les années qui précédèrent la crise; elle tendait également à développer le pouvoir d'achat des classes ouvrières. Défendue par les économistes américains, et notamment par M. Seligman, la vente à crédit a été considérée comme devant jouer un rôle bienfaisant, utile à la fois au producteur et au consommateur.

En offrant à la clientèle des facilités de paiement, elle lui permet d'acheter des objets durables dont elle n'aurait jamais pu acquérir la propriété. En revanche la vente à tempérament est un contre sens quand il s'agit de marchandises plus ou moins périssables (échec des entreprises de peinture, de plomberie).

Elle favorise le producteur en permettant tout d'abord la stabilisation des achats. La vente à tempérament s'est répandue dans l'automobile en raison des difficultés que causait la vente saisonnière : « En tant qu'elle mettait le producteur à même de surmonter les difficultés de la vente saisonnière, la vente à tempérament a probablement régularisé la production, elle a permis des économies, ainsi que la diminution du coût de production » (1).

Enfin les économistes américains prétendaient que la vente à tempérament accroît les achats de la classe ouvrière. En facilitant certaines acquisitions elle contribue à augmenter la production, donc les revenus. M. Seligman dans son livre sur la vente à tempérament n'est pas loin d'adopter ce point de vue et expose en tout cas que, si de nouveaux moyens d'achat permettent d'acquérir des objets utiles il s'ensuit que les facultés de l'individu et sa confiance sont développés et finalement que ses revenus en sont accrus (2).

Les chiffres confirmaient d'ailleurs cet optimisme. De 1920 à 1923, l'index des quantités de produits consommés dans le public, est passé de 157,7 à 230,1 soit une augmentation annuelle de 7,85 %, l'index de la consommation par tête d'habitant montant dans les mêmes années de 122,3 à 154,1, soit une progression annuelle

(1) SELIGMAN. *La vente à tempérament*, tome I, page 292.

(2) On connaît la sentence américaine : ce n'est pas parce que nous sommes riches que nous avons beaucoup d'autos, c'est parce que nous avons beaucoup d'autos que nous sommes riches.

de 6,32 %. Et l'on calculait que le montant des ventes à tempérament était d'une égalité approximative. De 1923 à 1927, l'index des quantités de produits consommés par le public a marqué seulement une progression annuelle de 1,56 %, mais depuis cette date, jusqu'à l'apparition de la crise, on constatait une continuité parfaite dans les statistiques (1).

La crise allait démentir les espérances des américains. Les difficultés n'ont été que différées par la doctrine des hauts salaires. Comme le précise M. Hobson, l'élévation des salaires, pour être bienfaisante, devait aller de pair avec l'accroissement de la productivité (en d'autres termes les salaires continuer de représenter une part identique de la valeur des produits) :

« Pour trouver un marché pour les marchandises écoulées par la production en série et recommandées aux consommateurs par la publicité, il est évidemment nécessaire d'avoir un pouvoir d'achat correspondant entre les mains des consommateurs. Mais il ne suffit pas, comme le déclare un économiste américain, le professeur Mitchell que les salaires par individu — ou plutôt les salaires par famille — s'accroissent dans la mesure où la production s'étend.

Et M. Hobson écrit à juste titre : « Par les consommateurs », on entend ici les consommateurs des mar-

(1) Roger NATHAN : Le financement de la consommation. *Revue d'Economie politique*, 1930.

chandises achevées. Il est reconnu avec raison que ce sont leurs achats et non les achats de nouvelles marchandises destinées à être investies qui équilibrent la balance. Mais l'affirmation du professeur Mitchell que « les salaires doivent s'accroître comme la production augmente » ne fait pas pleinement face aux nécessités de la situation comme nous l'avons définie. L'élévation des salaires doit être en harmonie non pas avec la montée de la production, mais bien de la puissance productive si l'on veut conserver l'équilibre ». Or M. Hobson constate qu'en Amérique « les taux des salaires s'élèvent pour le travail qualifié et non qualifié mais ne restent pas en harmonie avec les profits dans la distribution d'une production élargie » (1).

La doctrine des hauts salaires est responsable de l'emploi de plus en plus réduit de la main-d'œuvre aux Etats-Unis. Tout d'abord les hauts salaires exercent une influence psychologique sur l'ouvrier, ils incitent à produire davantage. On constate également une tendance très nette à étendre le système des salaires aux pièces et le système des primes en compensation des avantages nouveaux accordés aux salariés (2).

L'effort porte surtout sur l'amélioration de l'organisation industrielle. D'après la commission britannique de l'industrie et du commerce (British Committee of industry and trade) « ce qui d'un point de

(1) HOBSON. *Rationalisation and unemployment*, page 76.

(2) Cf. André PHILIP. *Le problème ouvrier aux Etats-Unis*.

vue économique caractérise les grands établissements industriels, ce n'est pas seulement le niveau élevé de leurs salaires, mais le fait qu'à de hauts salaires correspond un faible coût de main-d'œuvre par unité de production » (1). Les économies de main-d'œuvre sont poursuivies avec acharnement dans toutes les industries américaines, la doctrine des hauts salaires aboutit à la restriction des débouchés.

Non seulement la part des salaires n'a pas suivi l'augmentation de la valeur des produits, comme le prouve l'évolution du coût de production, mais, dès l'apparition de la crise, de considérables réductions de salaires furent effectuées. En octobre 1932, ce furent les salaires des ouvriers des usines Ford qui furent eux-mêmes officiellement réduits. Les ouvriers perdirent un dollar ou plus de leur salaire journalier.

On critique désormais les hauts salaires : « La faiblesse de la position de Ford, déclare un économiste américain, se voit dans le fait qu'il ne se rend pas compte de l'incohérence qu'il y a entre, d'une part, un système effectif de salaires élevés et, d'autre part, des licenciements provisoires, l'embauchage à temps réduit, la mise en congé des hommes à salaires élevés et d'autres méthodes mettant en danger les gains des ouvriers et leur niveau de vie » (2).

(1) Final report, pages 150-151. Londres 1929.

(2) Samuel L. LEVIS. Les aspects récents du travail chez Ford. *Revue Economique Internationale*, avril 1932.

On tire la même conclusion de l'examen du crédit à la consommation, mais on remarque qu'il compromet plus sérieusement l'avenir. Il ne s'agit plus de la conquête de débouchés qui seront par la suite retirés aux entreprises, mais de la consommation par anticipation de revenus futurs.

Une première critique concerne le principe de la vente à tempérament. Elle s'applique généralement à des marchandises non périssables dont la durée est plus longue que celle de l'amortissement. C'est le cas semble-t-il de la vente à tempérament des automobiles. D'après les chiffres de M. Seligman l'amortissement s'effectue généralement en 12 mois, et il est indiscutable que la durée moyenne des voitures automobiles est plus élevée. Si les achats augmentent dans les premières années du système, ils doivent finalement décroître quand les acheteurs possibles sont pourvus d'un matériel non encore détérioré. Les nouveaux acheteurs qui se seraient présentés dans des circonstances normales ont déjà acquis le matériel qui leur est nécessaire.

On peut répondre que les particuliers conservent le pouvoir d'achat et le consacreront à d'autres acquisitions, mais n'est-ce pas reconnaître que la vente à crédit provoque artificiellement l'augmentation d'un débouché ? Sa restriction subite ne saurait être compensée par l'augmentation des achats effectués à d'autres industries,

Deux faits d'ailleurs suffisent à prouver la fragilité du système : le crédit à la consommation suppose que les acheteurs font un calcul exact de leurs disponibilités futures. Trop souvent ceux-ci s'illusionnent et leur éducation est insuffisante. Dans l'avenir la totalité de leurs revenus peut être ainsi absorbée par des achats passés interdisant toute nouvelle acquisition. Le crédit à la consommation exige au surplus une stabilité relative des revenus qui peut être espérée seulement en période normale, mais qui se dément dès que surviennent les crises.

Grâce au crédit à la consommation, on a pu différer le déséquilibre entre production et consommation et retarder ainsi l'apparition de la crise. On a par contre considérablement retardé son évolution. La crise n'est plus tant causée par un accroissement démesuré de la production que par l'affaissement prolongé des facultés de consommation artificiellement stimulées pendant les années 1920-1930.

§ 4

La loi de Marx et l'évolution des crises

Il reste à déterminer les rapports entre la loi de Marx et l'évolution des crises. Comme on le sait, depuis 1873, les crises industrielles auparavant anglaises

et française deviennent principalement américaines et allemandes et se généralisent de plus en plus. En même temps, à compter de cette date, elles deviennent moins redoutables que les précédentes, et la crise de 1900 est plutôt une période de bas-niveau des prix qu'une crise véritable.

Au contraire, au XX^e siècle, on constate une recrudescence des crises surtout en Allemagne et aux Etats-Unis, crises de 1907, 1913 et 1920, la crise actuelle dépasse de loin les crises précédentes par son intensité et sa généralité.

— On voit que l'intensité des crises a suivi l'évolution du régime de la concurrence. Aussi, même les adversaires des théories marxistes ont-ils été incités, à la suite des observations scientifiques qu'ils ont accompli sur le phénomène des crises, à admettre à cet égard des idées voisines de celles que Marx avait soutenues en partant de conceptions théoriques. MM. Aftalion et Lescure soulignent le rôle prépondérant des investissements dans l'apparition des crises.

Dans son livre sur « les crises périodiques de surproduction », M. Aftalion explique que la longueur du procès de production capitaliste empêche que celle-ci soit adaptée immédiatement aux besoins. Il constate que les périodes d'essor sont marquées par une insuffisance de la production par rapport aux demandes. Les industriels procèdent donc à l'acquisition de nouveaux moyens de production. La prospérité de l'industrie qui

fabrique les moyens de production entraîne la prospérité générale. Mais, à la fin d'une période d'essor, à la suite de l'augmentation de la puissance productive, la production excède la consommation. C'est le signal de la crise qui dure jusqu'au moment où l'on constate à nouveau l'insuffisance de la production par rapport aux besoins.

M. Aftalion souligne donc le rôle joué par les investissements dans les crises de surproduction. Mais de nombreux auteurs, et en particulier, M. Lescure, objectent à la théorie de M. Aftalion que, si la mise en service de nouveaux moyens de production explique certaines crises partielles, elle ne suffit pas à provoquer des crises générales. Pourquoi en effet, les crises atteindraient-elles toutes industries alors que les conditions dans lesquelles les moyens de production sont mis en œuvre pour chacune d'elles sont très différents ?

Aussi M. Lescure modifie-t-il la théorie de M. Aftalion et prétend que ce n'est pas la longueur du procès de production capitaliste, mais les variations du taux du profit qui expliquent l'apparition des crises.

Il oppose les industries produisant les objets de consommation à celles livrant des moyens de production. Tandis que les premières ne voient croître que lentement leur prix pendant la période d'essor, les secondes augmentent les leurs très rapidement, surtout la métallurgie et les entreprises extractives. A l'appui de sa thèse M. Lescure apporte des chiffres péremptoirs.

M. Lescure explique ces évolutions différentes par le caractère propre des débouchés des deux types d'industrie. Les fabriques qui travaillent directement pour les consommateurs ne peuvent augmenter leurs prix à leur gré, et surtout les entreprises de chemin de fer, d'électricité, de tramways, dont les tarifs sont fixés par la coutume. Au contraire, les industries métallurgiques augmentent leurs prix beaucoup plus aisément, il en est de même des matières premières dont le coût croît beaucoup plus rapidement que celui des objets manufacturés (1). Dans ces conditions les industries de consommation créées à la fin d'une période de prospérité produisent à des prix trop élevés pour subsister.

Ces constatations n'infirmant pas les théories marxistes. Certes, M. Lescure donne une explication différente, puisqu'il accuse la variation des profits, qui proviendrait d'une différence entre les débouchés des différents types d'industrie.: « Dès que la production des capitaux s'accélère, les usines métallurgiques doivent procéder à leur extension. Or, pour créer forges, aciéries, laminoirs, pour les actionner ensuite, il faut de l'acier, du charbon. La demande de minerais et de métaux à la fin de la période d'essor est donc exceptionnellement plus intense que celle des autres marchandises » (2). Bref, M. Lescure prétend qu'il existe une variation naturelle et nécessaire dans les demandes de produits.

(1) M. LESCURE cite aussi les variations du taux d'intérêt.

(2) LESCURE : *Op. cit.*, tome II, page 484.

Pour Marx au contraire, l'inégale variation dans les taux des profits est due à l'action de l'offre stimulée par la concurrence. D'après Marx, les industries travaillant pour la consommation ne peuvent songer à augmenter leurs profits par une hausse excessive des prix et cela à cause de la concurrence, elles tentent donc d'augmenter leur production par de nouveaux investissements et non en recourant au travail humain. Au contraire les industries qui approvisionnent les industries de consommation bénéficient d'un tel essor que pour elle le problème consiste surtout à répondre aux demandes, à leur donner satisfaction et non à se préoccuper des prix de revient.

De même la baisse des prix dans les industries métallurgiques et minières proviendrait seulement de la diminution plus sensible de la demande de capital constant, à la suite de la crise. Lorsque les industriels ne peuvent plus vendre leurs produits, ils cherchent toutes les économies possibles et se gardent tout d'abord de renouveler leur matériel (1).

Ainsi les faits constatés par M. Lescure peuvent aisément s'expliquer par la loi de Marx sur les capitaux. Il est vrai que, si l'on admet la théorie des crises de Marx, on est conduit à montrer moins d'optimisme que M. Lescure sur l'évolution de la crise actuelle. Mais,

(1) Cette observation serait d'ailleurs plus exacte pour les crises précédentes que pour la crise actuelle, comme nous allons le faire remarquer.

là encore les faits semblent apporter une confirmation aux thèses marxistes.

L'évolution de la crise actuelle justifie l'analyse marxiste. La théorie de Sismondi, invoquant une répartition défectueuse du pouvoir d'acheter et du pouvoir de consommer (théorie que Marx reprend), s'éclaire par l'analyse marxiste des crises, qui insiste sur l'aspect dynamique du capitalisme.

Pour diminuer le prix de revient, on cherche moins à diminuer les salaires, la part des salaires n'étant qu'une faible portion des prix de revient; les entreprises congédient plutôt des ouvriers et les remplacent par des machines. Lorsqu'elles sont imitées par leurs concurrents, il est bien certain que le prix de tous les produits baisse. Mais tous les industriels ne peuvent immédiatement appliquer les nouveaux procédés.

La diminution du prix de revient que cherchent les entreprises atteintes par la crise est trop souvent obtenue par le progrès technique. Dans ces conditions on congédie les ouvriers, mais on n'augmente pas immédiatement par la baisse des prix les facultés de consommation. Ainsi s'éloigne le moment où la diminution des prix de revient doit rejoindre la diminution des facultés de consommation et la généralité de la crise rend cet aspect redoutable (1).

(1) Si l'on admettait la théorie de la valeur de MARX, une nouvelle cause interviendrait pour rendre les crises encore plus redoutables, la baisse du taux du profit. Mais bien qu'il ne faille pas confondre intérêt et profit l'expérience ne confirme pas la théorie de la baisse du taux du profit.

Si la crise actuelle est grave, la cause n'en réside pas seulement dans la difficulté des entreprises pour restreindre leur production, l'adaptation serait rapidement faite, mais la consommation diminue en même temps. Entendons-nous. La baisse des salaires provoque bien apparemment une diminution des facultés de consommation, mais elle contribue à faciliter l'emploi des ouvriers, et à arrêter les déchainements de la technique. Plus les salaires sont bas, plus la part des salaires est importante dans la valeur du produit.

Au contraire, la baisse des prix obtenus par le progrès technique n'entraîne pas tant la diminution des salaires, mais la multiplication des chômeurs, avec des espérances de réemploi limitées. Sans doute, depuis la crise actuelle on constate que les industries d'équipement ont été atteintes, mais l'ont-elles été autant que lors des crises précédentes ? D'autre part la baisse doit être d'autant plus brutale que les excès précédents ont été plus marqués. Or, les statistiques que l'on invoque ne paraissent pas prouver d'une manière certaine que la baisse de production métallurgique et minière soit aussi rapide que lors des crises précédentes.

Voici pour le premier trimestre 1931, par rapport au trimestre correspondant de 1930, la réduction des profits de 609 sociétés américaines :

Textiles.....	96,8 %
Cuivre.....	94,9 %
Acier.....	91,4 %
Matériel de chemin de fer	69,4 %
Machines.....	63,7 %
Automobiles.....	49,9 %
Chemins de fer.....	39,9 %

Par contre :

Entreprises d'éclairage, force et gaz.....	1,6 %
Alimentation.....	6,6 % (1)

MM. Joseph Caillaux et Jacques Duboin ont exposé les inquiétudes que leur cause le développement du machinisme, le premier dans de nombreuses conférences, le second dans son livre : « Nous faisons fausse routé ».

L'information financière résumait ainsi un discours de M. Joseph Caillaux, à Zurich : « C'est la science qui est le principal facteur de la crise. L'engrenage des pièces de la machine économique se fait mal à cause du déchainement des techniques. La science dépasse l'homme qui s'époumonne à la suivre.

« Peu à peu la machine dévore l'homme, les outillages nouveaux plus perfectionnés que les précédents,

(1) *Times*, 26 mai 1930. Statistique citée par M. LESCURE dans son livre sur les crises de surproduction.

sont mis en service avant que les premiers soient complètement amortis. On ne peut donc réduire le prix de revient et tous les progrès de la technique reposent sur une économie de main d'œuvre : on n'abaisse donc pas le prix de revient des produits, mais on renvoie du personnel, d'où sous-consommation fatale, et absence de véritable progrès intéressant la collectivité ».

On ne saurait donc surestimer les indices favorables, dénotant que la crise est en voie de résolution. Sans doute la baisse des prix parviendra-t-elle à rétablir l'équilibre, mais n'espérons pas qu'une nouvelle prospérité sera durable si on laisse la concurrence développer sans cesse le progrès.

C'est désormais sous cet angle qu'on examinera les remèdes de nature à éviter le retour des crises. Nous ne concluerons pas dès maintenant, comme Marx, que, le capitalisme se définissant par la concurrence c'en est fini du régime, et que tous les palliatifs envisagés sous son égide sont voués à l'échec avant leur application. Nous chercherons au contraire les conséquences que peuvent présenter sur la composition du capital social les solutions proposées.

CHAPITRE III

LES REMEDES A LA CRISE ET LA COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

§ 1

Anciennes méthodes

Pour Marx, la loi sur les capitaux doit nécessairement entraîner la fin du régime. Cette attitude implique un double postulat : tout d'abord l'hypothèse matérialiste et d'autre part la supposition que le régime actuel n'est susceptible d'aucune adaptation.

Or une question se pose : quelle peut être selon des différentes éventualités l'augmentation du capital constant par rapport au capital variable ; doit-elle se constater inévitablement dans les trois solutions possibles : la prolongation des anciennes méthodes, l'adoption d'un

régime d'économie dirigée capitaliste ou la suppression du régime d'appropriation individuelle ? (1)

Les anciennes méthodes ont échoué et n'ont pu que retarder et aggraver en même temps l'application de la loi de Marx. Aussi ne saurait-on trop attendre des mesures prises pour étendre les débouchés. Si elles devaient être adoptées à nouveau, on ne saurait dissimuler le danger. Le continent africain ne peut constituer qu'un débouché temporaire pour les entreprises européennes, et ce serait sacrifier l'avenir au présent, que d'y orienter l'excédent de la production occidentale.

Nous condamnons aussi les méthodes qu'on emploie actuellement pour limiter la production. Ces ententes entre entreprises sont vouées à l'échec: on peut certes tenter avec chance de succès certains accords entre fabricants de matières premières. Mais l'entente internationale, telle que la conçoivent les entreprises, ne peut être que difficilement conclue entre industries plus évoluées. L'expérience de ces dernières années prouve d'ailleurs qu'on ne saurait s'illusionner sur la durée de tels accords.

En revanche, la réduction des heures de travail semble avoir présenté de nombreux avantages. Elle a d'ailleurs été édictée à l'encontre des vues patronales sous l'irrésistible impulsion des classes ouvrières. Et, si elle n'a pas dans le passé évité l'augmentation du capital

(1) Nous examinerons dans la conclusion si ce bouleversement est désirable.

constant, on peut douter qu'elle constitue maintenant un remède susceptible de répondre à toutes les difficultés actuelles.

La réduction des heures de travail a le mérite d'être en harmonie avec les tendances sociales et l'évolution économique. M. Jacques Duboin propose l'adoption d'une journée de quatre heures. Sans aller aussi loin le B. I. T. prend précisément argument de la crise actuelle pour proposer la semaine de quarante heures.

Qu'une telle mesure comporte des difficultés pratiques, cela ne saurait nous arrêter. Il est bien entendu que l'on ne pourrait adopter la semaine de quarante heures ni dans l'agriculture, ni dans les transports maritimes. On regretterait seulement que l'adoption de cette mesure précipitât la désertion des campagnes.

Mais la conception même des partisans de la semaine de quarante heures est discutable. Comme le fait observer M. E. Allix (1), les partisans de la semaine de quarante heures estiment « qu'à un moment donné sur un marché donné, il existe une quantité déterminée de travail à effectuer... Dès lors, plus la part de travail distribuée à chaque ouvrier sera réduite, et plus il y aura d'emplois à offrir ».

Or, l'évolution du coût de production montre que la conception « d'une masse de travail » est fausse et

(1) ALLIX : La semaine de quarante heures et le chômage. *Revue Politique et Parlementaire*, 10 décembre 1932.

qu'en réalité le prix du travail comparé à l'intérêt du capital (amortissement compris) détermine l'offre de travail.

S'il s'agissait de maintenir identique le salaire horaire, on ne pourrait accorder un grand crédit à la réduction des heures de travail, et cette mesure aboutirait seulement à répartir sur la classe ouvrière tout entière les sacrifices que le chômage fait peser sur quelques-uns.

Mais, dans la réduction de la journée de travail proposée par le B. I. T., il s'agit d'augmenter le salaire horaire, afin que le salaire journalier reste le même. D'où augmentation des prix de revient au moment où la liquidation générale exige une diminution des prix. En entraînant un renchérissement de la main-d'œuvre, elle provoquerait un plus fort déchainement technique, qui créerait à nouveau le chômage.

La réduction des heures de travail est sans doute désirable, elle s'effectuera progressivement, mais elle ne constitue pas le remède des difficultés actuelles, il faut donc envisager de nouvelles méthodes en évitant de retomber dans les erreurs déjà signalées.

§ 2

Méthodes nouvelles

Puisque le progrès technique doit entraîner le chômage dans le régime actuel, on doit renoncer à l'idéal de prospérité indéfinie dans un régime de libre concurrence. Mais, l'effet sur la composition du coût de production est différent selon qu'on réclame la réglementation du progrès technique, ou au contraire, une refonte des institutions (comme les technocrates).

Pour réglementer le progrès technique, il faut envisager des mesures internationales, et c'est à leur défaut seulement que peuvent être préconisées des mesures strictement nationales. Dans le cadre national, l'économie dirigée se trouve facilitée par le désir de l'Etat de contrôler pour des motifs extra économiques un grand nombre d'entreprises : monopole, concessions (1). Il est difficile néanmoins d'estimer que le développement de l'étatisme soit une solution satisfaisante, sans qu'il soit procédé au préalable à la « Réforme de l'Etat ». L'Etat n'a pas réussi jusqu'à présent ni en France, ni à l'étranger (2) à mener à bien des exploitations commerciales.

(1) Notons néanmoins que les Etats-Unis échappent encore au développement de l'étatisme.

(1) On ne peut considérer que les régimes russe ou fasciste soient étatistes à la manière des pays démocratiques.

Aussi, plusieurs théoriciens recommandent-ils un système d'économie dirigée par les banques. Les banques seraient douées de pouvoirs infiniment plus larges que ceux dont elles disposent actuellement, mais ces théoriciens ne définissent pas d'une manière précise de quelle nature seraient ces pouvoirs. Voici la réponse qu'apporte M. Joseph Caillaux dans sa préface au livre de M. Jacques Dubouin : « Nous faisons fausse route » : « Il n'est qu'un moyen, je crois, de mettre un terme à cette cacophonie... c'est de faire rentrer dans le rang tous ces évaltonés en leur imposant des directions, une discipline. Pour cette discipline, il faut commencer par organiser la prévision économique. Les grands organismes de crédit auront mission de la dispenser. Les entrepreneurs à tous les degrés de l'échelle sociale seront obligés de s'y conformer. Les capitaux ne seront fournis qu'autant que leur emploi sera en relation stricte avec les besoins de l'humanité, telle que la prévision économique les aura dégagés. » Cette conception est séduisante, mais paraît aller à l'encontre de l'évolution actuelle qui tend à assurer le contrôle des banques par l'Etat. La démocratie sera toujours opposée à une augmentation du pouvoir des banquiers. Dans le seul pays où les banques ont été douées de pouvoirs très étendus (l'Amérique) leur action n'a pas été très heureuse. On peut toujours craindre qu'elle soit inspirée par des motifs d'ordre uniquement financier, alors qu'il faudrait considérer l'ensemble de l'économie.

La solution la plus efficiente serait sans doute une limitation directe du machinisme. On envisage des ententes entre producteurs d'un type nouveau : les entrepreneurs s'entendraient pour renoncer à améliorer les méthodes avant l'amortissement de l'outillage. Ou bien on instituerait un impôt sur les machines, mais ajoutons qu'on a pas encore précisé les bases d'assiette d'un tel impôt, et l'on peut redouter que les industriels passent outre, préfèrent s'acquitter des impôts plutôt que de renoncer à l'amélioration de leurs méthodes. Comme on l'a fait en Italie, on pourrait réglementer l'ouverture des usines.

Parmi les mesures récemment adoptées, il faut citer la réglementation de l'ouverture des usines en Italie.

Une très intéressante initiative a été prise par le gouvernement du Reich, elle tend à la fois à abaisser les prix de revient et à limiter le travail des ouvriers. L'ordonnance du 4 septembre 1932 assure des primes, sous forme d'acomptes fiscaux, aux entreprises qui embaucheraient de nouveaux ouvriers; et l'ordonnance du 15 septembre, rendue en exécution de la précédente, permettait en outre aux entreprises qui embauchaient de nouveaux ouvriers de réduire les salaires de la 31^e à la quarantième heure de travail nonobstant les contrats en vigueur (1).

(1) *Bulletin quotidien de la Société d'études économiques*, mardi 25 octobre 1932, t. I, page 240.

Ces ordonnances devaient permettre, dans l'esprit de leurs auteurs, de réembaucher un grand nombre de chômeurs. La première encourageait les industriels allemands à embaucher de nouveaux ouvriers, même si les travaux à effectuer n'avaient pas augmenté.

La deuxième contribuait à la baisse des prix de revient, mais sur ce point l'échec a été complet : on a retrouvé les difficultés déjà signalées lors de la critique des thèses de M. Rueff. Elles n'ont pas été admises par la classe ouvrière. Bien qu'illicites, des grèves ont éclatées, appuyées par tous les partis.

Aussi les entreprises se sont-elles bornées dans la pratique à toucher les primes du gouvernement, mais ont dû renoncer à la faculté de diminuer les salaires. Ces mesures ont permis seulement de réembaucher quelques milliers de chômeurs, alors que l'Allemagne en compte six millions. Il aurait fallu des efforts plus énergiques, mais ils ne pouvaient être entrepris par le seul gouvernement allemand sans surcharger gravement les entreprises nationales et compromettre leurs exportations. Toutes autres nations qui adopteraient cette politique rencontreraient les mêmes obstacles.

Il est vrai que ces mesures pourraient être adoptées si les pays s'efforçaient de constituer un marché autonome; mais un tel changement multiplie les risques de conflit politique, et n'est pas souhaitable du point de vue économique : l'Angleterre par exemple devrait renoncer au profit qu'elle retire du commerce international.

Pourtant, les nombreuses élévations de droits de douane édictées au cours de ces dernières années, même par l'Angleterre, prouvent que le protectionisme gagne du terrain et que des efforts sont tentés dans cette voie. En même temps le progrès technique permet la substitution de nouvelles formes d'énergie à d'autres et peut faciliter par conséquent la constitution de marchés autonomes.

Il faut toutefois remarquer que jusqu'à maintenant la limitation de la concurrence internationale conçue dans ce sens, n'a pu être réalisée en Russie, et que seuls les Etats-Unis, à cause de leur vaste marché intérieur, et la Grande-Bretagne, grâce à son empire colonial, pourraient la tenter (1).

Les difficultés de l'entente internationale sont celles quē doit résoudre à brève échéance la civilisation occidentale; la situation actuelle est critique parce qu'il existe un pouvoir capable de réglementer la production dans le cadre national, mais que dans ce cadre cette réglementation n'est pas la plus utile. Au contraire dans le cadre international où une réglementation de la production serait bienfaisante, il n'existe pas jusqu'à présent un pouvoir capable d'imposer ces vues malgré les espérances que donne la Société des Nations (1).

(1) On remarque en Angleterre un retour à l'idée impériale. Beaucoup d'économistes anglais estiment à l'heure actuelle que la Grande-Bretagne devrait constituer un bloc économique unique avec ses Dominions et renoncer aux échanges avec d'autres puissances.

§ 3

La technocratie

Depuis quelques mois, des économistes américains préconisent une méthode inverse : un nouveau mouvement, la technocratie voudrait modifier le régime actuel pour l'adapter aux nouveaux modes de production.

Prônée par un petit groupe d'ingénieurs, qui travaillaient, récemment encore, à l'Université de Columbia sous la direction de Howard Scot, la doctrine du groupe est actuellement difficile à dégager puisqu'une scission s'est opérée parmi ses membres.

Ces techniciens parviennent néanmoins à la conclusion que le régime actuel ne peut subsister en raison de la croissance de la production. Ils en ont réuni de nombreux exemples. Depuis 1920, les progrès sont tels que le chômage technologique doit entraîner à échéance rapide la chute du système actuel. Rien d'original dans ces vues, longuement exposées par Marx (1).

Comme Marx, ils concluent à la nécessaire disparition du régime. Les investissements actuels sont effectués

(1) Voir page ~~102~~ 146

en contre-partie d'une dette qui les grève et obligent les entrepreneurs à développer sans cesse la productivité. Le régime nouveau institué par les technocrates supprimera ces anomalies, mais il faut, bien entendu, que le pouvoir leur soit donné en entier.

C'est seulement au delà de cette conclusion que se manifeste l'originalité de leurs vues, ils cherchent dans le nouveau système la possibilité d'un accord entre production et consommation et ils constatent que la première condition à remplir est de les évaluer en unité commune. Partant du point de vue des sciences physiques, ils constatent que tous les biens produits exigent une dépense d'énergie. L'augmentation considérable de la production est fonction de l'augmentation de l'énergie consacrée à l'acte de production. A l'énergie humaine qui constituait autrefois la totalité des forces productives, s'est substitué l'énergie naturelle que l'homme a réussi à capter pour son service. Mais, que l'agent de production soit l'homme ou la machine l'énergie est toujours de même nature « la technologie a introduit une nouvelle méthode dans la détermination de la richesse réelle, on peut maintenant évaluer l'énergie dépensée pendant les heures de travail humain d'après le rapport suivant : 1.500.000 footpounds équivalent au temps d'un homme pendant huit heures » (1).

Dès lors, le problème de la réforme sociale va se poser d'un point de vue nouveau. Il faut remplacer la

(1) Howard Scott. *Introduction to technocracy*, pag. 47.

monnaie or qui ajoute au désordre actuel, les prix variant sans cesse, par des certificats exprimant la quantité d'énergie requise pour la production de chaque objet. Ces certificats individuels ne seront pas cessibles et devront être utilisés dans un laps de temps déterminé. Des certificats d'énergie ne seraient délivrés pour la consommation aux particuliers, que dans la mesure où une énergie équivalente aurait été dépensée pendant le temps envisagé, dans l'acte de production. Le revenu individuel sous le contrôle technocratique consisterait en unités proportionnées au développement de la puissance productive dans un pays donné.

Les technocrates envisagent l'application de ce système surtout pour les Etats-Unis. Non seulement il éviterait les crises, mais aussi il permettrait une augmentation inouïe de la prospérité : « l'Amérique continentale possède toutes les qualités requises pour un tel mécanisme. Une énergie suffisante et des ressources minérales; des chûtes d'eau adéquates, plus qu'il ne faut de terre arable d'une composition chimique appropriée; des facilités techniques hautement développées et soutenues par un personnel entraîné, des organisations de recherches puissantes. Tout cela est certes suffisant pour assurer la continuité d'un standard de bien-être de haute énergie au moins pour mille ans, si ces ressources sont utilisées sur une base différente de celle des prix avec les moyens technologiques. » Les technocrates procéderaient à une utilisation judicieuse de l'énergie dépensée pour éviter tout gaspillage d'é-

nergie (on substituerait par exemple les maisons en ciment armé à celles de pierres qui exigent une plus grande dépense d'énergie sans meilleur résultat). On pourrait en même temps diminuer le travail humain, les uns prétendent à quatre heures par jour, les autres à seize heures par semaine. Il importe peu pour l'instant.

La doctrine technocratique, âprement critiquée par la plupart des économistes américains (Lippman la qualifie d'attrape nigauds (1)) présente certes des failles extrêmement nombreuses. Elle exige au préalable un contrôle de l'activité du pays qui, s'il était possible dans un état capitaliste, lui permettrait de subsister aisément. Comme l'a déclaré un économiste américain, qu'on nous donne le contrôle des banques et de toute l'activité du pays en général et nous saurons obtenir l'équilibre! En refusant de reconnaître l'importance des facteurs politiques et en réclamant la dictature des techniciens, il semble que ces économistes aient condamné eux-mêmes leur système puisqu'ils supposent résolue la source des difficultés actuelles.

Qu'il soit permis aussi de conserver quelques doutes, sur la possibilité d'évaluer exactement la quantité d'énergie dépensée pour la production de chaque objet. En raison du progrès technique, il faudrait au surplus procéder sans cesse à de nouveaux calculs.

Il semble néanmoins que le système technocratique présente, à défaut d'un intérêt positif, un intérêt cri-

(1) LIPPMANN : *New-York Herald*, 6, 7, 8, 9 janvier 1933.

tique. Tout d'abord, il élimine la notion de valeur utilité et la notion de valeur énergie diffère sensiblement de celle de valeur travail puisqu'en quelque sorte elle prend acte de la collaboration entre l'homme et la machine. Les technocrates prouvent ainsi qu'on peut construire un système théoriquement concevable en abandonnant ces notions. Il est indéniable qu'elles sont utiles actuellement, mais peut-être était-il bon de démontrer qu'on ne peut leur ramener toute la vie économique, que d'autres notions pourraient un jour s'y substituer.

De plus, les technocrates semblent avoir montré indirectement qu'il serait toujours difficile d'adapter exactement le capital constant au capital variable. La suppression de la concurrence ne résout pas toutes difficultés. Dans un régime où elle n'existerait pas sans doute ne constaterait-on plus l'augmentation nécessaire du capital constant, sans tenir compte au moins immédiatement des nécessités économiques. En revanche, les erreurs de calcul dont parlait Say, facilitées par le système actuel des prix, peuvent toujours être commises par les gouvernants. C'est pourquoi les technocrates ont cherché une nouvelle monnaie pour une plus grande précision dans les calculs. On peut douter également des bienfaits de son adoption. Nous allons examiner en conclusion si la Russie, en supprimant la concurrence, a du fait même résolu toute la question économique.

CONCLUSION

On ne peut traiter par l'indifférence la crise actuelle du chômage, laisser des millions d'hommes en proie à des souffrances matérielles et morales. Une réforme profonde de nos institutions s'impose.

Mais l'exemple de la Russie montre combien sont complexes les tentatives de réforme. Le régime communiste fonctionne en Russie. Sans doute a-t-il bénéficié de l'apport de capitaux anglais et américains. D'autre part certains paysans russes, les « koulaks » ont encore la propriété de leurs terres et font travailler parfois des salariés; mais leur nombre diminue et dans l'ensemble l'organisation est communiste.

Comment nier au surplus que la Russie reste en dehors de la crise (1) et qu'elle accomplit de rapides progrès industriels ? La Russie ne compte pas de chômeurs, le niveau de vie est encore moins élevé qu'en Europe; mais on occupe tous les travailleurs.

(1) Noter néanmoins le ralentissement sensible de ses exportations depuis un an.

Au surplus, depuis le nouveau régime, la Russie a effectué d'immenses travaux et accru la production dans tous les domaines. Voici quelques chiffres : La récolte de blé passe de 213 millions de quintaux en 1927, à 295 en 1930; en ce qui concerne la houille, 34 millions de tonnes sont extraites en 1913, 12 en 1922, 32 en 1927, 47 en 1930. La production de pétrole croît plus rapidement, 9,2 millions en 1913, 22,3 en 1930. On pose de nouvelles voies ferrées, le trafic s'élève. Et le commerce soviétique, tout monopolisé qu'il soit, continue de croître régulièrement.

A quoi rattacher cette augmentation de la production ? Au rythme de l'équipement du pays, beaucoup plus intensif encore que celui des états capitalistes. Voici, par exemple, les sommes investies pendant les premières années du plan quinquennal : dans le Secteur Socialisé de l'Economie Publique, on investissait en 1929 5.870 millions de roubles, en 1930 9.770, en 1931 17.067. Ces placements étaient effectués surtout dans les entreprises industrielles. Malgré leur progression les investissements dans l'Economie Rurale montaient seulement en 1931 à 3.800 millions de roubles (870 millions en 1929, 2.074 en 1930).

On a ainsi construit des usines considérables dans un grand nombre de centres urbains, édifié des entreprises grandioses (utilisation du Dniepr pour la production de l'énergie électrique) qui représentent un potentiel de production encore plus considérable que la production actuelle.

Ce développement rapide du capital constant présente en Russie un aspect original. On constate l'absence de transition entre le passage d'une économie primitive à une économie industrielle. Jusqu'à maintenant, les transformations industrielles s'opéraient progressivement. La proportion du revenu accumulé ne croissait que lentement, avec le développement de la richesse. En Russie au contraire l'augmentation du capital constant a été effectuée au détriment du capital variable, dont elle a provoqué la réduction effective et profonde. Brusquement, on a créé une industrie perfectionnée en provoquant un abaissement considérable du niveau de vie. Les matières premières russes au lieu d'être consommées par les nationaux sont exportées à l'étranger.

Telle est la caractéristique principale de la tentative russe, mais d'autres problèmes se posent, il faudrait maintenir l'équilibre entre les différentes industries qui alimentent les industries productrices d'objets de consommation. On doit parvenir à développer simultanément les entreprises qui travaillent pour les industries de transformation, et en même temps, calculer leur degré d'accroissement respectif (différent pour chacune d'elles) selon les nécessités économiques.

La Russie n'a pas encore suffisamment développé ses entreprises de transport. Elle souffre actuellement de la difficulté de transporter les matières premières dans

(1) On n'examine pas ici les difficultés pour l'éducation de la main-d'œuvre, problème technique qui n'est pas non plus résolu.

les nouveaux centres industriels de Sibérie, où le fer et la houille extraits ne suffisent pas à assurer le fonctionnement de toutes les usines. C'est une des raisons les plus graves des difficultés que rencontrent les Soviëts. Le deuxième plan quinquennal en tient compte, dans une large mesure, et peut-être arrivera-t-on à assurer le transport des matières premières.

D'autres inconvénients doivent être signalés. Le régime communiste est capable d'équiper un pays suivant les méthodes découvertes par les pays capitalistes, et peut ne pas être susceptible, arrivé à ce degré, d'amener de nouveaux progrès. On allègue qu'il ne donne plus intérêt individuel, aux créateurs de « petites inventions » qui permettent le progrès technique. Mais notons qu'en régime communiste, l'intérêt collectif s'accorde avec une plus grande production, puisqu'elle est suivie d'une plus large répartition entre la masse des citoyens. L'expérience soviétique prouve qu'un intérêt personnel n'est pas seul susceptible d'inciter les individus à faire œuvre sociale. Il reste dans l'homme, des possibilités de dévouement et de sacrifice dont les Russes donnent l'exemple. Au surplus, la même objection s'adresse à un régime d'économie dirigée capitaliste, la conciliation entre le progrès technique et la limitation directe du machinisme serait très délicate à opérer. L'adoption de nouvelles méthodes bouleverserait en effet les accords si péniblement conclus, et des modalités restent à découvrir pour éviter un retour à une complète stagnation.

Le seul mérite économique d'un régime ne permet pas d'ailleurs de s'y rallier. « La révolution est un bloc », disait Clémenceau. Le système communisme, prédit par Marx, exige tout d'abord une expropriation violente des possédants actuels, qui ne saurait être immédiatement utile à personne. Et surtout il ne tolère pas, comme le régime capitaliste, la liberté individuelle. Sans doute, la liberté pour les millions de chômeurs est-elle une dérision. Mais, bien que limitée par la nécessité économique, subsiste néanmoins en France, en Angleterre, une indépendance de pensée et d'action qui constitue peut-être notre bien le plus cher.

Au contraire, la doctrine communiste est une foi à laquelle tous les membres de l'U. R. S. S. doivent adhérer. Elle s'est attaquée à toutes les institutions qui s'opposaient à elle et pouvaient conserver quelque influence. Elle a appauvri moralement l'individu en entravant ses facultés de développement personnel. Jusqu'à présent toutes les forces capables de servir l'Etat sont monopolisées. Depuis 15 ans que dure « l'expérience soviétique », aucune dérogation n'a été apportée à la discipline de fer devant laquelle tous ont dû s'incliner, travailleurs manuels et intellectuels.

Ceux qui restent attachés encore au vieux idéal de la Révolution française ne le peuvent sacrifier à des considérations économiques. Dans la tourmente actuelle, nous voulons croire à l'avenir des nations capitalistes qui, malgré leurs erreurs, leurs faiblesses, leurs égoïsmes, ont néanmoins, dans l'ensemble, permis l'élévation

du niveau matériel de leurs ressortissants, et ont garanti une certaine liberté intellectuelle.

Au capitalisme tout entier peut s'appliquer l'orgueilleuse conclusion de Frédéric Benham Ph. D., à un article sur le chômage en Angleterre :

« En 1924, en dépit d'une réduction de 10 % dans les heures de travail, et de l'existence de près de 1 million de chômeurs, la Grande-Bretagne produisait, en volume, et par tête d'habitants, au moins autant qu'avant guerre, et son revenu réel par tête d'habitant était au moins aussi élevé qu'en 1913. De 1924 à 1929 l'indice annuel de la production, établi par les services économiques de Londres et de Cambridge, fait ressortir une augmentation de 16 %. Il faut admettre que la Grande-Bretagne a commis des erreurs. Il faut admettre qu'elle a perdu son rang dans le commerce extérieur. Mais néanmoins, elle a joui, pendant les années qui précédèrent la crise actuelle, d'une prospérité peut-être plus grande qu'aucune époque antérieure.

Cela ne veut pas dire que la prospérité n'eut pas pu croître encore davantage, ni qu'il soit inutile de faire des efforts renouvelés pour améliorer le rendement de son industrie et assouplir la structure économique. Bien au contraire. Mais l'existence de son armée de chômeurs n'est pas seulement un signe de faiblesse. Le

fait qu'elle puisse en supporter la charge et pourtant rester aussi prospère, donne également la mesure de sa puissance ».

Président : W. OUALID.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
S. CHARLÉTY

Vu :
Le Doyen :
H. BERTHELEMY.

BIBLIOGRAPHIE

- AFTALION. — Les Crises Périodiques de Surproduction, Paris, Rivière, 1913.
- AFTALION. — L'œuvre Economique de Sismonde de Sismondi, Thèse Paris, 1899.
- ALLIX. — La semaine de quarante heures (Revue Politique et Parlementaire, 1933).
- BOURGUIN. — Les Systèmes Socialistes et l'Evolution Economique, Colin, 1906.
- DIDIER (Jean). — Le Bilan de la Crise (Revue Universelle, Janvier 1933).
- DUBOIN (Jacques). — Nous faisons fausse route, Paris, 1932.
- FRIED (F.). — La fin du Capitalisme. Traduit par Jean Brunem, Grasset, 1932.
- JÉRAMEC (Pierre). — L'évolution des Industries de transformation d'après les recensements industriels (Bulletin de la statistique générale de la France).
- LARIOLA. — Karl Marx, Paris, Rivière, 1910.
- LAUNEY. — Evolutions comparatives des charges de l'industrie française, Thèse Paris, 1928.

- LAURAT. — L'accumulation du capital d'après Rosa Luxembourg, Paris, Rivière, 1930.
- LAURAT. — Un système qui sombre, Editions de l'Eglantine, 1932.
- LESCURE. — Des Crises générales et périodiques de surproduction, 2 vol., 4^e édition, Paris, Domat-Montchrétien, 1932.
- LIPPMAN. — Technocracy. 4 articles (New-York Herald), 6, 7, 8, 9 Janvier 1933).
- LÉVIS (Samuel DE). — Les aspects du travail chez Ford (Revue Economique Internationale, Avril 1932).
- MAN (Henri DE). — La Technocracy (Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique, 25 février 1933).
- MARX (K.). — Le Capital. Traduction de J. Roy. Livre I. Entièrement revu par l'auteur. 1875.
- MARX (K.). — Le Capital, avec une préface de Frédéric Engels. Livres II et III. Paris, Giard, 1902.
- MARX (K.). — Critique de l'Economie Politique. Traduit par Léon Pinay. Librairie C. Reinwald, Schleicher frères, éditeurs, Paris, 189).
- MARX (K.). — Le Manifeste Communiste. Commentaire de Ch. Andler, 2 vol., Paris, 1901.
- NATHAN (R.). — Le Financement de la Consommation (Revue d'Economie Politique, 1929).
- NOYELLE. — Le Droit des Chômeurs et la loi Economique. (Revue Economique Internationale, 1932).
- OUALID (W.). — Les Ententes Industrielles Internationales,

- Société des Nations, Bureau International du Travail, Genève, 1926.
- PECQUEUR. — Des intérêts du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, Paris, 1839.
- PERREAU. — Traité d'Economie Politique, 4^e édition.
- PHILIP (A.). — Le salaire ouvrier aux Etats-Unis, Paris, Alcân, 1927.
- RICARDO. — OEuvres complètes avec note de J. B. Say, Paris, Guillaumin, 1847.
- RICHARDSON. — La doctrine des hauts salaires (Revue Internationale du Travail, année 1929).
- ROUSIERS (DE). — Les grandes industries modernes, Paris, Colin, 1924 à 1928.
- ROTHSTEIN. — Une époque du mouvement ouvrier anglais : Chartistisme et Trade-Unionisme, Paris, Editions Sociales Internationales, 1928.
- RUEFF. — Article non signé (Revue d'Economie Politique, année 1932).
- SAGY (Sylvestre DE). — Conséquences Economiques et Sociales du retour de l'Allemagne à l'Etalon or, Thèse Paris, 1925.
- SÉE. — Matérialisme historique et Interprétation économique de l'Histoire, Paris, Giard, 1927.
- SELIGMAN. — La vente à tempérament, Paris, Librairie des Sciences Politiques et Sociales, 1930.
- SIEGFRIED (A.). — La Crise Britannique au XX^e siècle, Paris, 1931.
- SISMONDE DE SISMONDI. — Nouveaux principes d'Economie

Politique ou de la Richesse dans les rapports avec la Population, Paris, 1827.

SCOTT (H.). — Introduction to Technocracy, New-York, The John Day Company Inc. 1933.

SMITH (A.). — Recherche sur la nature et les causes de la richesse des Nations, Paris, Guillaumin, 1898.

SOMBART. — L'apogée du Capitalisme, Paris, Payot, 1932.

URE. — History of Manufactures, London, 1819.

VIDAL. — De la Répartition des Richesses, Paris, 1846.

Documents et Statistiques

Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Information
Economique.

B. I. T. Enquête sur la Production, 1924 (Annexe 1).

B. I. T. Documents, Chomage 1931.

Dossiers de l'Office National du Commerce Extérieur.

Bulletin de la Statistique Générale de la France.

Statistical Abstract of United States, Canada Year Book,
etc...



TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Première partie : La loi de Marx sur les Capitaux	7
Section I : Marx et ses prédécesseurs	9
1. Les Théories de l'Ecole Classique	9
2. Les Théories classiques et les Faits	14
3. Critique des Théories Libérales	20
Section II : La Loi sur les Capitaux dans l'ensemble des Théories Marxistes	29
1. Capital constant et capital variable	29
2. Les Caractères de l'accumulation capitaliste	36
3. Conséquences de l'accumulation sur les conditions du travail	42
4. Réfutation des Théories classiques sur les effets Eco- nomiques de l'accumulation	46
5. Les Conséquences de la loi sur les Capitaux, le Chômage	52
Section III. Méthode de vérification	58
1. La loi sur les Capitaux et le système Marxiste	58
2. La loi de la Valeur et la Loi sur les Capitaux	61
3. Le Plan et les Documents	63
Deuxième partie : Etude Comparative de la Composition du Coût de Production des Entreprises	67
Section I. Etude Comparative des Charges des Entre- prises Actuelles	69
1. Comment se trouvent incorporés dans le Bilan des Société Capital Constant, Capital Variable et Plus-Va- lue	69
2. Influence de la Nature des Entreprises	75
3. Influence de la Nature des Entreprises (Qualité et quan- tité des produits)	80
4. Rôle du milieu Economique	84
5. Le Milieu Social	91

Section II. Evolution du Coût de Production	96
1. Les rapports entre la Composition et l'Evolution du Coût de Production	96
2. L'application des découvertes scientifiques à la technique industrielle au cours du XIX ^e siècle	99
3. Caractères techniques de l'Evolution industrielle	104
4. Développement comparatif du Capital constant et du Capital Variable	117
Troisième partie : La Loi de Marx et l'Evolution du Coût de Production.	131
Section I. L'augmentation relative du Capital constant n'est pas temporaire	133
1. Les Fluctuations Economiques à longue durée et l'évolution du coût de production	133
2. Des causes accidentelles n'expliquent pas l'évolution du coût de production	138
3. L'explication Marxiste	145
Section II. La Loi de Marx et l'Evolution Economique (Modification des Formes actuelles de la concurrence, les Crises)	149
1. La Modification des Formes de la concurrence	149
2. Les efforts pour limiter la concurrence, protectionnisme et entente entre producteurs	153
3. Efforts pour accroître les débouchés	159
4. La Loi de Marx et l'évolution des Crises.....	170
Section III. Remèdes aux Crises	179
1. Insuffisance des anciennes méthodes	179
2. Méthodes nouvelles	183
3. La Technocratie	188
Conclusion	193

